

« HER VOICE »

Étude sur le lien entre
**le changement climatique, la numérisation et
la violence faite aux femmes et aux filles**
en Afrique de l'Ouest et du Centre

Version provisoire finale — Rapport intégré, tous pays confondus

Nigeria | Ghana | Cameroun | Togo



**Women Aid Collective / Coalition des droits des femmes d'Afrique de l'Ouest et du Centre
(WACOL) (WAWORC)**

*Soumis au Bureau régional d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre / Programme ACT |
2026*

REMERCIEMENTS

Le projet de recherche Her Voice a pu voir le jour grâce à l'engagement et au dévouement d'une vaste équipe de chercheurs, superviseurs de terrain, enquêteurs, agents de liaison communautaire et partenaires institutionnels au Nigeria, au Ghana, au Cameroun et au Togo. WACOL exprime sa plus profonde gratitude à toutes les femmes et à tous les membres des communautés qui ont partagé leurs expériences et nous ont fait confiance en nous confiant leurs histoires — ce rapport leur appartient.

Nous remercions chaleureusement la Commission européenne et ONU Femmes pour le soutien généreux qu'elles ont apporté à travers le programme ACT pour mettre fin à la violence faite aux femmes, dont la vision et le financement ont rendu cette recherche possible. Nous remercions également les ministères, départements et agences nationaux, les instances de coordination sur les VBG, les partenaires de la société civile et les leaders communautaires des quatre pays qui ont facilité l'accès au terrain et apporté de précieuses perspectives institutionnelles.

Les noms ci-dessous représentent les personnes ayant directement contribué à la conception, à la mise en œuvre et à l'assurance qualité de cette recherche.

Équipe principale chargée de la recherche

Nom	Titre / Fonction
Prof. Joy Ezeilo	Directrice du projet
Dr Oliver C. Ujah	Chercheur principal et responsable de la recherche
Prof. Ifeyinwa Achike	Co-chercheuse
Mme Amala Okwuosa	Coordnatrice du projet, du terrain et du plaidoyer

Équipe pays – Nigeria		
Nom	Rôle	État / Zone
Prof. Ifeyinwa Achike	Coordnatrice nationale / Superviseure de terrain	Lagos, Rivers, Ebonyi, Taraba, Yobe et Abuja
Dr Chidinma Igboeli	Adjointe à la coordination de l'équipe / Coordinatrice de terrain	Territoire de la capitale fédérale / zone du Sud-Ouest
Toyin Chukwudozie	Superviseur de zone	Territoire de la capitale fédérale
Dr Uju Peace Okeke	Superviseure de zone	Zone géopolitique du Sud-Est
Phidelia Waziri-Ugwu	Superviseure de zone	Zone géopolitique du Centre-Nord / Nord-Est
Francis Nwafee	Gestionnaire de données / Superviseur de zone	Lagos, Rivers, Ebonyi, Taraba, Yobe et Abuja / zone Sud-Sud
Dr Helen Kalu	Agente de liaison communautaire / Opérations de terrain	Zone géopolitique du Sud-Est

Équipe pays – Ghana		
Nom	Rôle	District / Zone
Dr Oliver C. Ujah	Coordinateur national / Superviseur de terrain	Accra
Mme Dora Abongo	Agente recenseuse de terrain	Région du Haut-Est

Mme Christiana Teni Apana	Agente de liaison communautaire / Interprète	Gowrie, district de Bongo
M. Kofi Nsoh	Agent de liaison communautaire / Interprète	Gowrie, district de Bongo
Mme Patience Asaliya	Agente de liaison communautaire / Interprète	District de Bolga Est
M. Akinga Asaliga	Agent de liaison communautaire	District de Bolga Est

Équipe pays – Cameroun

Nom	Rôle	Région / Zone
Prof. Sone Patience Munge	Coordinateur national	Buea
Dr Awa Rummarick	Coordinateur de terrain / Enquêteur	Molyko, Mile 16, Motowo-Limbe, Tole, Bois de Senche, Douala et Buea Town
Nyonsue Ebi Epey	Enquêtrice	Molyko, Mile 16, Motowo-Limbe, Tole, Bois de Senche, Douala
Anita Bessong	Agente recenseuse	Molyko, Mile 16, Motowo-Limbe, Tole, Bois de Senche, Douala
Mokom Collins	Gestionnaire de données / Statisticien	Molyko, Mile 16, Motowo-Limbe, Tole, Bois de Senche, Douala et Buea Town

Équipe pays – Togo

Nom	Rôle	Région / Zone
Dr Koffi KPOTCHOU	Coordinateur national	Lomé
Dr Kodjo Messan KOUDOKPO	Superviseur de terrain	Grand Lomé, Atakpamé ou Sokodé, Kara, Savanes et Maritime
Dr Mme Essivi Akofa NOUVE	Agente de collecte de données / agente de liaison communautaire	Grand Lomé, Atakpamé ou Sokodé
Mme Adjovi Patience Mokpokpo KOMASSI	Agente de collecte de données / agente de liaison communautaire	Kara, Savanes et Maritime
Mme HOUESSOU Akou Lauril	Agente de collecte de données / agente de liaison communautaire	Kara, Savanes et Maritime
M. Kokou Elom KONOU	Agent de collecte de données / agent de liaison communautaire	Grand Lomé, Savanes et Maritime
M. Kokou Edem AGBOKA	Assistant de recherche et traducteur	Grand Lomé / Atakpamé / Sokodé / Savanes / Maritime
M. Essodong BAKAM	Agent de collecte de données / agent de liaison communautaire	Kara, Savanes et Maritime

À PROPOS DE NOUS

Ce rapport est le fruit de l'initiative de recherche « Her Voice », mise en œuvre par le Women Aid Collective (WACOL) en partenariat avec la Coalition des droits des femmes d'Afrique de l'Ouest et du Centre (WAWORC), et soumis au Bureau régional d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre dans le cadre du Programme ACT pour mettre fin à la violence faite aux femmes, une initiative conjointe de l'Union européenne et d'ONU Femmes.

Women Aid Collective (WACOL)

WACOL est une organisation nigériane de défense des droits des femmes œuvrant dans les domaines de la prévention et de la réponse aux violences basées sur le genre, de l'accès à la justice et du plaidoyer pour les droits des femmes. WACOL a dirigé la conception, la coordination de terrain et l'assurance qualité de la recherche Her Voice au Nigeria, au Ghana, au Cameroun et au Togo, en coordonnant une équipe multi-pays de chercheurs, de superviseurs de terrain, d'enquêteurs et d'agents de liaison communautaire.

West & Central Africa Women Rights Coalition (WAWORC)

WAWORC est la coalition sous-régionale d'organisations et de réseaux de défense des droits des femmes que Her Voice a été conçue pour informer et renforcer. Au moment de cette publication, WACOL assure le rôle d'organisation chef de file de WAWORC. Les résultats de la recherche, les données désagrégées et le matériel de plaidoyer produits dans le cadre de ce projet alimentent directement la base de données probantes de la coalition ainsi que ses priorités de campagne régionales.

ONU Femmes – Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Le Bureau régional d'ONU Femmes a commandité et supervisé cette recherche dans le cadre de son action visant à mettre fin à la violence faite aux femmes et aux filles en Afrique de l'Ouest et du Centre, en apportant un appui technique et en reliant les résultats de l'étude aux dialogues politiques régionaux, notamment ceux de la CEDEAO et de la CEEAC.

Programme ACT pour mettre fin à la violence faite aux femmes

ACT pour mettre fin à la violence faite aux femmes est un partenariat conjoint entre l'Union européenne et ONU Femmes, qui appuie les organisations et coalitions de défense des droits des femmes afin de renforcer les systèmes de données, la production de preuves et le plaidoyer coordonné. Her Voice a été conçue et mise en œuvre pour répondre directement aux lacunes en matière de données probantes que les partenaires de mise en œuvre d'ACT ont identifiées comme essentielles à la construction de coalitions féministes dans la sous-région.

TABLE DES MATIÈRES

Équipe principale charge de la recherche	2
À propos de nous	4
Women Aid Collective (WACOL)	4
West & Central Africa Women Rights Coalition (WAWORC)	4
ONU Femmes – Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre	4
Programme ACT pour mettre fin à la violence faite aux femmes	4
TABLE DES MATIÈRES	5
LISTE DES ABRÉVIATIONS	10
LISTE DES FIGURES	12
LISTE DES TABLEAUX	13
1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF	14
1.1 Contexte et justification du projet	14
1.2 Principaux résultats : Changement climatique et VFF	15
1.3 Principaux résultats : Numérisation et VFF	16
1.4 Principales recommandations de politique publique	17
1.5 Aperçu de la méthodologie	17
2. INTRODUCTION	18
2.1 Contexte de l'étude	18
2.2 Articulation entre Her Voice et ACT	19
2.3 Portée et objectifs de l'étude	20
2.4 Définition des termes clés	20
2.4.1 Violence faite aux femmes et aux filles (VFF)	20
2.4.2 Violence structurelle	21
2.4.3 Changement climatique	22
2.4.4 Numérisation	22
2.5 Couverture géographique et thématique	23
2.6 Questions de recherche	24
3. CONTEXTE ET REVUE DE LA LITTÉRATURE	25
3.1 Aperçu des VFF en Afrique de l'Ouest et du Centre	25
3.1.1 Stress environnemental et paysage des VFF	25
3.1.2 Politique environnementale et VFF en Afrique subsaharienne	26
3.1.3 La VFF dans les cadres politiques internationaux, régionaux et nationaux	26
3.2 Le lien Climat-VFF dans la recherche existante	28
3.3 Littérature sur la numérisation et la violence basée sur le genre	29
3.4 Lacunes identifiées — Où les facteurs climatiques et numériques sont sous-explorés	30

3.5 Cadre conceptuel	30
4. MÉTHODOLOGIE	33
4.1 Conception de la recherche	33
4.2 Critères de sélection des pays et profils	33
4.3 Stratégie d'échantillonnage	34
4.3.1 Enquêtes quantitatives auprès des ménages	34
4.3.2 Discussions de groupe	35
4.3.3 Entretiens avec des informateurs clés (KII)	35
4.4 Outils de collecte de données et considérations éthiques	36
4.4.1 Instruments de collecte de données	36
4.4.2 Garanties éthiques	36
4.5 Approches d'analyse des données	37
4.5.1 Analyse statistique quantitative	37
4.5.2 Analyse thématique qualitative	37
4.6 Limites et stratégies d'atténuation	37
5. ÉTUDES DE CAS PAR PAYS	39
5.1 Nigeria	39
5.1.1 Profil du pays et situation de référence de la VFF	39
5.1.2 Vulnérabilité climatique et manifestations locales de la VFF	40
5.1.3 Paysage numérique et VFF en ligne	41
5.1.4 Récits illustratifs — Nigeria	41
5.2 Togo	41
5.2.1 Profil du pays et situation de référence de la VFF	41
5.2.2 Vulnérabilité climatique et manifestations locales de la VFF	42
5.2.3 Paysage numérique et VFF en ligne	42
5.2.4 Récits illustratifs — Togo	43
5.3 Cameroun	43
5.3.1 Profil du pays et situation de référence de la VFF	43
5.3.2 Vulnérabilité climatique et manifestations locales de la VFF	44
5.3.3 Paysage numérique et VFF en ligne	44
5.3.4 Récits illustratifs — Cameroun	45
5.4 Ghana	45
5.4.1 Profil du pays et situation de référence de la VFF	45
5.4.2 Vulnérabilité climatique et manifestations locales de la VFF	46
5.4.3 Paysage numérique et VFF en ligne	46
5.4.4 Récits illustratifs — Ghana	47
6. CHANGEMENT CLIMATIQUE ET VFF	48
6.1 Rareté des ressources et concurrence	48

6.1.1 Schémas de déplacement liés à la sécheresses et aux inondations	48
6.1.2 Conflits intra-communautaires autour des ressources et incidents de VFF	49
6.2 Migration induite par le climat et l'exploitation	49
6.2.1 Corridors de migrations et profils de risque pour les femmes	49
6.2.2 Traite des êtres humains, travail forcé et vulnérabilités liées au genre	50
6.3 Croyances culturelles et justifications de la VFF	50
6.3.1 Normes traditionnelles autour des événements météorologiques	50
6.3.2 Rituels ou tabous sanctionnant la violence	51
6.4 Comparaisons transnationales et tendances statistiques	51
7. NUMÉRISATION ET VIOLENCE FAITE AUX FEMMES	53
7.1 Harcèlement en ligne et cybertraque	54
7.1.1 Plateformes, schémas et prévalence	54
7.1.2 Impacts sur la liberté d'expression des femmes	54
7.2 Pornographie de vengeance et partage non consenti d'images	54
7.2.1 Taux d'incidence et obstacles au signalement	54
7.2.2 Cadres juridiques et lacunes dans l'application des lois	55
7.3 Accès à Internet : Autonomisation contre inégalité	56
7.3.1 Les disparités en compétence numérique selon l'âge, le lieu de résidence et le statut économique	56
7.3.2 Études de cas d'initiatives d'autonomisation par le numérique	56
7.4 Comparaisons transnationales et typologies émergentes	57
8. ANALYSE INTERSECTIONNELLE ET DISAGRÉGÉE	59
8.1 Groupes d'âge : Jeunes, d'âge moyen et personnes âgées	59
8.1.1 Adolescence et jeunes femmes (moins de 25 ans)	59
8.1.2 Femmes adultes (25–49 ans)	60
8.1.3 Femmes âgées (50 ans et plus)	61
8.2 Dynamiques urbaines et rurales	61
8.2.1 Le paradoxe de la vulnérabilité urbaine	61
8.2.2 Privation absolue en milieu rural	62
8.3 Catégories socio-économiques et niveaux d'éducation	62
8.4 Groupes minoritaires et marginalisés	63
8.4.1 Femmes en situation de handicap	63
8.4.2 Femmes déplacées internes	64
8.4.3 Femmes rurales sans accès numérique	64
9. SYNTHÈSE : MENACES ÉMERGENTES ET VIOLENCE STRUCTURELLE	65
9.1 Comment les facteurs climatiques et numériques aggravent les inégalités existantes	65
9.1.1 Déplacement et exploitation numérique	65
9.1.2 Autonomisation et represailles	65

9.1.3 Insécurité alimentaire et inaccessibilité numérique	66
9.1.4 Stress climatique et paradoxe économique	66
9.2 Discrimination systémique dans la collecte de données et la prestation de services	66
9.2.1 Défaillances des systèmes de données	66
9.2.2 Obstacles à la prestation de services	67
9.2.3 Marchandisation de la justice	67
9.3 Cartographie du paysage évolutif de la VFF multidimensionnelle	68
9.3.1 Architecture de la vulnérabilité composée	68
9.3.2 Formes invisibles désormais dominantes	68
9.3.3 Nouvelles formes de préjudices à l'intersection de plusieurs facteurs	68
10. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE PUBLIQUE ET PROGRAMMATIQUES	70
10.1 Interventions de prévention de la VFF adaptée aux enjeux climatiques	70
10.2 Sécurité numérique et mesures de cyberprotection	71
10.3 Renforcement des systèmes de données pour tenir compte des enjeux émergents	72
10.4 Cadres de renforcement des capacités des acteurs locaux	72
10.5 Orientations de politique publique spécifiques aux pays et régions	73
10.5.1 Actions prioritaires spécifiques à chaque pays	73
10.5.2 Orientations de politique publique régionale— CEDEAO et CEEAC	74
10.6 Préparation des interventions et recommandations pour les acteurs clés	75
Qui fait quoi — Appel à l'action	76
11. STRATÉGIE DE PLAIDOYER ET SUPPORTS DE COMMUNICATION	78
11.1 Messages clés pour les décideurs politiques, les bailleurs de fonds et les communautés	78
11.1.1 Messages clés pour les décideurs politiques et les acteurs gouvernementaux	78
11.1.2 Messages clés pour les bailleurs de fonds et les partenaires internationaux	79
11.1.3 Messages clés pour les communautés et la société civile	79
11.2 Prototypes de supports de communication	80
11.3 Plan de campagne médiatique et numérique	81
11.3.1 Axe de plaidoyer institutionnel	81
11.3.2 Axe de engagement numérique	82
11.3.3 Axe de mobilisation communautaire	82
11.4 Indicateurs de suivi de l'impact du plaidoyer	82
12. CONCLUSIONS ET PROCHAINES ÉTAPES	84
12.1 Synthèses des principaux constats	84
12.1.1 Le changement climatique, un multiplicateur de VFF — Documenté, quantifié et actionnable	84
12.1.2 La numérisation, une épée à double tranchant — à la fois émancipatrice et dangereuse	84
12.1.3 L'invisibilité structurelle, le défi central	85
12.2 Contributions de la recherche et liens théorie-pratique	85

12.3 Recommandations pour la recherche future	86
12.4 Feuille de route pour la mise à l'échelle et la pérennisation des résultats de Her Voice	87
13. ANNEXES	88
Annexe A : Instruments d'enquête et guides d'entretien	88
A.1 Enquête auprès des ménages — Structure des modules	89
A.2 Guide de discussion de groupe — Cadre conceptuel	90
A.3 Guide d'entretien avec les informateurs clés — Modules sectoriels	90
Annexe B : Livre de codes et définitions des variables	90
B.1 Principaux indicateurs composites	90
B.2 Définitions des variables clés	91
Annexe C : Profils nationaux détaillés et cartographie des parties prenantes	91
C.1 Cartographie institutionnelles des parties prenantes par pays	91
Ghana — Profil du pays	92
Ghana : Inventaire des parties prenantes (entretiens)	92
Ghana — Analyse des lacunes de coordination institutionnelle	96
Nigeria — Profil du pays	97
Nigeria : Inventaire des parties prenantes (entretiens)	97
Nigeria — Analyse des lacunes de coordination institutionnelle	103
Cameroun — Profil du pays	105
Cameroun : Inventaire des parties prenantes (entretiens)	105
Cameroun — Analyse des lacunes de coordination institutionnelle	108
Togo — Profil du pays	109
Togo : Inventaire des parties prenantes (entretiens)	109
Togo — Analyse des lacunes de coordination institutionnelle	113
Annexe D : Approbations éthiques et modèles de consentement	114
D.1 Cadre de gouvernance éthique	114
D.2 Résumé du protocole de consentement	114
D.3 Protocole d'orientation et de protection	114
Annexe E : Renforcement des coalitions et des mouvements féministes	115
E.1 Etat actuel des coalitions : Atouts et fragmentation	115
E.2 Données probantes sur ce que des coalitions renforcées peuvent accomplir	115
E.3 L'enquête WACOL–ACT auprès des parties prenantes : Ce que le réseau féministe nous dit	116
E.4 Un cadre en 5 composantes pour renforcer les capacités des ODF en matière de données et de connaissances	116
E.5 Ce que Her Voice a déjà apporté à la base de données probantes	116
E.6 Quatre obstacles structurels documentés à la création de coalitions	117
E.7 Renforcer le pouvoir des coalitions : Collaboration, leadership, résilience	117
Annexe F : Objectifs et cadre de numérisation à double voie	118
F.1 Les cinq objectifs de recherche de Her Voice	118
F.2 Le cadre à double voie	118
Références	120

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES

Sigle	Signification
ACT	Programme « Advocacy, Coalition Building and Transformative Feminist Action » pour mettre fin à la violence faite aux femmes (Union européenne – ONU Femmes)
ALVF	Association de Lutte contre les Violences faites aux Femmes (Cameroun)
ANCy	Agence Nationale de Cybersécurité (Togo)
ANPC	Agence Nationale de la Protection Civile (Togo)
ANTIC	Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication (Cameroun)
APC	Association for Progressive Communications
AUCEVAWG	Convention de l'Union africaine sur l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles
CDN	Contribution Déterminée au niveau National
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEDEF	Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes
CEEAC	Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale
CCNUCC	Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
DEVAW	Déclaration sur l'Élimination de la Violence à l'égard des femmes (Nations Unies, 1993)
DOVVSU	Domestic Violence and Victim Support Unit — Unité des violences domestiques et de soutien aux victimes (Service de police du Ghana)
DSVCMS	Domestic and Sexual Violence Case Management System — Système de gestion des cas de violence domestique et sexuelle (Lagos, Nigéria)
EDS	Enquête Démographique et de Santé
FCT	Federal Capital Territory — Territoire de la capitale fédérale (Nigeria)
FIDA	Federación Internacional de Abogadas — Fédération Internationale des Femmes Juristes
GF2D	Groupe de Femmes pour la Démocratie et le Développement (Togo)
GIEC	Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat
GSMA	GSM Association (association mondiale des opérateurs de téléphonie mobile)
HAAC	Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (Togo)
ISC	Indice de Stress Climatique
KII	Key Informant Interview — Entretien avec informateur(trice) clé
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (Cameroun)
MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (Cameroun)
MINPOSTEL	Ministère des Postes et Télécommunications (Cameroun)
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (Cameroun)
MoCDTI	Ministry of Communication, Digital Technology and Innovations (Ghana)
MoFA	Ministry of Food and Agriculture (Ghana)
MoGCSP	Ministry of Gender, Children and Social Protection (Ghana)
NADMO	National Disaster Management Organisation (Ghana)
NAPTIP	National Agency for the Prohibition of Trafficking in Persons (Nigeria)
NCA	National Communications Authority (Ghana)
ND-GAIN	Notre Dame Global Adaptation Initiative (indice de vulnérabilité climatique)
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques

ODD	Objectifs de Développement Durable
OGF	Organisation de défense des droits des femmes
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PDI	Personne Déplacée Interne
PNA	Plan National d'Adaptation
PNCII	Partage Non Consenti d'Images Intimes
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
REDHAC	Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale
RRC	Réduction des Risques de Catastrophe
RVI	Réponse Vocale Interactive
SEMA	State Emergency Management Agency (Nigeria)
SIPC	Stratégie Internationale de Prévention des Catastrophes (Nations Unies)
SLN	Score de Littératie Numérique
SPSS	Statistical Package for the Social Sciences (logiciel d'analyse statistique)
TIC / TICE	Technologies de l'Information et de la Communication (pour l'Enseignement)
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
UIT	Union Internationale des Télécommunications
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
USSD	Unstructured Supplementary Service Data (protocole de menus téléphoniques sans internet)
VAPP	Violence Against Persons (Prohibition) Act — Loi nigériane de 2015 sur l'interdiction de la violence contre les personnes
VBG	Violence Basée sur le Genre
VBGFT	Violence Basée sur le Genre Facilitée par la Technologie
VFF	Violence faite aux Femmes et aux Filles
VPI	Violence entre Partenaires Intimes (violence conjugale)
WACOL	Women Aid Collective (Nigeria)
WAWORC	West and Central Africa Women's Rights Coalition — Coalition des droits des femmes d'Afrique de l'Ouest et du Centre
WARDC	Women Advocates Research and Documentation Centre (Nigeria)

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1	Le déficit de financement à l'intersection du climat et des VBG	16
Figure 3.1	Matrice des lacunes juridiques et politiques — Nigeria, Ghana, Cameroun, Togo	28
Figure 3.2	Lien entre changement climatique, numérisation et VFF	31
Figure 6.1	Insécurité alimentaire et lien avec la hausse de la violence faite aux femmes (VFF)	52
Figure 6.2	Les déplacements liés aux inondations, un moteur de la hausse de la violence conjugale (VPI)	52
Figure 7.1	Le paradoxe numérique : possession de téléphone quasi universelle, signalement numérique des VBG quasi nul	53
Figure 8.1	Les évolutions de la vulnérabilité composée tout au long du parcours de vie	59
Figure 8.2	Stress climatique et accès numérique : analyse de régression du Ghana	61
Figure 8.3	Le paradoxe urbain : le risque s'inverse selon le type de violence	62
Figure 10.1	Préparation politique — analyse comparative des lacunes	75
Figure E.1	Construire le pouvoir des coalitions au sein des organisations et réseaux de défense des droits des femmes	118
Figure E.2	Le cadre du double parcours — la numérisation comme autonomisation contre mise en danger	119

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1	Objectifs et questions de recherche	24
Tableau 3.1	Cadres politiques, dispositions clés et lien environnement-climat	27
Tableau 3.2	Domaine du changement climatique, sous-thème, indicateurs et risque de VFF associé	32
Tableau 4.1	Tableau comparatif des pays — ND-GAIN, pénétration d'internet et cadre juridique sur la VFF	34
Tableau 4.2	Aperçu de l'enquête quantitative Her Voice	35
Tableau 4.3	Limites de l'étude et stratégies d'atténuation	37
Tableau 5.1	Profil pays de la VFF (Nigeria)	40
Tableau 5.2	Profil pays de la VFF (Togo)	42
Tableau 5.3	Profil pays de la VFF (Cameroun)	44
Tableau 5.4	Profil pays de la VFF (Ghana)	45
Tableau 6.1	Comparaisons transnationales de la VFF et tendances statistiques	51
Tableau 7.1	Cadres juridiques et lacunes d'application	55
Tableau 7.2	Numérisation — comparaisons transnationales et typologies émergentes	57
Tableau 10.1	Actions prioritaires par pays (réformes juridiques, investissement programmatique et action sur les données)	73
Tableau 10.2	Recommandations thématiques et acteurs chefs de file	75
Tableau 11.1	Prototypes de supports de communication	80
Tableau 11.2	Mesures de suivi de l'impact du plaidoyer	82
Tableau 12.1	Impact de Her Voice — feuille de route de pérennisation et d'héritage	87
Tableau B.1	Principaux indicateurs composites (codebook)	90

1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

1.1 Contexte et justification du projet

« Her Voice : étude sur le lien entre le changement climatique, la numérisation et la violence faite aux femmes et aux filles en Afrique de l'Ouest et du Centre » est un projet comparatif de recherche et de plaidoyer multi-pays, à méthodes mixtes, mis en œuvre par le Women's Aid Collective (WACOL) dans le cadre du programme ACT pour mettre fin à la violence faite aux femmes — une initiative conjointe de la Commission européenne et d'ONU Femmes relevant de la Coalition d'action sur la violence basée sur le genre. Le projet a été conçu pour combler des lacunes critiques de connaissances sur la manière dont deux forces puissantes et en intensification rapide (le stress environnemental et la transformation numérique) créent de nouvelles formes de violence faite aux femmes et aux filles (VFF), ou exacerbent celles qui existent déjà, dans l'ensemble de la région.

La violence faite aux femmes et aux filles demeure l'une des violations des droits humains les plus répandues dans le monde : une femme sur trois subit des violences physiques ou sexuelles au cours de sa vie, un taux qui atteint 36 % en Afrique (Commission européenne et ONU Femmes, s.d.). En Afrique de l'Ouest, quatre femmes sur dix (40 %) sont victimes de violence ; en Afrique centrale, ce chiffre atteint 65 % (ONU Femmes, 2023). On estime que 8,6 millions de personnes ont eu besoin d'une assistance liée aux VBG en Afrique de l'Ouest et du Centre pour la seule année 2023 (UNFPA, 2024). Malgré trois décennies d'engagements pris depuis le Programme d'action de Beijing de 1995, les taux de VFF restent obstinément élevés. Plus préoccupant encore, l'interaction entre les chocs climatiques et les violences numériques risque désormais de dépasser les stratégies de prévention existantes, à moins que des données probantes actualisées et intersectionnelles ne soient produites.

Her Voice traite trois dimensions imbriquées de ce défi : premièrement, la manière dont la rareté des ressources, les déplacements de population, l'insécurité alimentaire et les migrations induites par le climat amplifient l'exposition à la violence conjugale, à l'exploitation sexuelle, au mariage précoce et à la traite des personnes ; deuxièmement, la manière dont une numérisation rapide mais inégale engendre à la fois des opportunités d'autonomisation et de nouveaux préjudices — notamment le cyberharcèlement, la sextorsion et le partage non consenti d'images intimes ; et troisièmement, la manière dont ces deux forces interagissent avec les inégalités structurelles préexistantes pour produire une vulnérabilité composée et multidimensionnelle chez les femmes et les filles au Nigeria, au Ghana, au Cameroun et au Togo.

APERÇU DE HER VOICE

- 751 ménages enquêtés | plus de 56 discussions de groupe | plus de 78 entretiens avec des informateurs clés | 4 pays | 8 rapports nationaux.
- La VFF touche une femme sur trois dans le monde au cours de sa vie, un taux atteignant 65 % en Afrique centrale (ONU Femmes, 2023) ; environ 8,6 millions de personnes ont eu besoin d'une assistance liée aux VBG en Afrique de l'Ouest et du Centre en 2023.
- La VFF représente une « taxe de la violence » annuelle de 1 500 milliards de dollars US à l'échelle mondiale, en pertes de revenus et en coûts de santé.
- Aucun pays de cette étude ne dispose d'une loi complète sur la VBGFT, et aucun système national de données sur les VBG ne saisit correctement la violence liée au climat ou à la violence numérique.

1.2 Principaux résultats : changement climatique et VFF

Le travail de terrain primaire, mené auprès de 747 ménages enquêtés, de plus de 56 discussions de groupe et de plus de 78 entretiens avec des informateurs clés, a permis de dégager les principaux résultats suivants en matière de changement climatique :

- **Une trajectoire « faim–colère » confirmée dans les quatre pays** : chocs climatiques (sécheresse, échec des récoltes, inondations) → effondrement des moyens de subsistance → insécurité alimentaire → incapacité de l'homme à assumer son rôle de pourvoyeur → tensions au sein du ménage → violence conjugale. Entre 33 % (Cameroun) et 88 % (Ghana) des ménages enquêtés ont signalé une augmentation de la violence pendant les périodes de pénurie alimentaire¹.
- **Le déplacement, principal amplificateur de risque au niveau individuel** : les ménages déplacés au Cameroun ont signalé un taux de violence de 66,7 %, contre 41,5 % pour les ménages non déplacés — un écart de 25 points de pourcentage. Dans les camps de personnes déplacées internes du Nigeria, les abus sexuels ont été décrits comme « endémiques, dans une culture du silence », les auteurs exerçant un pouvoir sur l'accès des survivantes au logement et à la nourriture.
- **Un paradoxe de la vulnérabilité urbaine au Cameroun** : les ménages urbains ont présenté un stress climatique cumulé statistiquement plus élevé que les ménages ruraux, remettant directement en question l'idée selon laquelle la vulnérabilité climatique serait avant tout un problème rural.
- **Le mariage précoce comme stratégie d'adaptation au climat** : ce phénomène a été documenté dans les quatre pays — des familles marient leurs filles mineures pendant les sécheresses prolongées afin de réduire la charge économique du ménage et de percevoir une dot.
- **Le stress climatique, premier facteur de destruction du patrimoine des ménages** : l'analyse économétrique menée au Ghana ($R^2 = 0,627$) a confirmé que les facteurs de stress climatique constituaient le principal facteur prédictif du déclin des actifs ($\beta = -0,416$, $p < 0,001$), devançant toutes les autres variables, y compris la littératie numérique, dont l'effet s'est révélé statistiquement nul ($p = 0,378$).
- **Des rythmes saisonniers de la violence** : Les inondations pendant la saison des pluies entraînent une recrudescence des violences conjugales liées aux déplacements ; les pics de pénurie alimentaire pendant la saison sèche entraînent une hausse de la violence économique, du sexe transactionnel et du mariage précoce — pourtant, aucun système gouvernemental n'intègre le risque climatique saisonnier dans une réponse anticipative en matière de VFF.

¹ Díaz, J. J., & Saldarriaga, V. (2023). A drop of love? Rainfall shocks and spousal abuse. *Journal of Health Economics*, 89.

Le déficit de financement climat-VBG



Seulement 0,04 % du financement climatique mondial est consacré à la prévention de la violence basée sur le genre (UN Spotlight Initiative, 2025)

Figure 1.1 Le déficit de financement à l'intersection du climat et des VBG.

Source : UN Spotlight Initiative (2025).

1.3 Principaux résultats : numérisation et VFF

- **Un paradoxe numérique dans les quatre pays** : le taux de possession d'appareils est élevé (86 à 98 % pour les téléphones), mais la littératie numérique fonctionnelle demeure critique (Togo : 98 % ont des compétences faibles ou nulles ; Ghana rural : 0 % ont déjà utilisé un outil numérique de signalement des VBG), créant des populations à la fois exposées aux préjudices numériques et exclues des protections numériques.
- **Un « effet de contrecoup » au Ghana** : Les femmes possédant un téléphone ont subi des violences plus fréquentes ($B = 0,362$, $p = 0,005$) — l'indépendance numérique, au sein de ménages patriarcaux soumis à un stress économique, déclenche des comportements de contrôle et des représailles. Cela impose une refonte fondamentale des programmes d'autonomisation numérique.
- **Des violences basées sur le genre facilitées par la technologie (VBGFT) documentées dans les quatre pays** : cyberharcèlement (Nigeria : plus de 70 % des femmes lors des discussions de groupe) ; sextorsion et partage non consenti d'images intimes (tentative de suicide à Lagos ; mariage détruit à Ebonyi) ; et un lien entre déplacement climatique et exploitation numérique (Togo : des femmes déplacées par les inondations ciblées par des prédateurs sur Facebook).
- **Une inaccessibilité institutionnelle pour les populations à risque** : les outils numériques existants de signalement des VBG, dans les quatre pays, présupposent des niveaux de littératie et de connectivité absents chez les populations rurales et à faibles revenus — précisément les groupes les plus exposés à la violence liée au climat.
- **Des opportunités avérées d'autonomisation numérique** : Les plateformes de paiement mobile (MoMo, Flutterwave, Opay), les réseaux de commerce électronique et les groupes de soutien numériques offrent une véritable autonomie économique et des ressources de protection et de soutien entre pairs, mais restent accessibles uniquement à une minorité maîtrisant les outils numériques.

1.4 Principales recommandations de politique publique

Les données recueillies étayent six recommandations prioritaires transversales à l'intention des gouvernements, des organismes régionaux, de la société civile et des bailleurs de fonds :

1. Intégrer explicitement la prévention des VFF dans les plans nationaux d'adaptation, les contributions déterminées au niveau national et les cadres de réduction des risques de catastrophe dans les quatre pays — une réponse climatique qui ignore la violence fondée sur le genre est fondamentalement incomplète.
2. Adopter des cadres juridiques dédiés à la VBGFT au Cameroun et au Togo ; renforcer l'application des lois existantes au Nigéria et au Ghana — en criminalisant explicitement la sextorsion, le partage non consenti d'images intimes, le cyberharcèlement et la coercition numérique, avec des normes de preuve centrées sur les survivantes.
3. Faire évoluer les outils de sécurité numérique de formats qui dépendent du smartphone et de la littératie vers des systèmes de réponse vocale interactive (RVI) et de SMS gratuits en langues locales — les seuls formats accessibles à la majorité des populations à haut risque en milieu rural et semi-urbain.
4. Repenser les programmes d'autonomisation économique afin de répondre au « paradoxe économique » : associer la constitution d'actifs à l'engagement des hommes, à des protections juridiques des droits de propriété et à une préparation tenant compte du risque de retour de bâton — des programmes d'actifs isolés pourraient par inadvertance, accroître l'exposition aux comportements de contrôle.
5. Financer les partenaires de la société civile assurant la prestation de services VBG (par exemple GF2D Togo, Caritas Ghana, Reach Out Cameroun, WACOL Nigeria, entre autres) en tant que partenaires publics pérennes et récurrents plutôt que comme ONG dépendantes de projets, compte tenu de la confiance communautaire plus élevée dont ils bénéficient.
6. Mettre en place des systèmes nationaux interopérables de gestion des cas de VBG dans les quatre pays ; rendre obligatoire une désagrégation des données inclusives du handicap et liées au climat, afin de saisir les populations les plus à risque.

1.5 Aperçu de la méthodologie

Her Voice a mobilisé un dispositif à méthodes mixtes en deux phases (juin 2025 – janvier 2026). La phase 1 (juillet–septembre 2025) a consisté en des revues documentaires approfondies des cadres politiques nationaux et régionaux, des données existantes sur les VFF, des évaluations de la vulnérabilité climatique et des analyses du paysage numérique. La phase 2 (septembre 2025 – janvier 2026) a consisté en un travail de terrain primaire auprès de 747 ménages répondants, de plus de 56 discussions de groupe et de plus de 78 entretiens avec des informateurs clés, à l'aide d'instruments standardisés adaptés au contexte de chaque pays.

Les données ont été analysées à l'aide de méthodes statistiques quantitatives (SPSS, y compris quatre modèles de régression au Ghana) et d'un codage thématique qualitatif (approche hybride déductive/inductive). Toutes les garanties éthiques (consentement éclairé, anonymisation, participation volontaire, protocoles de sécurité psychologique et parcours d'orientation centrés sur les survivantes) ont été respectées tout au long de l'étude. Une description complète de la méthodologie figure à la section 4.

SECTION 2

Introduction

2. INTRODUCTION

POINTS CLÉS — INTRODUCTION

- Her Voice s'articule autour de trois axes de recherche interconnectés : les violences exacerbées par les dérèglements climatiques, les violences facilitées par les technologies numériques, et l'invisibilisation structurelle et intersectionnelle des victimes.
- Le travail de terrain couvre le Nigéria, le Ghana, le Cameroun et le Togo, en cohérence avec le programme ACT pour mettre fin à la violence faite aux femmes (UE-ONU Femmes).
- L'étude est axée sur des questions de recherche portant sur la rareté des ressources, les déplacements, les VBGFT, la désagrégation des données et la hiérarchisation des priorités par les parties prenantes, avec une triangulation des résultats à partir des données fournies par les répondants des organisations partenaires des OGF.

Cette section pose les fondements de l'ensemble du projet de recherche Her Voice. Elle explique en quoi consiste l'étude, pourquoi elle importe et quels domaines précis elle couvre, afin que les lecteurs (décideurs politiques, universitaires ou partenaires de plaidoyer) comprennent clairement l'orientation et la finalité de la recherche. À l'issue de cette section, l'objet, le champ, le contexte et le cadre analytique de l'étude auront été établis.

2.1 Contexte de l'étude

Her Voice vise à combler des lacunes critiques de connaissances sur la manière dont le changement climatique et la numérisation se conjuguent pour engendrer de nouvelles formes de violence faite aux femmes et aux filles (VFF) en Afrique de l'Ouest et du Centre. La violence faite aux femmes et aux filles demeure l'une des violations des droits humains les plus répandues au monde : une femme sur trois subit des violences physiques ou sexuelles au cours de sa vie, un taux qui atteint 36 % en Afrique et 33 % dans les Amériques (Commission européenne et ONU Femmes, s.d.). Malgré Beijing (1995) et les engagements ultérieurs, les taux de VFF demeurent obstinément élevés, en particulier en Afrique. Les urgences mondiales — changement climatique, conflits, pandémies — n'ont fait qu'intensifier les facteurs et déterminants sous-jacents de la violence, tandis que la numérisation a favorisé l'émergence de nouvelles formes d'abus telles que le cyberharcèlement, la cybertraque et le partage non consenti d'images.

Selon l'Union européenne et ONU Femmes (s.d.), les données montrent plus que jamais que la violence faite aux femmes et aux filles est évitable. La recherche a démontré que des mouvements féministes solides et autonomes constituent le facteur le plus déterminant du changement des politiques en matière de violence basée sur le genre, et qu'une collaboration soutenue entre gouvernements et société civile peut réduire considérablement les taux d'abus grâce à un plaidoyer coordonné, un accès élargi à la justice et des services complets pour les survivantes. Pourtant, l'interaction entre les chocs climatiques et les violences numériques

risque de dépasser les stratégies de prévention existantes, à moins que des données probantes actualisées et intersectionnelles ne soient produites.

En réponse, le programme ACT pour mettre fin à la violence faite aux femmes a été lancé en septembre 2023, en tant qu'engagement conjoint de la Commission européenne et d'ONU Femmes, co-chefs de file de la Coalition d'action sur la violence basée sur le genre (DG Partenariats internationaux de l'UE, 2023). ACT s'articule autour de trois piliers à savoir plaider, construction de coalitions et action féministe transformatrice, afin d'accélérer les efforts d'élimination de toutes les formes de violence faite aux femmes. Ses objectifs consistent à renforcer le leadership et la résilience des mouvements mondiaux et régionaux de défense des droits des femmes, et à améliorer le plaider, les campagnes et l'élaboration des politiques à travers des partenariats et coalitions multi-acteurs. ACT est mis en œuvre dans un premier temps en Afrique et en Amérique latine, régions présentant certains des taux de prévalence de VFF les plus élevés et des mouvements féministes dynamiques désormais confrontés à un regain de contestation. ONU Femmes coordonne la gestion d'ensemble et mobilise son pouvoir de rassemblement pour relier les coalitions féministes aux espaces de décision politique.

2.2 Articulation entre Her Voice et ACT

Her Voice a été conçue pour donner corps au partenariat plus large ACT pour mettre fin à la violence faite aux femmes. Dans la pratique, cela signifie que chaque question d'enquête, chaque module d'atelier et chaque note de plaider produits par Her Voice ont été calibrés pour combler précisément les lacunes qu'ACT avait identifiées comme essentielles pour les coalitions féministes d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Là où ACT appelle à des systèmes de données plus robustes, Her Voice répond par des instruments méticuleusement conçus qui saisissent, pour la première fois, non seulement les formes traditionnelles d'abus, mais aussi les menaces émergentes issues des chocs climatiques et de la violence en ligne. Dans nos pays cibles (Nigeria, Cameroun, Ghana et Togo), les enquêteurs ont utilisé ces outils pour recueillir des données et des témoignages de femmes déplacées par les inondations et la désertification, ou ciblées par des cybertraqueurs — des récits qui alimenteront directement les tableaux de bord de la CEDEAO/CEEAC et les forums de politiques nationales.

Les ateliers de parties prenantes prévus dans le cadre de Her Voice constituent une mise en œuvre concrète de la vision d'ACT en faveur de mouvements de femmes résilients et interconnectés. De Douala à Accra, WACOL réunira des militantes et militants, des groupes de plaider locaux, des représentants des pouvoirs publics, des points focaux d'ONU Femmes ainsi que des universitaires, dans le cadre d'espaces favorisant l'apprentissage et le partage d'expériences. Dans le cadre d'un atelier d'une ou deux journées, les participants apprendront à analyser leurs propres données, à débattre de notes d'orientation politique, et repartiront enhardis pour intégrer les enjeux climatiques et numériques au cœur de leurs campagnes de plaider, forgeant ainsi les coalitions dont ACT a besoin pour mener un plaider à l'échelle régionale.

Au moment où le projet entrera dans sa phase finale (plaider et diffusion), Her Voice aura déjà façonné le récit qu'ACT portera plus loin. Nos infographies illustrant le lien entre les conflits liés à la rareté des ressources induits par la sécheresse et les pics de violence basée sur le genre deviendront des supports centraux des dialogues politiques régionaux d'ACT. Nos courts documentaires, réalisés en partenariat avec des conteurs communautaires, seront diffusés sur les plateformes de réseaux sociaux affiliées au réseau média d'ACT, donnant un visage humain à des statistiques autrement abstraites. Enfin, nos cliniques de mentorat et nos boucles de rétroaction à mi-parcours incarneront le pilier de « l'action féministe transformatrice

» que défend ACT, en formant une nouvelle génération de militantes et militants maîtrisant les données, capables de faire perdurer la dynamique bien après la fin formelle du projet.

2.3 Portée et objectifs de l'étude

À travers Her Voice, WACOL entend contribuer à une compréhension plus fine de la VFF en Afrique de l'Ouest et du Centre et éclairer des efforts de plaidoyer fondés sur les données, facilement mobilisables par les OGF, coalitions et réseaux, pour des stratégies de prévention et de réponse plus efficaces. L'étude poursuit cinq objectifs interdépendants :

Objectif 1 : Recenser les principales manières dont le changement climatique et la numérisation influent sur la VFF en Afrique de l'Ouest et du Centre, notamment la façon dont la rareté des ressources, la migration, le harcèlement en ligne, l'insécurité alimentaire et d'autres facteurs contribuent à la violence, afin de renforcer la reconnaissance publique de l'intersection entre changement climatique, numérisation et VFF.

Objectif 2 : Désagréger les données afin de comprendre comment ces enjeux émergents touchent différents groupes de femmes (selon l'âge, le lieu de résidence et le statut socioéconomique), pour identifier les populations les plus vulnérables et renforcer la capacité des parties prenantes à mener un plaidoyer et des initiatives programmatiques fondés sur les données.

Objectif 3 : Analyser de manière globale l'évolution du paysage des violences faites aux femmes (VFF) en Afrique de l'Ouest et du Centre, en combinant des approches quantitatives et qualitatives et en les mettant en perspective avec les mécanismes de construction de coalitions féministes.

Objectif 4 : Formuler, à partir des résultats de la recherche, des recommandations concrètes et adaptées en matière de politiques publiques, notamment des interventions visant à répondre aux vulnérabilités spécifiques liées au changement climatique et à la numérisation, ainsi que des mesures destinées à améliorer l'accès des survivantes aux services d'accompagnement et de prise en charge.

Objectif 5 : Renforcer le plaidoyer fondé sur les données des OGF, des OSC et des réseaux de coalitions, en produisant des supports visuels accessibles et percutants pour transmettre efficacement les principaux résultats de la recherche et les recommandations de politique publique aux décideurs et au grand public.

Les expériences de violence vécues par les femmes et les filles ne surviennent pas dans un vide : elles sont profondément façonnées par les forces jumelles du stress environnemental et de la transformation numérique. Si les formes traditionnelles de violence persistent, le changement climatique et la numérisation créent de nouvelles menaces, y compris la violence structurelle et la discrimination systémique, et peuvent exacerber les inégalités existantes. Les données existantes sur la VFF ne rendent pas pleinement compte de l'impact de ces nouveaux facteurs, ce qui entrave l'efficacité des efforts de plaidoyer.

2.4 Définition des termes clés

2.4.1 Violence faite aux femmes et aux filles (VFF)

La VFF a été définie dans la législation internationale, régionale, sous-régionale et nationale. La Déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (DEVAW) définit la VFF comme tout acte de violence basée sur le genre entraînant, ou susceptible d'entraîner, un préjudice ou une souffrance physique, sexuelle ou psychologique pour les femmes, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou privée (Nations Unies, 1993).

Cela englobe huit types d'incidents fondamentaux : le viol/la défloration ; l'agression sexuelle ; l'agression physique ; la violence psychologique ; la violence économique ; le mariage forcé ; les mutilations génitales féminines/l'excision ; et d'autres formes de violence basée sur le genre, notamment la violence domestique, l'exploitation, la traite, la prostitution forcée, le harcèlement sexuel (y compris la sextorsion), la traque, la violence liée à l'honneur, l'exposition forcée à la pornographie et le partage non consenti d'images (The Commonwealth, 2017 ; Welsh Women's Aid, s.d.). Le Comité de la CEDEF définit la VFF comme « tous les actes perpétrés contre les femmes qui causent ou pourraient causer un préjudice physique, sexuel, psychologique et économique, y compris la menace de commettre de tels actes [...] en temps de paix comme en situation de conflit ou de guerre » (CEDEF, 1992 ; The Commonwealth, 2017).

ONU Femmes (2024) répertorie et illustre les différentes formes de violence subies par les femmes et les filles comme suit :

- **Violence domestique/conjugale** : comportement d'un partenaire intime ou ex-partenaire causant un préjudice physique, sexuel, économique ou psychologique, y compris l'agression physique, la coercition sexuelle et les comportements de contrôle.
- **Violence sexuelle** : tout comportement sexuel préjudiciable ou non désiré imposé à autrui, y compris le viol, les attouchements non désirés, le harcèlement sexuel, le viol « correctif » et la violence sexuelle en contexte de conflit.
- **Féminicide** : Le féminicide désigne le meurtre intentionnel d'une femme ou d'une fille en raison de son genre. Il constitue la forme la plus extrême de violence basée sur le genre et est souvent précédé de violences physiques, sexuelles ou psychologiques.
- **Traite des êtres humains** : le commerce de personnes à des fins d'exploitation par la violence physique et sexuelle, le chantage et la confiscation de documents. Les femmes et les filles en sont les principales cibles, surtout pour l'exploitation sexuelle.
- **Pratiques néfastes** : violations des droits humains comprenant les mutilations génitales féminines, le mariage d'enfants et le mariage forcé, les tests de virginité, les pratiques liées au veuvage, les accusations de sorcellerie, les crimes d'honneur et les violences liées à la dot.
- **Violence en ligne ou facilitée par la technologie** : tout acte utilisant des outils numériques ou les TIC pour nuire, menacer ou contrôler des femmes (y compris le cyberharcèlement, l'envoi non consenti de messages à caractère sexuel, le doxxing, les abus par hypertrucage et la surveillance par traceurs GPS), qui à la fois amplifie les violences traditionnelles et crée de nouvelles menaces.

La VFF est largement reconnue comme un frein au développement social et économique et à la réalisation des ODD. Elle empêche les femmes de contribuer aux initiatives de développement et d'en bénéficier, en limitant leurs choix et leur capacité d'action (Banque mondiale, s.d.). La violence faite aux femmes et aux filles impose à la société une « taxe de la violence » annuelle estimée à 1 500 milliards de dollars US en 2016, à travers les pertes de revenus, les coûts de santé et les répercussions à long terme sur le bien-être des enfants (The Commonwealth, s.d.) — soit l'équivalent d'au moins 200 dollars US par personne à l'échelle mondiale.

2.4.2 Violence structurelle

Galtung (1969) a décrit la violence structurelle comme une forme de violence dans laquelle une structure sociale ou une institution sociale peut nuire aux individus en les empêchant de satisfaire leurs besoins fondamentaux. Farmer (2004) a ensuite approfondi la notion de violence structurelle dans le contexte de la santé mondiale, soutenant que les populations vulnérables subissent des préjudices évitables du fait d'arrangements sociaux qui privilégient systématiquement certains groupes au détriment d'autres.

La violence structurelle englobe les manières systématiques dont les structures sociales, les institutions, les politiques et les normes nuisent aux individus ou les désavantagent en les empêchant de satisfaire leurs besoins fondamentaux. Contrairement à la violence physique manifeste, elle est intégrée à l'organisation politique et économique de la société — se manifestant par un accès inégal aux ressources, aux droits et aux opportunités selon des lignes de classe, de race et de genre. Elle opère de manière invisible à travers des normes et des politiques admises, ce qui la rend difficile à identifier et à corriger. Parmi les exemples figurent les inégalités économiques limitant l'accès à l'alimentation, aux soins de santé ou à l'éducation (Farmer, 2004) ; les lois ou coutumes restreignant les droits de propriété ou la participation politique des femmes (Nations Unies, 1993) ; et le sous-financement des services publics dans les communautés minoritaires, reflet d'une exclusion systémique. Remédier à la violence structurelle exige de transformer les arrangements institutionnels, par exemple en redistribuant les ressources, en réformant les lois injustes et en démantelant les normes culturelles néfastes, afin que chaque individu puisse exercer ses droits humains fondamentaux.

2.4.3 Changement climatique

Selon l'usage du GIEC, le changement climatique désigne une modification de l'état du climat identifiable par des changements de la moyenne et/ou de la variabilité de ses propriétés, persistant sur une période prolongée, généralement des décennies ou plus (SIPC, 2008). L'article 1.2 de la CCNUCC le définit comme un changement de climat attribué directement ou indirectement à l'activité humaine, qui altère la composition de l'atmosphère mondiale, s'ajoutant à la variabilité climatique naturelle observée sur des périodes comparables. La NASA (s.d.) définit le changement climatique comme des évolutions à long terme des régimes météorologiques moyens, causées principalement, depuis le milieu du XXe siècle, par la combustion des énergies fossiles qui accroît les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Le changement climatique affecte toutes les régions et des secteurs clés (santé humaine, sécurité alimentaire, ressources en eau, énergie, transport et biodiversité), avec des perturbations dont l'ampleur devrait s'accroître (GIEC, 2022). Il existe un niveau de confiance très élevé quant au fait que les vagues de chaleur extrêmes et les épisodes de fortes précipitations sont devenus plus fréquents et plus intenses dans la plupart des zones continentales. À mesure que les températures mondiales continuent d'augmenter, les événements de chaleur extrême sont pratiquement certains de s'intensifier encore, et les épisodes de précipitations extrêmes sont très susceptibles de devenir plus fréquents et plus intenses dans la plupart des régions (Banque mondiale, s.d.).

2.4.4 Numérisation

L'OCDE (2019) définit la numérisation comme le recours aux technologies numériques et aux données, ainsi qu'à l'interconnexion, qui engendre des activités nouvelles ou modifie des activités existantes soulignant qu'il s'agit d'un processus actif transformant les modèles économiques et les services, porteur d'un potentiel de changement économique et social plus large. L'UNESCO (2023) la décrit comme le fait de permettre ou d'améliorer des processus en tirant parti des technologies numériques et des données numériques, tandis que la Banque mondiale (s.d.) la qualifie d'opportunité de transformation de notre époque, notant que des services essentiels reposent désormais sur la connectivité et les données. Le Plan stratégique du PNUD (2022-2025) inscrit les « transitions numériques » comme un axe central du changement structurel et qualifie la numérisation de « puissant levier » pour accélérer les résultats de développement (PNUD, 2021). Le PNUD (s.d.) souligne également que les outils numériques peuvent renforcer le pouvoir d'action des citoyens et améliorer les services publics (par exemple, l'administration en ligne, le signalement en ligne), et situe la numérisation comme partie intégrante du Programme 2030, en la reliant aux objectifs de gouvernance, d'inclusion et d'action climatique (Eziakonwa, 2025).

2.5 Couverture géographique et thématique

La violence faite aux femmes et aux filles demeure un défi majeur dans l'ensemble de la région d'étude. Selon le Réseau des femmes élues locales d'Afrique, quatre femmes sur dix (40 %) en Afrique de l'Ouest et près de six sur neuf (65 %) en Afrique centrale sont victimes de violence (ONU Femmes, 2023). Cette étude se déroule dans quatre contextes distincts d'Afrique de l'Ouest et du Centre : Nigeria, Ghana, Cameroun et Togo sélectionnés pour leurs profils variés de vulnérabilité climatique, de connectivité numérique et de dynamiques de violence basée sur le genre.

Au Nigéria, la mégapole tentaculaire de Lagos côtoie des paysages sahéliens arides au nord, où des sécheresses récurrentes épuisent les nappes phréatiques et intensifient la compétition pour des terres agricoles rares, tandis que l'élévation du niveau de la mer menace les zones côtières basses et que les chaleurs extrêmes perturbent l'agriculture et l'approvisionnement en eau (GIEC, 2022). L'indice de vulnérabilité ND-GAIN 2024 classe le Nigéria très bas (score de 39,4, rang 152/187). Le Ghana combine des infrastructures urbaines relativement solides autour d'Accra et de Kumasi avec des communautés côtières assaillies par les inondations, l'élévation du niveau de la mer et l'intrusion d'eau salée, tandis que le nord du Ghana connaît sécheresses et précipitations erratiques (GIEC, 2022) ; le ND-GAIN classe le Ghana de manière modérée (45,2, rang 112/187).

Le Cameroun relie une agriculture forestière et pluviale au sud à un extrême nord semi-aride ; le nord sahélien souffre de sécheresse et de désertification, les hauts plateaux de l'ouest font face à des glissements de terrain, et les régions côtières autour de Douala sont vulnérables aux inondations et à l'élévation du niveau de la mer (GIEC, 2022 ; Adelphi, 2023). Le score ND-GAIN du Cameroun est faible (38,7, rang 155/187). L'étroite bande côtière du Togo, où une grande partie de la population vit près du niveau de la mer, et les hauts plateaux de savane de l'intérieur diversifient encore le tableau climatique ; avec l'un des marchés de téléphonie mobile à la croissance la plus rapide de la région (7,53 millions de téléphones mobiles cellulaires en 2025, selon DataReportal), il constitue un cas révélateur d'accès numérique en dehors des plus grandes économies. Le ND-GAIN classe le Togo comme modérément vulnérable (score de 43,0, rang 126/187).

En intégrant délibérément des contextes anglophones et francophones, ainsi que des centres urbains densément peuplés et des zones rurales reculées, ce dispositif couvrant quatre pays permet d'appréhender la manière dont les chocs environnementaux et les transformations technologiques se manifestent dans des contextes politiques et des environnements socioculturels variés. Au Nigeria et au Ghana, où la pénétration de l'internet mobile atteint environ 39 % et 70 % respectivement (UIT, 2024), le harcèlement en ligne et les abus fondés sur l'image constituent déjà des menaces importantes pour la sécurité et la liberté d'expression des femmes (APC, 2023). Au Cameroun et au Togo, où la littératie numérique est plus inégale (45,6 % et 35,0 % respectivement — UIT, 2024), les mêmes plateformes peuvent devenir des vecteurs non seulement d'autonomisation, mais aussi de désinformation, de doxing et de partage non consenti d'images qui restent impunis et non signalés.

Notre champ thématique tisse deux fils conducteurs à travers ces contextes variés. Premièrement, le changement climatique : en retraçant les inondations saisonnières dans le sud du Cameroun (Adelphi, 2023), en documentant les conflits liés à la rareté des ressources induits par la sécheresse dans le nord du Nigeria (GIEC, 2022), et en évaluant les intrusions d'eau salée le long des côtes du Ghana qui fragilisent les moyens de subsistance des femmes tirés de la pêche (UNESCO, 2024). Deuxièmement, la numérisation : en cartographiant l'omniprésence des smartphones à Lagos et à Accra face aux réseaux naissants de Lomé et de Yaoundé, en examinant les deux extrémités du spectre — là où l'inclusion numérique rapide peut renforcer le pouvoir d'action des femmes, et là où les lacunes des filets de sécurité numériques les exposent à de nouvelles formes de violence.

2.6 Questions de recherche

Her Voice est avant tout un projet comparatif de recherche appliquée et de plaidoyer, mené dans plusieurs pays selon une approche à méthodes mixtes. Il vise à produire des connaissances directement exploitables — notamment des recommandations de politique publique, des supports de plaidoyer et des outils de renforcement des capacités — afin d'éclairer les programmes et les processus décisionnels. Les questions de recherche suivantes, associées à chacun des cinq objectifs, ont constitué une feuille de route claire pour orienter la collecte, l'analyse et l'interprétation des données.

Tableau 2.1 : Objectifs et questions de recherche

Objectif	Questions de recherche
1. Recenser les principales manières dont le changement climatique et la numérisation influent sur la VFF	(i) Dans quelle mesure la rareté de ressources liée à la sécheresse et aux inondations est-elle associée aux cas signalés de violences physiques et sexuelles à l'encontre des femmes ? (ii) Comment la migration induite par le climat modifie-t-elle l'exposition des femmes à la traite, au travail exploitant ou à la violence domestique ? (iii) Quelles sont les formes de harcèlement en ligne les plus répandues à l'encontre des femmes en Afrique de l'Ouest et du Centre, et comment varient-elles selon les différentes plateformes numériques ? (iv) Comment les interruptions de la sécurité alimentaire liées aux chocs climatiques contribuent-elles à la violence au niveau du ménage ou de la communauté ? (v) Quels facteurs déterminent si la numérisation autonomise les femmes ou les met davantage en danger ?
2. Désagréger les données pour comprendre les impacts différenciés sur différents groupes de femmes	(i) Comment les taux et types de violence liée au climat diffèrent-ils selon le groupe d'âge (moins de 24 ans, 25-49 ans, 50 ans et plus) ? (ii) Quels sont les écarts entre milieux urbain et rural en matière de VFF liée au climat et au numérique ? (iii) Comment le statut socioéconomique façonne-t-il la vulnérabilité des femmes aux abus en ligne et à l'exploitation liée au climat ? (iv) Quels sous-groupes marginalisés déclarent l'incidence la plus élevée de violence combinée climat/numérique ?
3. Dresser un tableau complet en combinant analyses quantitative et qualitative	(i) Quelles tendances quantitatives émergent du croisement des indicateurs climatiques avec la prévalence de la VFF dans les quatre pays ? (ii) Quels thèmes se dégagent des entretiens approfondis et des discussions de groupe concernant le vécu des femmes face à la violence liée au climat et au numérique ? (iii) Comment les récits qualitatifs expliquent-ils, complètent-ils ou contredisent-ils les tendances statistiques ?
4. Formuler des recommandations de politique publique concrètes et adaptées	(i) Quels points d'intervention spécifiques les données suggèrent-elles comme les plus efficaces pour réduire la VFF liée au climat et au numérique dans chaque pays ? (ii) Quelles politiques existantes nécessitent des amendements pour répondre aux vulnérabilités identifiées ? (iii) Comment les parties prenantes hiérarchisent-elles les actions politiques lorsqu'elles sont confrontées à des données combinées climat/numérique ?
5. Renforcer les données au service du plaidoyer	(i) Quelles visualisations de données sont les plus efficaces pour communiquer le lien climat-numérisation-VFF à différents publics ? (ii) Comment la compréhension des parties prenantes évolue-t-elle avant et après l'exposition aux supports de plaidoyer ? (iii) Quels ajustements aux systèmes de collecte de données les praticiens jugent-ils nécessaires pour soutenir un plaidoyer fondé sur des données probantes ?

SECTION 3

Contexte et revue de la littérature

3. CONTEXTE ET REVUE DE LA LITTÉRATURE

POINTS CLÉS — CONTEXTE ET REVUE DE LA LITTÉRATURE

- Les cadres internationaux et régionaux — la Recommandation générale n° 37 de la CEDEF, le Protocole de Maputo, l'AUCEVAWG (2025) et les instruments de la CEDEAO — reconnaissent déjà, en principe, le lien entre climat, numérique et VFF.
- La littérature existante confirme un lien entre climat et violence faite aux femmes, mais le quantifie rarement au niveau des ménages en Afrique de l'Ouest et du Centre — une lacune que cette étude comble.
- La littérature sur la numérisation et les VBG demeure fragmentée et rarement reliée au stress climatique dans les recherches antérieures.

Cette section situe l'étude Her Voice dans le contexte des connaissances existantes et des lacunes persistantes concernant les violences faites aux femmes (VFF) en Afrique de l'Ouest et du Centre, ainsi que les deux facteurs émergents que sont le changement climatique et la numérisation. Elle examine l'environnement politique, les travaux existants sur le lien entre climat et violence, la littérature consacrée à la numérisation et aux violences basées sur le genre (VBG), les principales lacunes de la recherche, ainsi que le cadre conceptuel qui guide notre analyse.

3.1 Aperçu de la violence faite aux femmes en Afrique de l'Ouest et du Centre

3.1.1 Stress environnemental et paysage de la VFF

À mesure que les chocs climatiques et environnementaux s'intensifient à l'échelle mondiale, l'intersection entre la violence basée sur le genre et le stress écologique devient de plus en plus pressante. De plus en plus de données montrent que le changement environnemental ne se contente pas de détruire des moyens de subsistance ou de déplacer des populations : il accroît aussi considérablement les risques de violence faite aux femmes et aux filles, en particulier dans des communautés déjà vulnérables (NRI, 2022 ; Fruttero et al., 2023 ; Delavallade et al., 2025). Les femmes et les filles, déjà marginalisées dans les systèmes sociaux, politiques et économiques, deviennent encore plus exposées pendant et après ces catastrophes : la nécessité d'aller chercher de l'eau rare, de parcourir de plus longues distances pour trouver du bois de chauffe, ou de se réfugier dans des camps surpeuplés, en fait des cibles faciles pour la violence et l'exploitation. La dégradation environnementale agit ainsi comme un multiplicateur des vulnérabilités liées au genre préexistantes, en particulier dans les régions déjà confrontées à des conflits ou à une gouvernance faible (NRI, 2022).

Les plateformes numériques telles que Snapchat, Instagram, X et Reddit facilitent les interactions sociales mais peuvent aussi devenir des espaces hostiles en raison de l'anonymat et de l'absence de responsabilisation. Cet environnement favorise la cyberviolence, ciblant particulièrement les femmes et les filles, à travers le harcèlement, la traque, les discours de haine et le partage non consenti d'images intimes (EIGE, 2024). Ces abus en ligne entraînent

souvent des préjudices bien réels et s'inscrivent dans la problématique plus large de la violence basée sur le genre, enracinée dans des rapports de pouvoir inégaux.

3.1.2 Politique environnementale et VFF en Afrique subsaharienne

L'interaction entre la politique environnementale et la VFF en Afrique subsaharienne est complexe et enracinée dans des inégalités socioéconomiques exacerbées par le changement climatique et la dégradation environnementale. Les femmes exercent majoritairement une agriculture de subsistance et une gestion des ressources, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux impacts climatiques. Dans la mesure où les politiques environnementales ne répondent pas adéquatement à ces vulnérabilités, les femmes subissent des risques accrus de violence basée sur le genre (Castañeda Camey² et al., 2020).

Castañeda Camey et al. (2020) montrent que les violences faites aux femmes (VFF) ne constituent pas seulement une violation persistante des droits humains, mais qu'elles sont également étroitement liées à la manière dont les communautés utilisent, gèrent et partagent les ressources naturelles. Ainsi, les normes et les lois discriminatoires peuvent limiter l'accès des femmes à la terre, à l'eau, aux forêts et aux ressources halieutiques, les exposant à des actes de violence lorsqu'elles contestent ces restrictions. Les inondations et la raréfaction des ressources contraignent souvent les femmes et les filles à parcourir de plus longues distances pour accéder à l'eau, à la nourriture ou au combustible, ce qui accroît leur exposition aux agressions et à la coercition (Gevers et al., 2019, 2020). Les camps de réfugiés et les abris d'urgence surpeuplés mis en place à la suite de catastrophes climatiques peuvent également accentuer les risques de violences basées sur le genre (CEDEAO, 2020). Parallèlement, les inégalités de genre peuvent elles-mêmes amplifier les effets des changements climatiques, en exacerbant les tensions susceptibles d'alimenter les violences domestiques et communautaires et en accroissant la vulnérabilité des femmes à l'insécurité alimentaire et au déplacement (Gevers et al., 2020 ; Blessing, 2023). La lutte contre les VFF et la promotion de résultats environnementaux durables nécessitent donc des politiques intégrées, sensibles au genre et tenant compte des interdépendances entre les dimensions environnementales, sociales et économiques.

3.1.3 La VFF dans les cadres politiques internationaux, régionaux et nationaux

Un ensemble de politiques internationales, régionales et nationales traitent désormais conjointement de l'environnement et du genre. Le PNUD (2023) attire l'attention sur l'intersection critique entre équité de genre et résilience environnementale : si les femmes subissent de manière disproportionnée les conséquences du changement climatique (insécurité alimentaire, déplacement, charge de soins non rémunérés et risque accru de violence), elles détiennent aussi un potentiel inexploité en tant que leaders climatiques. Le PNUD note que 40 des 41 pays africains ont désormais intégré des considérations de genre dans leurs Contributions déterminées au niveau national actualisées, en particulier dans les mesures d'adaptation. Malgré ces avancées, les progrès demeurent inégaux et la mise en œuvre accuse un retard important sur les intentions affichées.

Les cadres internationaux fournissent le socle normatif. La CEDEF (1979) et sa Recommandation générale n° 37 (2018) sur le genre, le climat et les catastrophes³ exhortent les États à rendre les actions climatiques sensibles au genre et à protéger les femmes des risques de catastrophe. Le Protocole de Maputo (2003) garantit explicitement aux femmes «

² Castañeda Camey, I., Sabater, L., Owren, C., & Boyer, A. E. (2020). Gender-based violence and environment linkages: The violence of inequality. IUCN.

³ CEDAW Committee. (2018). General Recommendation No. 37 on gender-related dimensions of disaster risk reduction in the context of climate change.

le droit de vivre dans un environnement sain et durable » (art. 18) (SOAWR, s.d.)⁴. En février 2025, les États membres de l'Union africaine ont adopté la Convention de l'UA sur l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles (AUCEVAWG) lors du 38^e Sommet de l'UA⁵ — une étape continentale majeure.

Au niveau régional, la CEDEAO a joué un rôle moteur dans l'intégration du genre dans la politique environnementale. Son Acte additionnel de 2015 sur l'égalité des genres identifie explicitement le changement climatique comme un enjeu « susceptible de compromettre le rôle inestimable des femmes dans le secteur agricole » et impose aux États membres de réduire les impacts négatifs du changement climatique sur les femmes (CEDEAO, 2015)⁶. La Stratégie de la CEDEAO sur le genre et la réduction des risques de catastrophe (2020-2030) note que les catastrophes exacerbent « la violence domestique et d'autres formes de violence sexuelle et basée sur le genre » (CEDEAO, 2020)⁷. La mise en œuvre reste toutefois inégale : la CEDEAO dépend des États membres pour transposer ces obligations, et de nombreux pays manquent d'un suivi rigoureux.

Tableau 3.1 : Cadres politiques, dispositions clés et lien environnement-climat

Niveau	Politique/Cadre	Dispositions clés	Lien environnement/climat
International	CEDEF (1979) ; DEVAW (1993) ; Programme d'action de Beijing (1995) ; RG n° 37 de la CEDEF (2018) ; AUCEVAWG (2025)	Instruments mondiaux imposant l'élimination de la VFF dans tous les contextes ; la RG 37 traite spécifiquement du genre, du climat et des catastrophes	Reconnaissent les catastrophes et les conflits comme des contextes accroissant le risque de VFF ; AUCEVAWG adoptée en février 2025
Régional — Afrique	Protocole de Maputo (2003) ; Acte sur l'égalité des genres de la CEDEAO (2015) ; Stratégie Genre & RRC de la CEDEAO (2020-30)	Protections propres au continent ; les instruments de la CEDEAO traitent explicitement des liens climat-catastrophe-VFF	Art. 18 de Maputo : droit à un environnement sain/durable ; Stratégie RRC de la CEDEAO : les catastrophes exacerbent les VBG
Nigéria	Loi VAPP (2015) ; loi sur la VD de Lagos (2007) ; Politique nationale sur le changement climatique (2021)	La loi VAPP définit toutes les formes de VFF ; la Politique climatique relie explicitement le stress climatique à la violence domestique/sexuelle	Politique climatique : « la crise induite par le climat aggrave les VBG » ; environ 20 % des femmes déplacées par le climat subissent des violences sexuelles
Ghana	Loi sur la violence domestique 732 (2007) ; Plan d'action genre et changement climatique (CCGAP, 2021)	La loi sur la VD criminalise la violence domestique/sexuelle ; le CCGAP rend la CDN sensible au genre	Le CCGAP s'engage à garantir que les femmes bénéficient équitablement des programmes climatiques ; le lien climat-VBG n'est pas encore formellement intégré

⁴ Solidarity for African Women's Rights (SOAWR). (n.d.). Maputo Protocol, Article 18 — right to a healthy and sustainable environment.

⁵ African Union. (2025). Convention on Ending Violence Against Women and Girls (AUCEVAWS), adopted at the 38th AU Summit, February 2025.

⁶ ECOWAS. (2015). Supplementary Act Relating to Equality of Rights Between Women and Men for Sustainable Development in the ECOWAS Region.

⁷ ECOWAS. (2020). Gender-Responsive Social Protection and Disaster Risk Reduction / Gender and DRR Strategy 2020–2030.

Cameroun	Code pénal ; PNA (2015, actualisé en 2022) ; CDN (2021)	Pas de loi autonome sur la VFF ; le MINPROFF est intégré au PNA et à la CDN	Le PNA inclut une analyse de genre ; les dommages liés à la déforestation et au déplacement accroissent le risque de VFF dans les zones touchées par les conflits
Togo	Code pénal ; Code des personnes 2019 ; Loi sur la cybersécurité 2018 ; PNA (2018)	Pas de loi autonome sur la VFF ; la violence économique/psychologique n'est pas explicitement criminalisée ; le PNA comporte une analyse de genre	Le PNA reconnaît le déplacement et les inondations induits par le climat ; aucun protocole d'urgence VFF explicite

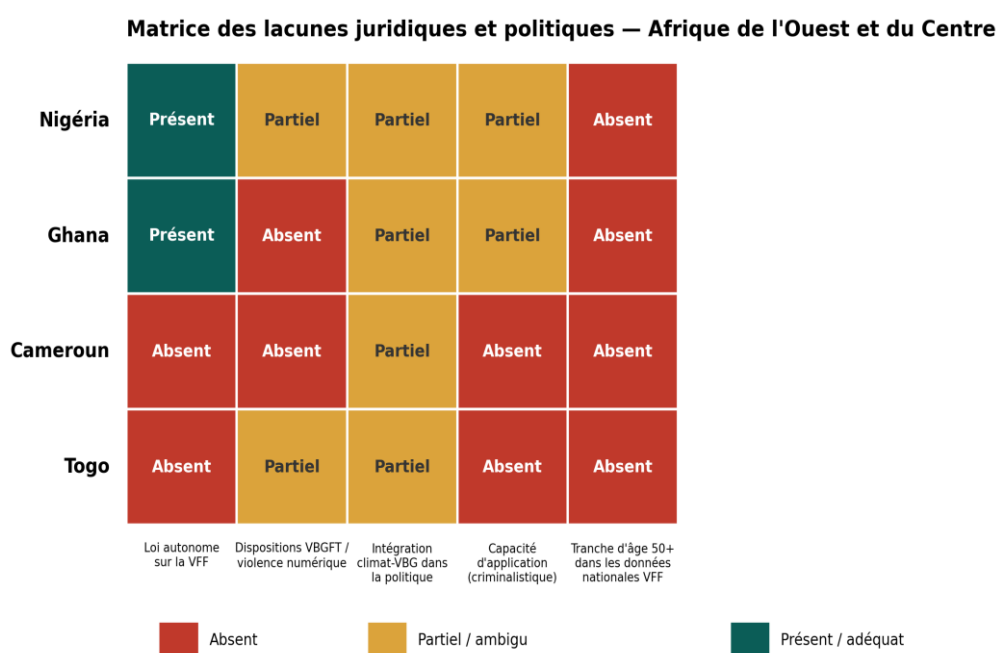


Figure 3.1 : Matrice des lacunes juridiques et politiques — Nigeria, Ghana, Cameroun, Togo.

Source : revues documentaires par pays et travail de terrain Her Voice, 2025-2026.

3.2 Le lien climat-VFF dans la recherche existante

Un ensemble croissant de données probantes montre que la variabilité climatique et les événements météorologiques extrêmes sont liés à une augmentation de la VFF, agissant à travers de multiples voies qui se renforcent mutuellement. Les études empiriques et les revues systématiques identifient les facteurs de stress au niveau du ménage et de la communauté (perte de revenus, insécurité alimentaire, rareté des ressources), les lacunes de protection pendant et après les catastrophes (services débordés, abris non sécurisés) et les contraintes liées au genre sur la capacité d'adaptation (actifs limités, mobilité restreinte, exclusion de la prise de décision) comme les principaux canaux par lesquels les chocs climatiques accroissent le risque de violence conjugale et d'autres formes de VBG (UICN, 2020 ; Thurston et al., 2021 ; Munala et al., 2023). Les chocs de température et de précipitations ont été causalement associés à une hausse de la violence conjugale dans plusieurs études économétriques, suggérant que les chocs climatiques produisent des augmentations mesurables et à court terme de la violence, à travers des mécanismes à la fois économiques et comportementaux (Fruttero et al., 2023 ; Díaz et Saldarriaga, 2023).

Les revues systématiques corroborent ces inférences causales et documentent la diversité des contextes dans lesquels apparaît le lien climat-VFF. Les revues portant sur les contextes post-catastrophe font apparaître des schémas récurrents : hausse de la violence domestique, exploitation sexuelle dans les contextes de déplacement, et augmentation des mariages précoces ou forcés comme stratégies d'adaptation au stress économique induit par le climat (van Daalen et al., 2022 ; Thurston et al., 2021). Des projections récentes avertissent que, sans mesures d'atténuation et d'adaptation efficaces, la violence domestique en Afrique subsaharienne pourrait tripler d'ici 2060, touchant 140 millions de personnes, sous l'effet des chaleurs extrêmes et du ralentissement du développement (UNFPA, IIASA et Université de Vienne, 2024). Les revues confirment que la chaleur et les chocs climatiques sont systématiquement liés à un risque accru de VBG à l'échelle mondiale (Mulambo et Thakur, 2025).

Les données mettent également en évidence des interventions protectrices. La protection sociale, le soutien inclusif aux moyens de subsistance et les investissements ciblés dans la sécurité économique des femmes peuvent atténuer les effets des chocs climatiques sur la violence conjugale — ce qui suggère que les programmes de résilience climatique peuvent être conçus pour réduire les préjudices sociaux secondaires lorsque le genre y est intégré (Delavallade, Gittard et Vaillant, 2025 ; ONU Femmes, 2024). Les réponses politiques demeurent cependant inégales : les services de lutte contre les VBG, la mise à disposition d'abris sûrs et la planification des catastrophes sensible au genre restent souvent sous-financés ou mal intégrés aux stratégies d'adaptation climatique, en particulier dans les contextes à faibles ressources.

Lacune de recherche essentielle

Les études existantes varient dans leur conception méthodologique, leur portée géographique et la mesure des résultats. Des travaux longitudinaux et à méthodes mixtes supplémentaires sont nécessaires pour démêler la temporalité, la durée et l'hétérogénéité des effets. Surtout, l'intersection entre la numérisation et le déplacement induit par le climat, ainsi que la manière dont la technologie peut à la fois atténuer et amplifier les risques pour les femmes, demeure sous-étudiée et mérite une étude intégrée au sein du cadre climat-VFF, en lien avec la construction de coalitions féministes.

3.3 Littérature sur la numérisation et la violence basée sur le genre

La violence basée sur le genre et facilitée par la technologie (VBGFT) est de plus en plus reconnue comme un obstacle structurel à la participation égale des femmes aux espaces numériques. Une enquête mondiale menée en 2020 auprès de 14 000 filles et jeunes femmes dans 31 pays (dont le Nigeria et le Ghana) a révélé que 58 % d'entre elles avaient subi du harcèlement en ligne, la moitié estimant qu'il était plus grave que le harcèlement en personne (Plan International, 2023). Près de 47 % des répondantes avaient été attaquées spécifiquement pour avoir exprimé des opinions sur l'égalité des genres et les enjeux féministes, soulignant à quel point les espaces en ligne peuvent reproduire et intensifier la discrimination hors ligne.

Les données issues des contextes africains dressent un tableau similaire : une enquête Policy (2020) menée dans cinq grandes villes a révélé qu'une femme sur trois avait subi une forme de violence en ligne, poussant nombre d'entre elles à se retirer entièrement des plateformes numériques (Iyer et al., 2020). Internet Sans Frontières (2019) note que la cyberviolence demeure une menace omniprésente (45 % des femmes présentes sur les réseaux sociaux en Afrique de l'Ouest et du Centre en sont affectées), qui non seulement nuit aux femmes et aux filles, mais renforce également la fracture numérique, réduisant les femmes au silence et les excluant de la sphère numérique publique (Agwuegbo, 2024). L'essor de la VBGFT a été documenté comme une tendance mondiale, 66 % des femmes déclarant en avoir fait l'expérience à l'échelle globale, avec des répercussions néfastes sur la santé mentale,

l'engagement civique et le leadership des femmes (Baekgaard, 2024 ; Amnesty International, 2023 ; Stevens et al., 2024).

Replacées dans le lien climat-numérisation-VFF, les implications sont profondes. Les plateformes numériques constituent des arènes clés où les femmes peuvent se mobiliser pour l'adaptation climatique, la justice environnementale et le changement de politique publique. Or, la violence basée sur le genre en ligne peut réduire ces voix au silence, limitant la capacité des femmes à influencer les décisions sur des enjeux qui les touchent de manière disproportionnée, tels que le déplacement induit par le climat, la rareté des ressources et la vulnérabilité agricole. Lutter contre la violence en ligne n'est donc pas seulement une question de protection des droits numériques, mais aussi une condition préalable à des réponses inclusives et équitables face au changement climatique (Agwuegbo, 2024).

3.4 Lacunes identifiées — où les facteurs climatiques et numériques sont sous-explorés

Bien qu'un ensemble croissant de données probantes établisse un lien entre le changement climatique et l'augmentation des risques de VFF, d'importantes lacunes subsistent, en particulier lorsque la numérisation est intégrée à la réflexion. La recherche existante s'est principalement concentrée sur la manière dont les facteurs de stress liés au climat contribuent à la violence conjugale, à l'exploitation sexuelle et au mariage précoce (Thurston et al., 2021 ; van Daalen et al., 2022). La dimension numérique de la violence est en revanche rarement examinée en lien avec le changement climatique. Les études documentant le harcèlement en ligne (ONU Femmes, 2022 ; GSMA, 2025) tendent à le traiter comme un phénomène isolé, sans considérer comment l'exclusion numérique ou la violence en ligne pourraient fragiliser la capacité d'adaptation et la résilience des femmes face aux chocs climatiques.

De même, si la recherche sur l'adaptation climatique a mis en évidence les obstacles structurels des femmes en matière d'accès à la terre, au financement et à la technologie (Delavallade, Gittard et Vaillant, 2025), le rôle de l'accès et de la sécurité numériques — la manière dont la connectivité internet, les plateformes mobiles ou la finance numérique peuvent à la fois autonomiser et exposer les femmes — demeure sous-exploré. La plupart des études disponibles sont transversales ou menées en contexte post-catastrophe, ce qui limite la compréhension des impacts à long terme et cumulatifs. Les perspectives intersectionnelles sont elles aussi sous-explorées, la plupart des études traitant les femmes comme une catégorie homogène, sans tenir compte de la manière dont l'âge, le handicap, le lieu de résidence (urbain/rural) et le statut socioéconomique façonnent la vulnérabilité à l'intersection des risques climatiques et numériques (UICN, 2020 ; ONU Femmes, 2022 ; GSMA, 2025).

Enfin, si les organisations internationales reconnaissent de plus en plus que les programmes climatiques doivent être sensibles au genre, les évaluations de politiques et de programmes tiennent rarement compte des risques numériques. Les systèmes d'alerte précoce, les transferts monétaires mobiles ou les plateformes de plaidoyer numérique sont rarement évalués quant à leur potentiel à exposer les femmes au harcèlement, à la surveillance ou à l'exploitation. La convergence entre vulnérabilité climatique et violence numérique demeure l'un des domaines de recherche les moins explorés, malgré sa pertinence croissante.

3.5 Cadre conceptuel

Le changement climatique et la numérisation redessinent les vulnérabilités sociales d'une manière qui touche de façon disproportionnée les femmes et les filles, renforçant souvent les inégalités préexistantes et engendrant de nouvelles formes de violence. Le cadre conceptuel de Her Voice illustre le lien entre ces trois domaines, en s'appuyant sur les données probantes examinées ci-dessus.

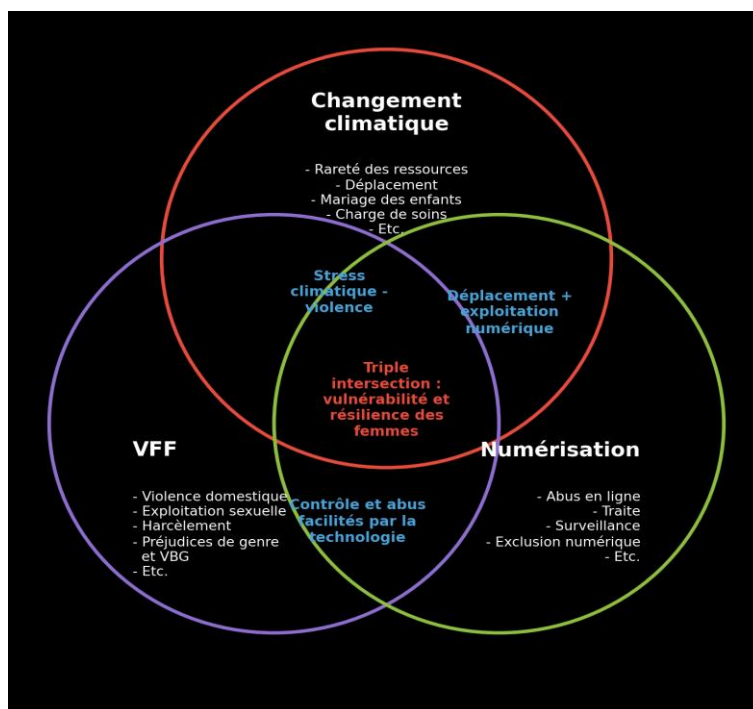


Figure 3.2 : Lien entre changement climatique, numérisation et VFF

Chaque domaine génère des pressions distinctes : le changement climatique exacerbe les vulnérabilités par la rareté des ressources, le déplacement et la charge de soins ; la numérisation introduit de nouveaux risques d'abus en ligne, de surveillance et d'exclusion numérique ; tandis que la VFF se manifeste par des schémas ancrés de violence domestique, d'exploitation et de harcèlement. Le cadre identifie trois zones de risque intersectionnelles :

- **Climat × VFF** : le stress lié aux ressources et le déplacement accroissent l'exposition à la violence conjugale et à l'exploitation sexuelle. Les projections montrent que la violence domestique en Afrique subsaharienne pourrait tripler d'ici 2060, touchant 140 millions de personnes, sous l'effet des chaleurs extrêmes (UNFPA, IIASA et Université de Vienne, 2024). Les revues confirment que la chaleur et les chocs climatiques sont systématiquement liés à un risque accru de VBG à l'échelle mondiale (Mulambo et Thakur, 2025).
- **Numérisation × VFF** : Les technologies numériques donnent également lieu à de nouvelles formes de contrôle, de traite et de harcèlement en ligne, qui touchent de manière disproportionnée les femmes et peuvent restreindre leur liberté d'expression ainsi que leur participation à la vie publique (Im et al., 2023 ; Malanga, 2021). Les femmes se montrent par ailleurs moins enclines que les hommes à exprimer leurs opinions en ligne, notamment en raison de préoccupations plus importantes concernant leur sécurité (Stevens et al., 2024).
- **Climat × Numérisation** : le déplacement lié au climat crée de nouvelles opportunités d'exploitation numérique et approfondit l'exclusion des plateformes numériques. L'exclusion numérique dans les réponses climatiques signifie que la voix des femmes est sous-représentée dans le plaidoyer en ligne et les débats politiques, créant un silence qui se renforce lui-même.

Au cœur du cadre — la triple intersection — se trouvent les vulnérabilités cumulées où convergent chocs climatiques, risques numériques et inégalités de genre : les femmes déplacées par les inondations peuvent perdre des moyens de subsistance sûrs, manquer de littératie numérique et devenir la proie de réseaux de traite en ligne ou de sextorsion. Le cadre met en même temps en lumière des opportunités de résilience : les outils numériques peuvent

autonomiser les femmes grâce à des systèmes d'alerte précoce, des canaux de signalement sûrs et des plateformes de plaidoyer pour la justice climatique (UICN, 2020 ; ONU, 2022).

Tableau 3.2 : Lien entre changement climatique, numérisation et VFF

Domaine	Sous-thème	Indicateur et risque de VFF associé
Changement climatique	Rareté des ressources et pressions sur la survie	Sécheresses, inondations et échecs des récoltes accroissent le stress au sein du ménage, conduisant parfois à la violence domestique lorsque les moyens de subsistance sont menacés
Changement climatique	Déplacement et migration	Les phénomènes météorologiques extrêmes contraignent les femmes et les filles au déplacement ou à une migration précaire, où les risques d'exploitation sexuelle, de traite et de violence conjugale augmentent
Changement climatique	Mariage des enfants et exploitation	Dans des contextes de pauvreté causée par les chocs climatiques, les familles peuvent recourir au mariage précoce de leurs filles comme mécanisme d'adaptation
Changement climatique	Exclusion de la prise de décision	Les femmes sont souvent tenues à l'écart de la gouvernance climatique et de la planification de l'adaptation, limitant leur capacité à influencer les politiques de protection
Changement climatique	Charge de soins accrue	Parcourir de plus longues distances pour l'eau ou le combustible accroît l'exposition des femmes au harcèlement et à la violence dans les espaces publics
Numérisation	Harcèlement et abus en ligne	Les femmes font face au cyberharcèlement, au doxxing, à la traque et au partage non consenti d'images intimes — ciblant souvent les femmes dirigeantes, militantes et journalistes
Numérisation	Amplification des stéréotypes de genre	Les plateformes numériques reproduisent des normes néfastes, entraînant des discours de haine genrés et des attaques coordonnées contre les femmes
Numérisation	Exclusion numérique	L'accès limité aggrave les inégalités, réduisant la capacité des femmes à signaler la violence ou à accéder aux services de protection en ligne
Numérisation	Exploitation facilitée par la technologie	Les réseaux sociaux et applications de messagerie sont détournés à des fins de traite, de manipulation psychologique (grooming) et d'exploitation des femmes et des filles
Numérisation	Surveillance et contrôle	Les partenaires violents utilisent des outils numériques — logiciels espions, applications de traçage, confiscation du téléphone — pour surveiller, contrôler ou intimider les femmes

SECTION 4

Méthodologie

4. MÉTHODOLOGIE

Cette section explique précisément comment Her Voice a produit et protégé ses données, afin que les lecteurs puissent juger de la validité des résultats et reproduire ou adapter notre approche. Elle couvre la conception de la recherche, la sélection des pays, la stratégie d'échantillonnage, les outils de collecte de données, les considérations éthiques, les approches d'analyse des données, ainsi que les limites et les stratégies d'atténuation.

4.1 Conception de la recherche

Au-delà de l'enquête initiale menée auprès des parties prenantes (OGF, coalitions et réseaux) afin d'identifier les besoins en matière de données, Her Voice a adopté une approche comparative à méthodes mixtes, mise en œuvre en deux phases au Nigeria, au Ghana, au Cameroun et au Togo entre juin 2025 et janvier 2026. Le recours à une approche mixte a été un choix délibéré, visant à appréhender à la fois l'ampleur des phénomènes étudiés, au moyen d'enquêtes quantitatives permettant une analyse statistique et des comparaisons entre pays, et la profondeur des expériences vécues, grâce à des discussions de groupe et à des entretiens qualitatifs avec des informateurs clés. Ces méthodes qualitatives ont permis de faire émerger des récits, des stratégies d'adaptation et des perspectives institutionnelles que les seules enquêtes quantitatives ne peuvent pleinement saisir. La triangulation des méthodes renforce ainsi la validité des résultats et permet d'identifier à la fois les convergences et les divergences entre les différentes sources de données.

- **Phase 1 — Revue documentaire (juillet-septembre 2025) :** Revue approfondie des cadres politiques nationaux et régionaux ; des données existantes sur la prévalence de la VFF et des tendances longitudinales ; des évaluations de la vulnérabilité climatique (GIEC AR6, ND-GAIN, plans climatiques nationaux) ; des analyses du paysage numérique (ITU DataHub, GSMA, DataReportal) ; et de la littérature académique sur le lien climat-numérisation-VFF. La phase 1 a alimenté la revue de littérature (Section 3) et éclairé la conception des instruments.
- **Phase 2 — Travail de terrain primaire (septembre 2025 - janvier 2026) :** Collecte de données primaires dans les quatre pays, par trois méthodes complémentaires : enquêtes quantitatives auprès des ménages, discussions de groupe qualitatives et entretiens avec des informateurs clés. La phase 2 a produit la base de données empiriques pour les études de cas par pays (Section 5), les chapitres thématiques (Sections 6-7) et l'analyse transversale (Sections 8-9).

4.2 Critères de sélection des pays et profils

Les quatre pays cibles ont été sélectionnés pour maximiser la comparabilité tout en saisissant la variation entre profils de vulnérabilité climatique, niveaux de connectivité numérique, cadres juridiques, zones géographiques, contextes linguistiques (anglophone/francophone) et contextes culturels.

Tableau 4.1 : Tableau comparatif des pays — ND-GAIN, pénétration d'internet et cadre juridique sur la VFF

Pays	Justification de la sélection	Score ND-GAIN (2024)	Pénétration internet (UIT 2024)	Cadre juridique VFF
Nigéria	Plus grande économie et population d'Afrique ; amplitude écologique mégapole-Sahel ; exposition climatique la plus élevée de l'étude (81,9 % de chocs climatiques) ; loi VAPP comme référence juridique régionale ; marché numérique le plus avancé	39,4 — rang 152/187 (très faible)	~39 %	Loi VAPP 2015 (complète) ; système Inspire GBV non fonctionnel ; domestiquée dans 35 États sur... 1.
Ghana	Infrastructures urbaines solides contrastant avec le nord touché par la sécheresse ; loi sur la VD 732 (2007) comme modèle ouest-africain ; DOVVSU comme référence institutionnelle ; pénétration numérique modérée	45,2 — rang 112/187 (modéré)	~70 %	Loi sur la violence domestique 732 (2007) ; DOVVSU actif ; guichet unique uniquement à Accra ; fonds contre la violence domestique pas encore établi
Cameroun	Diversité écologique et politique ; bilinguisme anglophone/francophone ; lien conflit-climat dans l'extrême nord et les régions du Sud-Ouest/Nord-Ouest ; innovation de la plateforme numérique ALERT GBV	38,7 — rang 155/187 (faible)	~41,9 %	Pas de loi autonome sur la VFF ; dispositions du Code pénal uniquement ; le MINPROFF joue un rôle de coordination
Togo	Plus petite économie ; marché mobile à la croissance la plus rapide de l'étude ; les six régions nationales couvertes pour la plus large portée ; approche unique centrée sur le handicap ; lacune législative critique — pas de loi autonome sur la VFF	43,0 — rang 126/187 (modéré)	~35 %	Pas de loi autonome sur la VFF ; loi sur la cybersécurité de 2018 ; Code des personnes de 2019 ; violence économique/psychologique non explicitement criminalisée

4.3 Stratégie d'échantillonnage

4.3.1 Enquêtes quantitatives auprès des ménages

Les échantillons d'enquête auprès des ménages étaient de nature raisonnée et ancrés dans les communautés, ciblant les populations les plus directement exposées au lien climat-numérisation-VFF, plutôt que de viser une représentativité nationale. La taille des échantillons reflète la capacité du projet et le besoin d'une analyse significative des sous-groupes.

Tableau 4.2 : Aperçu de l'enquête quantitative Her Voice

Pays	N	Communautés / États d'étude	Approche d'échantillonnage
Cameroun	70 entretiens ménages ; 104 participants aux discussions de groupe	Région du Sud-Ouest : Buea Town, Tole, Mile 16, Molyko, Motowo ; Région du Littoral : Bonaberi, Bois de Senche	Échantillonnage raisonné et par boule de neige au sein des communautés ; sites choisis selon le type d'exposition climatique (inondation, sécheresse, agriculture, urbain, à majorité musulmane)
Ghana	60 répondants	Région du Haut-Est : Yarigabisi (Bolgatanga Est) et Gowrie (district de Bongo)	Échantillonnage raisonné de communautés fortement soumises au stress climatique ; analyse quantitative SPSS incluant quatre modèles de régression
Nigeria	314 répondants ; 41 entretiens avec informateurs clés ; 20 discussions de groupe	Lagos, Rivers, Ebonyi, Taraba, Yobe, FCT Abuja	Échantillonnage raisonné à plusieurs degrés dans 6 États sélectionnés pour leur diversité géographique, numérique et climatique
Togo	303 répondants ; 16 entretiens avec informateurs clés ; discussions de groupe multiples par région	Les 6 régions administratives : Grand Lomé, Maritime, Plateaux, Centrale, Kara, Savanes	Couverture régionale nationale — seul pays de l'étude Her Voice avec un échantillon infranational représentatif à l'échelle nationale
TOTAL	747 répondants ménages ; plus de 78 entretiens avec informateurs clés ; plus de 56 discussions de groupe	—	—

4.3.2 Discussions de groupe

Les discussions de groupe ont été systématiquement désagrégées par genre (groupes distincts de femmes et d'hommes pour faire émerger des perspectives et des dynamiques de pouvoir différentes), par cohorte d'âge et par milieu rural/urbain. Chaque discussion de groupe comptait 8 à 16 participants. Environ 56 discussions de groupe ont été menées dans le cadre du projet, réunissant agriculteurs, commerçants, personnes déplacées, jeunes, aînés et leaders communautaires. Elles ont été conduites dans les langues locales par des facilitateurs formés, à l'aide de guides thématiques standardisés mais flexibles, couvrant les expériences climatiques, la prévalence et les déterminants de la VFF, l'accès et la sécurité numériques, ainsi que les réponses institutionnelles.

4.3.3 Entretiens avec des informateurs clés

Les entretiens ont mobilisé plus de 78 informateurs clés, sélectionnés de manière raisonnée pour couvrir les dimensions institutionnelles des trois thèmes du projet (climat, numérisation, VFF) et apporter des perspectives au niveau politique venant compléter les données de niveau communautaire. Les informateurs comprenaient : des ministères gouvernementaux (environnement, affaires féminines, agriculture, gouvernance numérique) ; des agences de sécurité et de maintien de l'ordre ; des organisations de la société civile et de défense des droits humains ; des régulateurs de la gouvernance numérique ; des institutions académiques

; des organisations internationales (ONU Femmes, UNFPA, HCR, Croix-Rouge, Caritas) ; ainsi que des leaders communautaires et traditionnels.

4.4 Outils de collecte de données et considérations éthiques

4.4.1 Instruments de collecte de données

Un questionnaire d'enquête ménage standardisé mais adaptable localement a permis de recueillir : des données sociodémographiques ; la possession d'appareils et des scores de littératie numérique ; l'exposition aux facteurs de stress climatique (générant un indice de stress climatique, ISC) ; des indicateurs de sécurité alimentaire ; l'exposition à la violence par type et par auteur ; les stratégies d'adaptation ; ainsi que la connaissance et l'utilisation des mécanismes de signalement des VBG. Les instruments ont été élaborés par WACOL en collaboration avec ONU Femmes, adaptés au contexte de chaque pays, traduits oralement dans les langues locales pertinentes, et testés avant le déploiement complet.

Les guides semi-structurés pour les entretiens et les discussions de groupe étaient organisés en modules thématiques : (1) impacts du changement climatique sur les moyens de subsistance et la sécurité ; (2) prévalence, déterminants et formes de la VFF ; (3) opportunités et risques de la numérisation ; (4) réponses institutionnelles, coordination et lacunes ; (5) recommandations pour les politiques et la programmation. Les guides d'entretien ont été adaptés selon le type d'institution afin de garantir des enseignements sectoriels spécifiques.

4.4.2 Garanties éthiques

L'ensemble de la collecte de données a suivi des protocoles éthiques rigoureux, conformes aux normes internationales en matière de recherche sur la violence faite aux femmes :

- **Consentement éclairé** : Un consentement écrit ou verbal a été obtenu auprès de tous les participants avant la collecte de données. Les participants ont été informés de l'objectif de l'étude, du caractère volontaire de la participation, du droit de se retirer à tout moment et des mesures de confidentialité.
- **Anonymisation** : Toutes les données ont été anonymisées dès la collecte et lors de l'analyse. Aucune information permettant l'identification n'est rapportée dans ce document. Les participants sont désignés par des descripteurs génériques (par exemple, « participante à la discussion de groupe de femmes, Gowrie »).
- **Participation volontaire** : Aucune incitation susceptible d'être perçue comme coercitive n'a été proposée. Les participants étaient libres de ne pas répondre à certaines questions ou de mettre fin à l'entretien à tout moment.
- **Protocoles de sécurité psychologique** : les facilitateurs formés ont été briefés sur des approches d'engagement tenant compte des traumatismes. Des parcours d'orientation vers les services locaux de soutien aux VBG ont été établis dans chaque site d'étude, et des informations sur le soutien disponible ont été partagées avec tous les participants.
- **Principe de non-nuisance** : les instruments d'enquête ont évité les questions susceptibles de retraumatiser les répondants sans justification analytique claire. Le stockage des données a suivi des protocoles sécurisés, avec un accès restreint à l'équipe de recherche.

4.5 Approches d'analyse des données

4.5.1 Analyse statistique quantitative

Les données d'enquête ménage ont été saisies dans SPSS et analysées à l'aide de : statistiques descriptives (fréquences, moyennes, tableaux croisés) ; indicateurs composites (construction de l'ISC, calcul de l'insécurité alimentaire, indice socioéconomique/d'actifs) ; et, exclusivement pour le Ghana, quatre modèles de régression linéaire multiple identifiant les prédicteurs indépendants de la violence, de l'inclusion numérique et de la richesse des ménages. Les régressions du Ghana constituent la seule analyse causale économétrique du projet et sont présentées dans les sections 5 et 9.

4.5.2 Analyse thématique qualitative

Les données qualitatives issues des discussions de groupe et des entretiens ont suivi un processus analytique structuré en cinq phases : (1) familiarisation et identification de la trame narrative ; (2) codage hybride déductif/inductif — les codes déductifs dérivés du cadre conceptuel (rareté des ressources, déplacement, accès numérique) combinés à des codes inductifs émergeant des données ; (3) élaboration de thèmes regroupant les codes en grands piliers analytiques ; (4) triangulation avec les résultats quantitatifs ; (5) synthèse intégrant les perspectives divergentes et faisant émerger des conclusions pertinentes pour les politiques publiques.

4.6 Limites et stratégies d'atténuation

Tableau 4.3 : Limites de l'étude et stratégies d'atténuation

Limite	Description	Stratégie d'atténuation
Sous-déclaration de la VFF	La stigmatisation culturelle, la peur des représailles et la normalisation de la violence entraînent une sous-déclaration importante pour toutes les formes de violence, en particulier la violence sexuelle et facilitée par la technologie	Formats d'enquête anonymes ; enquêtrices formées ; instauration de confiance avec les intermédiaires communautaires avant la collecte de données ; discussions de groupe qualitatives pour faire émerger des expériences non saisies par les enquêtes
Échantillons non aléatoires	La sélection raisonnée des communautés et l'échantillonnage par boule de neige limitent la représentativité nationale ; les échantillons du Ghana et du Cameroun sont réduits par rapport aux populations nationales	Résultats présentés comme des constats indicatifs au niveau communautaire ; triangulation cohérente entre méthodes ; reconnaissance explicite dans toutes les comparaisons entre pays
Biais de désirabilité sociale	Les répondants (en particulier les hommes) peuvent minimiser les actes de violence commis ou surestimer les attitudes protectrices	Discussions de groupe distinctes par genre ; formats d'enquête anonymes ; approches de questionnement indirect validées par la littérature
Biais de mémoire	Les données autodéclarées sur la violence reposent sur la mémoire des 12 derniers mois	Protocoles d'enquête standardisés, alignés sur l'OMS ; vérifications de cohérence entre les items de l'enquête
Contraintes sécuritaires dans les zones touchées par les conflits	Le conflit actif dans les régions du Nord-Ouest/Sud-Ouest du Cameroun et certains États du nord du Nigéria a limité l'accès aux populations les plus touchées par la crise	Liaison communautaire intensive ; sélection de communautés accessibles mais présentant une vulnérabilité comparable ; documentation explicite des limites géographiques dans les chapitres pays

Sous-mesure de la violence numérique	La VBGFT est encore plus gravement sous-déclarée que la violence physique, en raison d'une stigmatisation supplémentaire et d'un manque de reconnaissance institutionnelle	Enquête en ligne complétant l'enquête ménage ; données des entretiens avec informateurs clés sur la reconnaissance institutionnelle ; vignettes de cas qualitatives pour documenter la VBGFT non saisie par les enquêtes
--------------------------------------	--	--

SECTION 5

Country Case Studies

5. ÉTUDES DE CAS PAR PAYS

POINTS CLÉS — ÉTUDES DE CAS PAR PAYS

- Le Nigeria, le Ghana, le Cameroun et le Togo présentent chacun un profil de référence de VFF, un profil de vulnérabilité climatique et un paysage numérique distincts.
- Malgré ces différences contextuelles, les quatre pays partagent les mêmes déterminants sous-jacents : la rareté des ressources, le déplacement et un espace numérique non régulé.

Cette section présente quatre profils pays en parallèle — Nigeria, Togo, Cameroun et Ghana — chacun ancré dans les réalités locales et s'appuyant sur le travail de terrain primaire et les résultats de la revue documentaire. Chaque profil couvre : (5.1) un profil pays et une situation de référence de la VFF ; (5.2) la vulnérabilité climatique et ses manifestations locales sur la violence faite aux femmes ; (5.3) le paysage numérique et la violence en ligne ; et (5.4) des récits illustratifs et des vignettes de cas qui donnent un visage humain aux résultats quantitatifs. Ensemble, ces quatre profils constituent le socle empirique de l'analyse thématique des sections 6 à 9.

5.1 Nigeria

5.1.1 Profil du pays et situation de référence de la VFF

Le Nigeria est la nation la plus peuplée d'Afrique (environ 220 millions d'habitants) et sa 4^e économie. Il est à la fois un leader numérique régional et l'un des États les plus vulnérables du continent au changement climatique. Les femmes représentent environ 60 % des personnes pauvres au Nigeria et plus de 70 % de la main-d'œuvre agricole, les plaçant structurellement à l'intersection de la vulnérabilité climatique, de la dépendance économique et de la VFF. La prévalence de la VFF est élevée et généralisée : dans le travail de terrain de Her Voice (n=314, six États), seuls 25,5 % des répondantes ont déclaré n'avoir subi aucune violence au cours des 12 mois précédents, ce qui signifie que près des trois quarts ont subi au moins une forme de violence. La violence émotionnelle et psychologique était la forme la plus répandue (40,1 %), suivie de la violence économique (24,8 %), de la violence conjugale physique (15,3 %) et du harcèlement en ligne (4,5 %).

La loi de 2015 sur l'interdiction de la violence contre les personnes (loi VAPP) représente l'une des lois les plus complètes d'Afrique en matière de violence domestique — criminalisant la violence domestique, le viol conjugal, la traque, la violence émotionnelle et économique. Elle est actuellement domestiquée dans 35 des 36 États, le FCT l'ayant également domestiquée, bien que le système national de gestion des données Inspire GBV reste non fonctionnel et que l'application de la loi demeure inégale selon les États. Une « géographie de la justice » s'est installée : l'accès à la documentation des preuves numériques et aux services destinés aux survivantes dépend fortement de l'État de résidence (Lagos comparé au Yobe rural) plutôt que de la nature ou de la gravité du préjudice subi.

Tableau 5.1 : Profil pays de la VFF (Nigeria)

Indicateur	Données du Nigeria
Échantillon d'enquête	314 répondants, 6 États (Lagos, Rivers, Ebonyi, Taraba, Yobe, FCT Abuja)
N'ont signalé aucune violence au cours des 12 derniers mois	25,5 %
Forme de violence la plus répandue	Violence émotionnelle/psychologique (40,1 %)
Prévalence de la violence économique	24,8 %
Prévalence de la violence conjugale physique	15,3 %
Prévalence du harcèlement en ligne	4,5 %
Possession de téléphone	92,4 %
N'utilisent pas internet régulièrement	54,6 %
Ont utilisé des outils numériques pour signaler la violence	21 %
Chocs climatiques subis (12 derniers mois)	81,9 %
Cadre juridique	Loi VAPP 2015 ; système Inspire GBV non fonctionnel ; sur les 36 États du Nigéria, elle est domestiquée dans 35 États sur 36.

5.1.2 Vulnérabilité climatique et manifestations locales de la VFF

L'exposition climatique du Nigeria était la plus élevée des quatre pays étudiés : 81,9 % des répondants ont subi au moins un choc climatique au cours des 12 mois précédents. La chaleur extrême était le facteur de stress le plus courant (52,1 %), suivie de la rareté de l'eau (42,4 %), des inondations (40,5 %) et de l'échec des récoltes (26,1 %). Plus de la moitié (52 %) ont déclaré vendre des actifs productifs comme stratégie d'adaptation. Les schémas régionaux sont très différenciés : les inondations dominent dans le Sud-Sud (72,5 %) ; la rareté de l'eau domine dans le Nord-Est (83,6 %) ; la chaleur extrême est le principal facteur dans le Sud-Ouest.

Un cycle saisonnier prévisible de la violence a été documenté : les inondations de la saison des pluies déclenchent des pics de violence conjugale liés au déplacement dans des abris temporaires où les auteurs contrôlent l'accès à la nourriture et au logement ; les pics de pénurie alimentaire de la saison sèche entraînent une violence économique, du sexe transactionnel en échange de nourriture et le mariage des enfants comme stratégies d'adaptation. Parmi les répondants signalant des pénuries de ressources, 58,6 % ont subi un conflit directement lié à cette rareté. Dans l'État de Taraba, où six zones de gouvernement local subissent des inondations chaque année, des leaders communautaires ont décrit des hommes exploitant le vide de pouvoir créé par le déplacement pour imposer des mariages avec des mineures, présentés comme des « arrangements protecteurs ». Ce lien entre climat et mariage des enfants a été confirmé dans les États de Lagos, Rivers, Ebonyi, Taraba et Yobe. La migration climatique au Nigeria touche de manière disproportionnée les jeunes femmes célibataires âgées de 15 à 30 ans ; parmi celles qui s'étaient déplacées au cours de l'année précédente (26 %), 10,5 % ont subi une exploitation sexuelle en contexte de déplacement.

5.1.3 Paysage numérique et VFF en ligne

Le Nigeria est le plus grand marché numérique d'Afrique. 92,4 % des répondants possédaient un téléphone portable ; les pratiques de communication comprenaient les appels vocaux (73,6 %), WhatsApp (53,1 %), Facebook (44,4 %) et TikTok (29,3 %). Cependant, 54,6 % n'utilisaient pas internet régulièrement et seulement 21 % avaient déjà utilisé des outils numériques pour signaler une violence. La violence basée sur le genre facilitée par la technologie a été largement documentée : plus de 70 % des femmes lors des discussions de groupe ont signalé une cybertraque ou une surveillance en ligne persistante de la part de partenaires intimes. Des hommes de l'État d'Ebonyi ont reconnu surveiller les activités numériques de leurs épouses comme un droit conjugal — un contrôle numérique explicite présenté comme une prérogative conjugale légitime. La loi nigériane de 2015 sur la cybercriminalité criminalise la cybertraque, mais les dispositions spécifiques relatives au partage non consenti d'images intimes restent ambiguës ; les bureaux de police dédiés au genre, en dehors de Lagos, manquent d'ordinateurs fonctionnels et d'outils de criminalistique numérique. Le système DSVCMS de Lagos (système de gestion des cas de violence domestique et sexuelle) a été systématiquement cité comme une référence nationale en matière de documentation des preuves numériques.

5.1.4 Récits illustratifs — Nigeria

Nigeria — Voix des survivantes

« Quand la pluie arrive et que la rivière déborde, nous quittons la maison. Mon mari me reproche d'avoir perdu des choses dans l'eau. Puis, quand nous sommes dans le camp avec d'autres familles, il n'y a plus d'intimité. Des hommes de l'extérieur viennent la nuit. J'ai vu des choses arriver à de jeunes femmes que personne ne signale, car ces hommes contrôlent l'accès aux vivres. » — Femme, 28 ans, discussion de groupe, État de Taraba.

« Mon mari a appris par son frère [les images divulguées]. Il ne m'a pas demandé si j'allais bien. Il m'a demandé comment j'avais pu déshonorer notre famille. Il a mis mes affaires dehors. Je n'avais nulle part où aller. La police a dit que c'était une affaire Facebook. » — Femme, 34 ans, discussion de groupe, État d'Ebonyi.

5.2 Togo

5.2.1 Profil du pays et situation de référence de la VFF

Le Togo est un petit pays côtier d'Afrique de l'Ouest comptant environ 8,7 millions d'habitants. L'EDS-V du Togo (2017) estimait que 27,8 % des femmes âgées de 15 à 49 ans avaient subi des violences physiques ou sexuelles ; des études antérieures documentaient que 63 % des filles âgées de 9 à 19 ans faisaient face à des violences physiques et 92 % à des violences psycho-morales. Il convient de noter que la violence obstétricale dans les établissements de santé a été spécifiquement documentée au Togo — représentant une dimension institutionnelle de la VFF sans recours juridique actuel. Le Togo a réalisé des progrès législatifs notables (Code des personnes et de la famille de 2019 ; loi sur la cybersécurité de 2018), mais ne dispose pas d'une loi autonome sur la violence faite aux femmes, et la violence économique et psychologique n'est pas explicitement criminalisée.

Le travail de terrain de Her Voice a couvert les six régions nationales (seule étude pays à bénéficier d'une portée régionale nationale complète), atteignant 303 répondants. Les Centres d'écoute du GF2D (Groupe de Femmes pour la Démocratie et le Développement) ont été identifiés comme l'institution de lutte contre les VBG la plus fiable au Togo, largement préférée aux commissariats de police pour leur accessibilité, leur confidentialité et leur accueil exempt

de jugement. 40,9 % des répondants ont déclaré ne pas savoir où chercher de l'aide en cas de violence — l'écart de connaissance le plus élevé du projet.

Tableau 5.2 : Profil pays de la VFF (Togo)

Indicateur	Données du Togo
Échantillon d'enquête	303 répondants, les 6 régions administratives
Ne savent pas où chercher de l'aide	40,9 % — écart de connaissance le plus élevé des quatre pays
Possession de téléphone	86,1 %
Compétences numériques nulles ou très faibles	98 %
Ont utilisé des outils numériques pour signaler la violence	10,2 %
Événements climatiques subis (12 derniers mois)	41,9 %
Pénuries alimentaires subies	68 %
Institution VBG la plus fiable	Centres d'écoute du GF2D (préférés à la police)
Cadre juridique	Pas de loi autonome sur la VFF ; loi sur la cybersécurité de 2018 ; Code des personnes de 2019 ; violence économique/psychologique non criminalisée

5.2.2 Vulnérabilité climatique et manifestations locales de la VFF

41,9 % des répondants ont déclaré avoir subi des événements climatiques au cours des 12 mois précédents, dont 68 % des pénuries alimentaires. Trois trajectoires climat-violence ont été documentées avec une clarté particulière au Togo. Premièrement, la trajectoire sécheresse-violence : les échecs de récoltes créent un stress économique, qui engendre des accusations portées contre les femmes pour les greniers vides, dégénérant en violence conjugale. Deuxièmement, la trajectoire déplacement lié aux inondations : les femmes supportent de manière disproportionnée le poids du déplacement climatique, perdant l'accès aux activités économiques et sombrant dans des relations de dépendance génératrices de conflits sociaux secondaires. Troisièmement, la trajectoire de la migration saisonnière masculine : le départ des hommes pour un travail urbain laisse les femmes cheffes de ménage de fait, confrontées à l'isolement, à des ressources réduites et à un harcèlement opportuniste de la part des membres de la communauté.

Le travail de terrain togolais apporte une contribution unique et importante en documentant en détail la vulnérabilité composée des femmes en situation de handicap — une population confrontée à un triple risque : une exposition climatique disproportionnée (incapacité à évacuer rapidement en cas d'inondation ou de chaleur), une violence disproportionnée (violence conjugale accrue, harcèlement numérique ciblé, isolement social), et une exclusion quasi totale des services de lutte contre les VBG (aucun abri adapté, aucune communication d'urgence inclusive du handicap). Des répondants d'organisations de personnes handicapées interrogés lors des entretiens ont confirmé : « Quand il y a une inondation, de nombreuses femmes en situation de handicap ne peuvent pas se déplacer rapidement. Elles dépendent de leurs proches, qui ne sont pas toujours présents. Parfois, elles restent bloquées dans les maisons, sans aide. »

5.2.3 Paysage numérique et violence en ligne

86,1 % des répondants possédaient ou utilisaient un téléphone portable, mais 98 % avaient des compétences numériques très faibles ou nulles — le paradoxe numérique le plus marqué du projet. Seulement 10,2 % avaient déjà utilisé un outil numérique pour signaler une violence.

L'ANCy (Agence nationale de cybersécurité) n'avait reçu aucune plainte officielle pour cyberharcèlement, alors même que la Police nationale et la Gendarmerie signalaient des cas documentés — un indicateur frappant d'inaccessibilité institutionnelle. Le travail de terrain togolais documente un lien distinctif entre déplacement climatique et exploitation numérique : des femmes déplacées par les inondations ont cherché de l'aide via Facebook et ont été ciblées par des hommes proposant une assistance financière frauduleuse, avant d'être soumises à la sextorsion et au chantage. Ce cycle : déplacement climatique → vulnérabilité → recherche d'aide numérique → exploitation, est identifié comme susceptible de s'intensifier à mesure que les événements climatiques se multiplient.

5.2.4 Récits illustratifs — Togo

Togo — Voix des survivantes et des experts

« Quand ma maison a été détruite par la pluie, j'ai cherché de l'aide sur Facebook. Un homme m'a écrit en disant qu'il pouvait m'envoyer de l'argent. Il était gentil au début, puis il a demandé des photos. Quand j'ai refusé, il a menacé de publier nos conversations. Je me suis sentie humiliée et prise au piège. Je ne savais pas à qui en parler. » — Femme, discussion de groupe, région Centrale urbaine.

« Dans l'espace numérique, les femmes en situation de handicap sont très exposées au harcèlement. On se moque de leur handicap, on leur envoie des messages insultants ou humiliants. Pour éviter tout cela, beaucoup renoncent aux réseaux sociaux. C'est une forme de violence silencieuse, mais bien présente. » — Répondant, entretien avec informateur clé, organisation de personnes handicapées, Togo.

5.3 Cameroun

5.3.1 Profil du pays et situation de référence de la VFF

Le Cameroun, souvent décrit comme « l'Afrique en miniature » en raison de sa diversité écologique et culturelle, occupe une position unique à la charnière entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. Avec une population d'environ 29 millions d'habitants, son paysage politique a été considérablement déstabilisé par la crise anglophone dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest depuis 2016, aggravée par l'insurrection de Boko Haram dans l'extrême nord. L'EDS 2018 a enregistré que 64 % des femmes avaient subi une forme de violence ; une analyse de 2022 du Nkafu Policy Institute a documenté que 43,2 % des femmes en union subissaient des violences domestiques. Le Cameroun ne dispose pas de loi nationale dédiée à la violence faite aux femmes ; la violence domestique est traitée à travers les dispositions générales du Code pénal relatives aux voies de fait. Le MINPROFF (ministère de la Promotion de la femme et de la famille) est formellement intégré au Plan national d'adaptation et à la CDN, mais manque de budget et de mandat pour faire appliquer les réponses en matière de VBG.

Le travail de terrain de Her Voice a couvert 70 ménages et 104 participants aux discussions de groupe dans sept communautés des régions du Sud-Ouest et du Littoral. Un résultat distinctif a été le paradoxe de la vulnérabilité urbaine — les ménages urbains ont présenté un stress climatique cumulé statistiquement plus élevé que les ménages ruraux, remettant directement en question l'hypothèse politique dominante selon laquelle la vulnérabilité climatique serait avant tout un problème rural. 66,7 % des ménages déplacés ont signalé des violences, contre 41,5 % des ménages non déplacés ; un écart de 25 points de pourcentage confirmant le déplacement comme le principal amplificateur de risque de violence au niveau individuel dans l'échantillon camerounais.

Tableau 5.3 : Profil du pays de la VFF (Cameroun)

Indicateur	Données du Cameroun
Échantillon d'enquête	70 entretiens ménages ; 104 participants aux discussions de groupe ; 7 communautés (régions du Sud-Ouest et du Littoral)
Taux de violence déplacés vs non déplacés	66,7 % déplacés contre 41,5 % non déplacés
Ménages subissant 2 chocs climatiques simultanés ou plus	75 % (indice de stress climatique)
Pénuries alimentaires 3 fois ou plus par an	Plus de 70 %
Violence accrue pendant les pénuries alimentaires	33 % des ménages
Rareté de l'eau signalée	58,2 %
Inondations signalées	50,7 %
Possession de téléphone	98,5 %
Score moyen de littératie numérique	2,51 sur 5
Ont utilisé des outils numériques pour signaler la violence	10,4 %
Cadre juridique	Pas de loi autonome sur la VFF ; dispositions du Code pénal ; rôle de coordination du MINPROFF ; plateforme numérique ALERT GBV opérationnelle

5.3.2 Vulnérabilité climatique et manifestations locales de la VFF

La rareté de l'eau (58,2 %) et les inondations (50,7 %) étaient les facteurs de stress climatique les plus fréquemment signalés. 75 % des ménages ont subi deux chocs climatiques simultanés ou plus (indice de stress climatique). Plus de 70 % ont connu des pénuries alimentaires au moins trois fois au cours de l'année précédente ; un tiers a signalé une augmentation de la violence pendant les périodes de pénurie alimentaire. Les ménages ont consacré en moyenne 12 jours par mois à la collecte d'eau — près d'un quart y consacrant 20 jours ou plus — une charge assumée de manière disproportionnée par les femmes et les filles, avec des implications directes sur leur sécurité. Le lien conflit-climat ajoute des dimensions spécifiques absentes des autres pays de l'étude : les femmes des communautés touchées par la crise anglophone et de l'extrême nord font face à des risques cumulés où le déplacement lié au conflit et au changement climatique se conjugue à des infrastructures de protection gravement affaiblies.

Le paradoxe de la vulnérabilité urbaine a constitué le résultat contre-intuitif le plus frappant : à Motowo, Buea Town, Bonaberi et Bois de Senche, les inondations récurrentes dues à un drainage urbain inadéquat sont devenues une condition annuelle normalisée. Les données sur la VFF en milieu urbain sous-représentent généralement les populations des quartiers informels, les plus touchées. Ce résultat a des implications politiques directes : les stratégies d'adaptation climatique doivent inclure les quartiers informels urbains comme zone de vulnérabilité prioritaire, plutôt que de diriger toutes les ressources vers les communautés rurales.

5.3.3 Paysage numérique et violence en ligne

La possession de téléphone était quasi universelle (98,5 %), mais la littératie numérique moyenne n'atteignait que 2,51 sur 5, moins d'un quart des répondants déclarant des

compétences bonnes ou avancées. Seulement 10,4 % avaient déjà utilisé des outils numériques pour signaler une violence. Un écart genré de perception du numérique a été documenté dans tous les sites de discussion de groupe : les femmes décrivaient les préjudices numériques comme « fréquents et routiniers » ; les hommes en minimisaient ou en niaient la prévalence, ce qui entrave la reconnaissance institutionnelle et la réponse apportée. La plateforme ALERT GBV (gérée par le MINPROFF) a été identifiée comme une innovation importante offrant un signalement accessible et confidentiel — mais elle manque d'intégration avec les systèmes de police, de santé ou de justice, limitant sa capacité à produire des résultats de sécurité au-delà de l'enregistrement des plaintes.

5.3.4 Récits illustratifs — Cameroun

Cameroun — Voix de la communauté

« Elle est harcelée tous les jours sur Facebook. C'est devenu normal maintenant. Personne ne fait rien. » — Discussion de groupe de femmes, Bonaberi, Cameroun. Cette phrase — « c'est devenu normal maintenant » — est revenue de manière récurrente dans les sites de discussion de groupe au Cameroun et résume comment la normalisation de la VBGFT empêche le signalement et la réponse institutionnelle.

« À cause des inondations, nous ne pouvons plus bien cultiver. Cela veut dire moins de nourriture et plus de pression à la maison. Certains hommes déchargent leur frustration sur leurs femmes et leurs enfants. Quand la nourriture s'épuise, c'est là que les problèmes commencent. » — Agricultrice, discussion de groupe, Mile 16.

5.4 Ghana

5.4.1 Profil du pays et situation de référence de la VFF

Le Ghana est une démocratie à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, comptant environ 35 millions d'habitants. Le Service statistique du Ghana (2022) a documenté que 24,4 % des femmes âgées de 15 à 49 ans avaient subi des violences physiques ou sexuelles de la part d'un partenaire intime. La loi 732 sur la violence domestique (2007), criminalisant le viol conjugal et créant le DOVVSU, a constitué une réalisation majeure pour l'Afrique de l'Ouest. Toutefois, le Fonds contre la violence domestique, exigé par un arrêt de la Cour suprême de 2017, n'a pas été établi ; les services du guichet unique du DOVVSU restent disponibles uniquement à Accra ; et les examens médico-légaux sont à la charge des survivantes, créant une barrière de marchandisation de la justice pour les femmes les plus marginalisées économiquement.

Le travail de terrain de Her Voice a été mené dans la région du Haut-Est (communautés de Yarigabisi et de Gowrie) — une population « laissée pour compte » dont le profil contraste fortement avec les statistiques nationales agrégées : 73,3 % de femmes, âge moyen de 50,3 ans, 60 % sans éducation formelle, 0 % d'utilisation des outils numériques de signalement des VBG. L'étude au Ghana a intégré quatre modèles de régression exécutés dans SPSS, fournissant une analyse économétrique rigoureuse du lien climat-VFF-numérique.

Tableau 5.4 : Profil du pays de la VFF (Ghana)

Indicateur	Données du Ghana
Échantillon d'enquête	60 répondants, région du Haut-Est (Yarigabisi, Gowrie)
Profil de l'échantillon	73,3 % de femmes ; âge moyen 50,3 ans ; 60 % sans éducation formelle
Sécheresse/échec des récoltes signalés	~98 %
Pénurie alimentaire signalée	100 %

Violence accrue pendant les pénuries alimentaires	88 % — le taux le plus élevé des quatre pays
Possession de téléphone	86,7 %
Faible littératie numérique	78,3 %
Utilisation d'outils numériques de signalement des VBG	0 % (échantillon rural)
Résultat de régression — climat/violence	Les facteurs de stress climatique = principal prédicteur de toute violence ($p=0,011$) ; $R^2=0,627$
Résultat de régression — paradoxe numérique	La possession de téléphone accroît le risque de violence ($B=0,362$, $p=0,005$) — « effet de retour de bâton »
Cadre juridique	Loi sur la VD 732 (2007) ; DOVVSU actif ; guichet unique uniquement à Accra ; Fonds contre la VD non établi

5.4.2 Vulnérabilité climatique et manifestations locales de la VFF

Dans les deux communautés étudiées, le stress climatique était quasi absolu : la sécheresse et l'échec des récoltes ont chacun été signalés par environ 98 % des répondants ; les pénuries alimentaires étaient universelles (100 %) ; et 88 % ont signalé une augmentation de la violence au sein du ménage pendant les périodes de pénurie alimentaire — le lien entre pénurie alimentaire-et violence étant le plus fort de tous les pays étudiés. Les femmes âgées de 35 ans et plus ont été systématiquement identifiées par les membres de la communauté comme le groupe le plus exposé au climat — trop âgées pour migrer vers le sud, affaiblies physiquement par l'intensification de la chaleur, et chargées des petits-enfants laissés par des filles ayant migré. L'analyse de régression (modèle 4, $R^2=0,627$) a confirmé que les facteurs de stress climatique constituaient le principal déterminant de la destruction du patrimoine des ménages ($\beta=-0,416$, $p<0,001$), devançant toutes les autres variables ; et que la littératie numérique n'a aucun effet indépendant sur les résultats économiques lorsque la vulnérabilité climatique n'est pas prise en charge (le « facteur nul », $p=0,378$).

Le « pot vide comme point de rupture » — une expression née dans les discussions de groupe et confirmée dans toutes les séances — résume la trajectoire faim-colère : l'échec des récoltes vide le pot, le pot vide crée des tensions au sein du ménage, les tensions déclenchent la violence, et la violence aggrave la pauvreté qui a produit le pot vide. Ce cycle auto-entretenu constitue le résultat central du travail de terrain au Ghana et a des implications profondes pour une programmation intégrée climat-VFF.

5.4.3 Paysage numérique et VFF en ligne

86,7 % des répondants possédaient un téléphone, mais 78,3 % présentaient une faible littératie numérique et 0 % de l'échantillon rural avait déjà utilisé un outil numérique de signalement des VBG. L'« effet de retour de bâton » déterminant a été mis en évidence par l'analyse de régression : les femmes possédant un téléphone subissaient des violences plus fréquentes ($B=0,362$, $p=0,005$) — l'indépendance numérique, dans des ménages patriarcaux soumis à un stress économique, est vécue comme une menace pour l'autorité masculine, déclenchant des comportements de contrôle et des représailles. Des hommes de Yarigabisi ont confirmé directement cette dynamique : « Si vous avez un téléphone et que l'homme n'en a pas, il va confisquer votre téléphone. » Le « cas Carlos » a documenté l'arrivée du partage non consenti d'images intimes dans cette communauté rurale du Haut-Est : « Carlos a couché avec elle et a fait une vidéo et une publication » — démontrant que le partage non consenti d'images intimes n'est plus confiné aux espaces numériques urbains.

5.4.4 Récits illustratifs — Ghana

Ghana — Voix de la communauté

« Si l'homme bat sa femme, et que vous allez le signaler au palais du chef ou à la police au retour, vos affaires sont dehors. » — Discussion de groupe de femmes, Gowrie.

« Il n'y a pas de règle ici. S'ils vous battent, ils vous battent librement. » — Discussion de groupe de femmes, Yurigabisi.

« Si vous cultivez et que vous obtenez jusqu'à 2 sacs, cela fait crier la famille. Si vous ne cultivez pas, c'est mieux. » — Femme, 50 ans, Yurigabisi, décrivant le dilemme impossible entre l'échec agricole et la violence domestique.

SECTION 6

Changement climatique et violence faite aux femmes

6. CHANGEMENT CLIMATIQUE ET VFF

POINTS CLÉS — CHANGEMENT CLIMATIQUE ET VFF

- La sécheresse, les inondations et la rareté des ressources sont systématiquement liées à une violence accrue dans les quatre pays.
- Le déplacement est l'amplificateur de risque au niveau individuel le plus puissant identifié dans l'étude.
- Les récits culturels présentent parfois la violence consécutive aux chocs climatiques comme naturelle ou attendue, ce qui aggrave la sous-déclaration.

L'intersection entre le changement climatique et la violence faite aux femmes agit comme un multiplicateur de menaces en Afrique de l'Ouest et du Centre. À mesure que les chocs environnementaux (de la désertification au Sahel aux inondations côtières dans le golfe de Guinée) déstabilisent les économies locales, les inégalités de genre préexistantes s'en trouvent gravement exacerbées, se manifestant par des schémas distincts de violence basée sur le genre. Cette section approfondit, à travers les pays étudiés, la manière précise dont les chocs environnementaux alimentent la violence de genre, en couvrant les schémas de déplacement et de conflit autour des ressources, les corridors de migration et d'exploitation, les justifications culturelles de la violence, et les tendances statistiques transnationales.

6.1 Rareté des ressources et concurrence

La dégradation de l'environnement diminue directement la quantité de ressources essentielles, forçant les populations à rivaliser davantage et engendrant des risques physiques fortement différenciés selon le genre.

6.1.1 Schémas de déplacement liés à la sécheresse et aux inondations

Les phénomènes météorologiques extrêmes qui affectent la région sont à l'origine de diverses formes de déplacement. Les sécheresses prolongées dans le bassin du lac Tchad qui s'étend sur le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria, ont déclenché un déplacement prolongé et à évolution lente, tandis que les inondations saisonnières sévères dans les États côtiers comme le Togo et le sud du Nigéria provoquent un déplacement soudain et aigu. Les femmes en transit et celles vivant dans les camps de personnes déplacées internes (PDI) sont exposées à de graves insuffisances en matière de protection et de sécurité. Les abris temporaires surpeuplés et l'effondrement des structures de protection communautaire sont systématiquement corrélés à des pics de violence sexuelle et d'abus domestiques. Le déplacement prive fondamentalement les femmes de leur droit foncier et de leur autonomie économique, limitant sévèrement leur capacité à échapper à des environnements abusifs (Nagarajan et al., 2024).

Le travail de terrain de Her Voice a confirmé ce schéma dans les quatre pays. Dans l'État de Taraba au Nigéria, six zones de gouvernement local subissent des inondations chaque année, créant des cycles prévisibles de déplacements vers des camps et de violence sexuelle associée, décrite comme « endémique, dans une culture du silence », car les auteurs contrôlent l'accès à la nourriture et au logement. Au Togo, les inondations déplacent les

femmes de leurs maisons en terre et les rendent dépendantes de leurs proches, provoquant des conflits sociaux secondaires. Au Cameroun, les ménages déplacés ont signalé un taux de violence de 66,7 % contre 41,5 % pour les ménages non déplacés — un écart de 25 points de pourcentage confirmant le déplacement comme l'amplificateur de risque de violence le plus puissant au niveau individuel dans l'échantillon. Au Ghana, la population de femmes âgées « laissées pour compte » (âge moyen de 50,3 ans) représente un risque spécifique adjacent au déplacement : trop âgées pour migrer vers le sud, elles font face à un stress climatique s'intensifiant sans option de sortie ni infrastructure de soutien numérique.

6.1.2 Conflits intracommunautaires autour des ressources et incidents de VFF

Parce que les femmes et les filles assument la responsabilité principale de l'approvisionnement en eau et en énergie (bois de chauffe) du ménage, la rareté induite par le climat les contraint à parcourir de plus longues distances vers des territoires inconnus ou contestés. Ces « conflits de points d'eau » et itinéraires de cueillette sont fortement associés à une exposition accrue aux agressions sexuelles et au harcèlement par des acteurs armés étatiques et non étatiques, ainsi que par des membres concurrents de la communauté. Au Cameroun, les ménages ont consacré en moyenne 12 jours par mois à la collecte d'eau (près d'un tiers y consacrant 20 jours ou plus), une charge de temps assumée de manière disproportionnée par les femmes et les filles, avec des implications directes sur leur sécurité. L'incapacité à assumer les rôles ménagers traditionnels en raison de l'épuisement des ressources déclenche également fréquemment une violence conjugale de représailles au sein du foyer, les hommes dirigeant leur frustration contre des femmes incapables d'accomplir des tâches de survie genrées (Castañeda Camey et al., 2020).

Parmi les répondants nigériens signalant des pénuries de ressources, 58,6 % ont subi un conflit directement lié à cette rareté — la démonstration quantitative la plus claire de la trajectoire causale ressources-conflit-VFF. Dans la région du Haut-Est au Ghana, 100 % des répondants ont subi des pénuries alimentaires et 88 % ont signalé une augmentation de la violence domestique pendant ces périodes, fournissant la preuve empirique la plus univoque de la dynamique du « pot vide comme point de rupture » dans le projet.

6.2 Migration induite par le climat et l'exploitation

Lorsque l'adaptation sur place échoue, la migration devient un mécanisme d'adaptation principal. Cependant, la dimension liée au genre de cette mobilité introduit des risques d'exploitation sévères qui se manifestent fréquemment comme une forme nouvelle et distincte de VFF liée au climat.

6.2.1 Corridors de migration et profils de risque pour les femmes

La migration de détresse depuis des zones rurales soumises au stress climatique (comme le nord agricole du Nigeria et du Cameroun, le nord du Ghana) vers les centres urbains crée des corridors précaires. Contrairement à la migration économique volontaire, la migration induite par le climat est souvent brusque et sous-dotée en ressources. Les femmes qui migrent sans capital ni escorte masculine sont systématiquement ciblées le long des routes de transit, et font face à l'extorsion et à la violence sexuelle aux frontières et aux points de contrôle informels. La migration climatique au Nigéria touche de manière disproportionnée les jeunes femmes célibataires âgées de 15 à 30 ans, en raison de coûts de relocalisation plus faibles ; parmi celles qui s'étaient déplacées (26 % de l'échantillon), 10,5 % ont subi une exploitation sexuelle, 12,3 % des violences domestiques et 8,8 % du travail forcé en contexte de déplacement.

Le travail de terrain au Ghana a documenté l'expérience spécifique des kayayei — de jeunes femmes qui migrent de la région du Haut-Est, soumise au stress climatique, vers les villes du sud pour y devenir portefaix — confrontées à un travail informel sans protection, à

l'exploitation, et au risque de revenir avec un statut social réduit. Selon un entretien avec Caritas Ghana, « le déplacement climatique est en train de se produire ... les gens se déplacent du nord vers le sud. Certains ne sont peut-être pas dans des camps officiels, mais leur situation pourrait être pire. » La rareté des ressources contraint également les femmes à parcourir de longues distances pour trouver de l'eau et du bois de chauffe, augmentant ainsi leur exposition au harcèlement et à l'agression en chemin — un risque documenté dans les quatre pays étudiés.

Le travail de terrain de Her Voice quantifie ce risque au Nigéria : sur 57 répondants déplacés, 10,5 % ont signalé une exploitation sexuelle, 8,8 % du travail forcé et 12,3 % des violences domestiques. Au Ghana, le phénomène des *kayayei* — de jeunes femmes migrantes du Haut-Est, soumises au stress climatique, se déplacent vers les villes du sud à la recherche d'un travail de portefaix — comporte des risques de sécurité sévères, sans aucune protection juridique le long du corridor migratoire.

6.2.2 Traite des êtres humains, travail forcé et vulnérabilités liées aux genres

La déstabilisation des moyens de subsistance ruraux rend les femmes et les filles hautement susceptibles aux réseaux de traite des êtres humains opérant en Afrique de l'Ouest et du Centre. À la suite de catastrophes à évolution rapide, des réseaux de traite infiltrent fréquemment les communautés touchées en proposant un emploi frauduleux ou un passage sûr. Les femmes sont de manière disproportionnée victimes de traite à des fins de servitude domestique, de travail agricole forcé et d'exploitation sexuelle. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement identifie le désespoir économique induit par le climat comme un catalyseur majeur poussant les femmes vers le sexe transactionnel comme stratégie de survie, ce qui comporte des risques élevés de violence physique et de coercition (PNUE, 2022).

Dans les quatre pays de Her Voice, les répondants aux entretiens et aux discussions de groupe ont documenté comment le désespoir économique pendant et après les chocs climatiques crée des conditions de coercition structurelle dans lesquelles les « choix » des femmes (y compris le sexe transactionnel, le mariage précoce, ou l'engagement avec des bienfaiteurs numériques inconnus) constituent des impératifs de survie en situation de vulnérabilité aiguë, plutôt que des choix autonomes au sens propre. Au Ghana : « cinq cedis... elle va se donner à cet homme » — le récit d'une participante à une discussion de groupe communautaire décrivant le sexe transactionnel pendant une crise alimentaire — illustre cette dynamique avec une franchise douloureuse.

6.3 Croyances culturelles et justifications de la VFF

Le stress climatique ne crée pas seulement une nouvelle violence, il instrumentalise des normes culturelles existantes, mobilisant des cadres traditionnels pour rationaliser les abus face à l'anxiété écologique. Cette instrumentalisation suit deux schémas principaux documentés lors du travail de terrain.

6.3.1 Normes traditionnelles autour des événements météorologiques

La dévastation économique causée par l'échec des récoltes accélère souvent l'instrumentalisation des normes traditionnelles — notamment le mariage des enfants, une forme reconnue de violence basée sur le genre et de maltraitance infantile. Dans les communautés agraires de la région, marier des filles mineures devient une stratégie d'adaptation pour réduire la charge économique du ménage et percevoir une dot pendant les sécheresses prolongées. Cette pratique interrompt brutalement la scolarité des filles et les expose à une grossesse précoce ainsi qu'à des risques de violence conjugale tout au long de leur vie (Simba et al., 2023). Le travail de terrain de Her Voice a confirmé le mariage des enfants comme mécanisme d'adaptation climatique dans les quatre pays. Au Nigeria, la

séquence causale a été décrite directement : « Un homme est venu en disant qu'il avait besoin d'une épouse. Comme il n'y avait pas de nourriture, la famille a donné sa fille. » (discussion de groupe, État d'Ebonyi). Au Ghana, les femmes ont décrit un parcours de vie agriculture-violence débutant à l'adolescence, où des représailles physiques normalisées contre l'affirmation de soi des filles se prolongent à l'âge adulte, où l'échec des récoltes devient le déclencheur direct de la violence conjugale.

6.3.2 Rituels ou tabous sanctionnant la violence

Dans les cas extrêmes de détresse écologique, les systèmes de croyances traditionnels peuvent être invoqués pour désigner des populations vulnérables comme boucs émissaires. Des anomalies météorologiques localisées et sévères (par exemple des sécheresses hors saison ou des tempêtes destructrices) ont historiquement été attribuées à une colère spirituelle, aboutissant parfois à des accusations de sorcellerie contre des femmes âgées ou des veuves. Ces accusations servent de justifications culturellement sanctionnées à la violence publique, à l'ostracisme ou à la saisie des terres et des biens des femmes. Bien que le travail de terrain de Her Voice n'ait pas documenté ce phénomène sous sa forme la plus extrême pendant la période d'enquête, les répondants aux entretiens et aux discussions de groupe au Togo et au Nigéria ont identifié les veuves et les femmes âgées comme particulièrement vulnérables à la saisie de biens et à l'exclusion sociale après des catastrophes climatiques, dans le cadre de récits culturels attribuant le malheur à leur présence. Cette attribution culturelle-écologique de la responsabilité aggrave et légitime la violence structurelle contre les femmes les plus marginalisées.

6.4 Comparaisons transnationales et tendances statistiques

La collecte de données sur la VFF dans les régions touchées par le climat demeure difficile en raison de la sous-déclaration et de la gouvernance perturbée. Néanmoins, l'agrégation du travail de terrain primaire de Her Voice dans les quatre pays avec des études localisées issues de la littérature de recherche révèle des corrélations frappantes entre chocs environnementaux et violence. Le tableau suivant synthétise les principales tendances observées.

Tableau 6.1 : Comparaisons transnationales de la VFF et tendances statistiques

Choc/facteur climatique	Contextes pays	Indicateur de VFF	Tendance observée / résultat Her Voice
Sécheresse prolongée (échec agricole)	Cameroun (extrême nord), nord du Nigeria, nord du Ghana	Taux de mariage des enfants	Hausse localisée de 20 à 30 % du mariage précoce pendant les cycles de sécheresse pluriannuels ; confirmée dans les quatre pays de Her Voice (Simba et al., 2023)
Inondations aiguës (déplacement)	Togo, Nigeria côtier, Sud-Ouest du Cameroun	Violence conjugale (VPI)	Ménages déplacés : 66,7 % contre 41,5 % pour les non-déplacés (Cameroun) ; pics significatifs de VPI dans les 6 mois suivant le déplacement (Castañeda Camey et al., 2020)
Épuisement des ressources / rareté de l'eau	Bassin du lac Tchad (Nigeria, Cameroun), nord du Ghana	Agression sexuelle ; conflit au sein du ménage	58,6 % des répondants nigériens confrontés à des pénuries ont subi un conflit lié à la rareté ; corrélation directe entre distance de cueillette et agression (Nagarajan et al., 2024)
Insécurité alimentaire liée aux chocs climatiques	Les quatre pays	Violence (toutes formes)	Ghana : 88 % des ménages ont connu une violence accrue pendant les pénuries alimentaires ; Cameroun : 33 % ; Nigeria : 58,6 % de conflit lié à la

			rareté ; la régression confirme que le climat est le principal prédicteur de la violence (régression Ghana, $p=0,011$)
Chaleur extrême (échec agricole)	Nord du Nigeria, nord du Ghana	Violence économique / destruction du patrimoine	Régression Ghana : facteurs de stress climatique $\beta=-0,416$, $p<0,001$ — le plus grand prédicteur de la destruction du patrimoine des ménages (Mulambo et Thakur, 2025)

Projection statistique : sans mesures d'atténuation et politiques d'adaptation efficaces, la violence domestique en Afrique subsaharienne pourrait tripler d'ici 2060, touchant 140 millions de personnes, sous l'effet des chaleurs extrêmes et du ralentissement du développement (UNFPA, IIASA et Université de Vienne, 2024)⁸. Les résultats économétriques climatiques de Her Voice, confirmant que les facteurs de stress climatique sont les principaux prédicteurs à la fois de la violence et de la pauvreté dans les communautés étudiées, fournissent une base de données probante régionale directe à l'appui de cette projection mondiale.

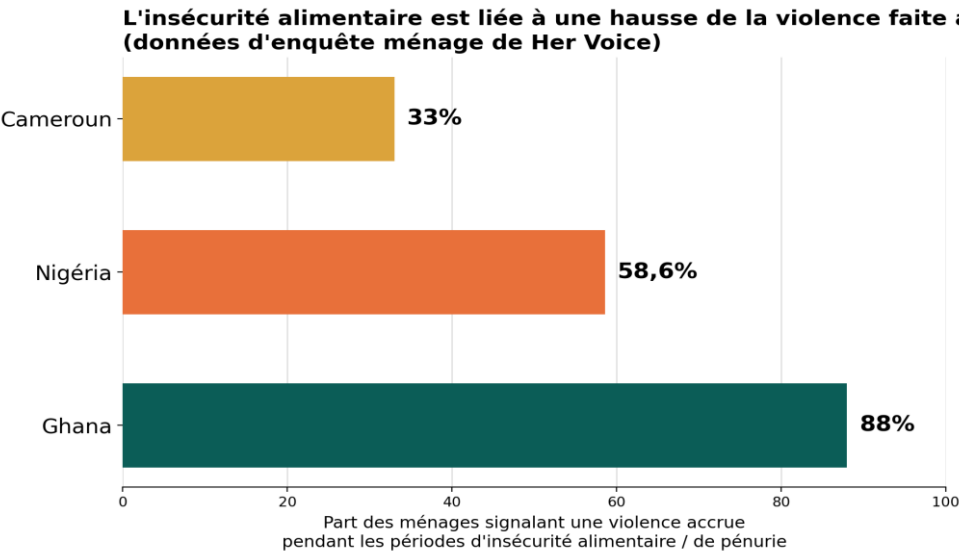


Figure 6.1 : Insécurité alimentaire et lien avec la hausse de la violence faite aux femmes (VFF).
 Source : données d'enquête ménage de Her Voice, Ghana / Nigeria / Cameroun.

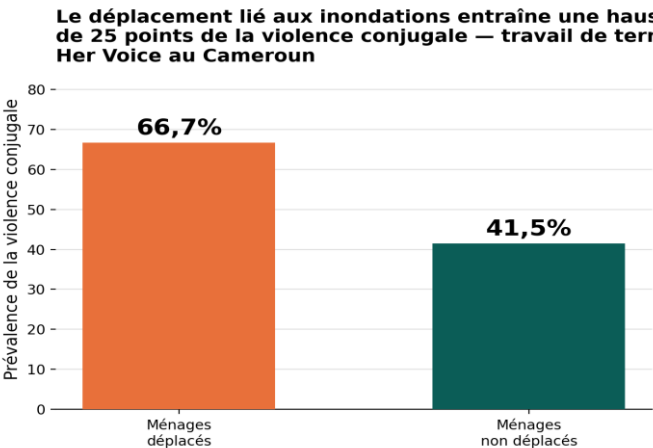


Figure 6.2 : Les déplacements liés aux inondations, un moteur de la hausse de la violence conjugale (VPI).
 Source : travail de terrain de Her Voice au Cameroun, 2025-2026.

⁸ UNFPA, IIASA, & University of Vienna. (2024). Domestic violence in sub-Saharan Africa will triple by 2060.

SECTION 7

Numérisation et violence faite aux femmes

7. NUMÉRISATION ET VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

POINTS CLÉS — NUMÉRISATION ET VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

- La connectivité numérique est une arme à double tranchant : elle permet à la fois l'autonomisation économique et de nouvelles formes de violence facilitée par la technologie.
- Les cadres juridiques des quatre pays accusent un retard sur les réalités numériques, en particulier s'agissant du partage non consenti d'images intimes et de la sextorsion.
- L'application de la loi — et non son absence — constitue la contrainte déterminante : la capacité de criminalistique numérique est quasi inexistante en dehors de quelques centres urbains.

L'expansion rapide du haut débit mobile et de la pénétration des smartphones en Afrique de l'Ouest et du Centre a fondamentalement transformé le paysage des droits des femmes. Si la numérisation offre des opportunités sans précédent d'indépendance économique et de mobilisation sociale, elle a aussi engendré simultanément le « côté obscur » de la connectivité — connu sous le nom de violence basée sur le genre facilité par la technologie (VBGFT). Cette violence numérique reflète, amplifie et agit fréquemment comme précurseur de la violence physique. Cette section examine quelles applications et quels réseaux sont les plus impliqués, comment les schémas de harcèlement diffèrent selon le pays et le profil démographique, le paysage juridique et de signalement, la fracture numérique, et une typologie transnationale guidant des interventions ciblées.

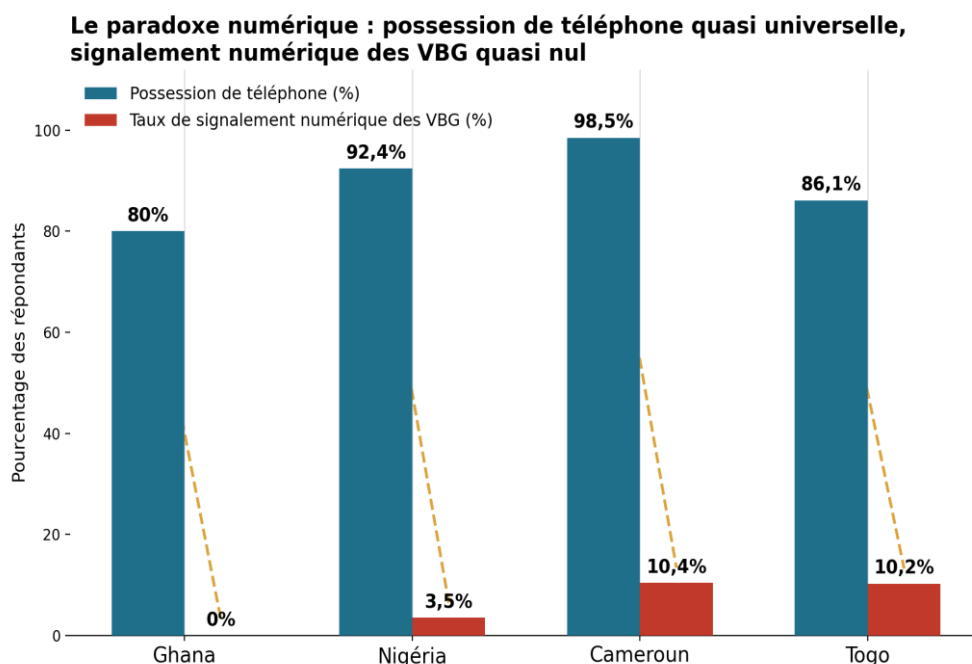


Figure 7.1 : Le paradoxe numérique : possession de téléphone quasi universelle, signalement numérique des VBG quasi nul.

Source : données d'enquête ménage de Her Voice, quatre pays, 2025-2026.

7.1 Harcèlement en ligne et cybertraque

7.1.1 Plateformes, schémas et prévalence

Le harcèlement en ligne dans la région est hautement organisé et cible fréquemment les femmes occupant des rôles publics, politiques ou civiques affirmés. Les plateformes les plus impliquées dans la VBGFT sont les propriétés du groupe Meta (Facebook et WhatsApp) ainsi que X (anciennement Twitter). WhatsApp, en raison de son omniprésence dans la communication tant personnelle que commerciale, constitue un vecteur majeur de cybertraque localisée et de diffusion rapide de contenus abusifs. Les schémas de harcèlement sont fortement genrés : alors que les hommes font généralement face à des insultes politiques ou professionnelles en ligne, les femmes sont massivement soumises à des menaces sexualisées, à la stigmatisation corporelle et à des attaques misogynes coordonnées (UNFPA, 2021).

Le travail de terrain de Her Voice a documenté la VBGFT à grande échelle dans les quatre pays. Au Nigéria, plus de 70 % des femmes lors des discussions de groupe ont signalé une cybertraque ou une surveillance en ligne persistante de la part de partenaires intimes ou d'hommes connus, des hommes de l'État d'Ebonyi présentant explicitement la surveillance numérique comme un droit conjugal. Au Cameroun, un écart de genre systémique de perception du numérique est apparu : les femmes décrivaient les préjudices numériques comme « fréquents et routiniers », tandis que les hommes en minimisaient ou en niaient la prévalence — une dynamique qui entrave directement la reconnaissance institutionnelle et la réponse apportée. En Afrique de l'Ouest et du Centre, Internet Sans Frontières (2019) estime que 45 % des femmes présentes sur les réseaux sociaux ont subi une forme de violence basée sur le genre en ligne ; une enquête mondiale incluant le Nigéria et le Ghana a révélé que 58 % des filles et jeunes femmes avaient subi un harcèlement en ligne (Plan International, 2023).

7.1.2 Impacts sur la liberté d'expression des femmes

Le poids psychologique d'un harcèlement numérique incessant produit un effet dissuasif sur la liberté d'expression des femmes. Face à des abus soutenus, de nombreuses femmes s'autocensurent ou se retirent entièrement des sphères publiques numériques — un phénomène qu'Amnesty International (2018) qualifie de tactique délibérée de réduction au silence. Pour les femmes journalistes, politiciennes et militantes au Nigéria et au Cameroun, ce retrait numérique restreint sévèrement l'avancement professionnel et la participation politique, compromettant directement l'inclusivité démocratique. Les recherches confirment que les femmes sont moins à l'aise que les hommes pour exprimer leurs opinions en ligne en raison de craintes accrues pour leur sécurité (Stevens et al., 2024). Cet effet dissuasif a des implications directes pour la gouvernance climatique : l'exclusion numérique des femmes des espaces de plaidoyer réduit leur capacité à influencer la politique climatique sur des enjeux où elles sont touchées de manière disproportionnée.

7.2 Pornographie de vengeance et partage non consenti d'images

7.2.1 Taux d'incidence et obstacles au signalement

Le partage non consenti d'images intimes (PNCII) — souvent appelé « pornographie de vengeance » — représente l'une des formes les plus dévastatrices de VBGFT dans la région, en raison de ses conséquences sociales hors ligne sévères. Bien que les taux d'incidence exacts soient masqués par une sous-déclaration chronique, le PNCII est instrumentalisé principalement par des ex-partenaires pour se venger ou extorquer les victimes (sextorsion). Les obstacles au signalement sont immenses : dans des contextes culturels conservateurs, la stigmatisation retombe presque entièrement sur la victime, entraînant une culpabilisation

de la victime, un rejet familial et un risque accru de violence physique liée à l'honneur ou conjugale. En conséquence, les femmes signalent rarement ces crimes aux autorités.

Le travail de terrain de Her Voice a documenté des cas concrets de PNCII dans les quatre pays étudiés. À Lagos, une jeune femme a tenté de se suicider après que des images intimes eurent fuité à la suite de la rupture d'une relation — la conséquence la plus grave de VBGFT documentée dans le projet. Dans l'État d'Ebonyi, le partage non consenti des images d'une femme mariée après la fin d'une relation en ligne a détruit son mariage. La réponse policière a consisté à culpabiliser la victime et à l'abandonner. Dans la région rurale du Haut-Est au Ghana, le « cas Carlos » a documenté l'arrivée du PNCII dans une communauté auparavant supposée épargnée par les préjudices numériques : « Carlos a couché avec elle et a fait une vidéo et une publication » — la réponse communautaire a été la moquerie et la honte plutôt que la justice. Au Togo, le lien déplacement climatique-sextorsion a été directement observé : des femmes déplacées par les inondations ayant cherché de l'aide en ligne ont été ciblées par des demandes d'images intimes suivies de chantage.

7.2.2 Cadres juridiques et lacunes d'application

Les cadres juridiques régionaux peinent à suivre le rythme des réalités numériques. La loi nigériane de 2015 sur la cybercriminalité criminalise la cybertraque, mais les dispositions spécifiques relatives au PNCII sont ambiguës ou absentes. La loi camerounaise de 2010 sur la cybercriminalité offre une certaine couverture mais ne comporte pas de cadre dédié à la VBGFT ; l'ANTIC et le MINPROFF opèrent avec des mandats divisés nécessitant une coordination qui, dans la pratique, reste incohérente. La loi ghanéenne 732 sur la violence domestique ne traite pas de la violence numérique ; les outils numériques du DOVVSU présupposent une littératie en smartphone absente dans les populations les plus à risque. La loi togolaise de 2018 sur la cybersécurité fournit un cadre, mais la violence économique et psychologique n'y est pas explicitement criminalisée, et l'ANCy n'a enregistré aucune plainte officielle pour cyberharcèlement malgré une prévalence documentée (Paradigm Initiative, 2021)⁹.

Même lorsqu'un recours juridique existe sur le papier, son application est déplorable. Les forces de l'ordre des quatre pays manquent fréquemment de formation en criminalistique numérique et rejettent systématiquement la VBGFT comme de simples « problèmes internet » triviaux, ou blâment la victime pour la création du contenu. La police de l'État d'Ebonyi a été décrite comme « manquant d'ordinateurs fonctionnels » pour la documentation des preuves numériques. La combinaison de lois absentes ou ambiguës, de défaillances d'application, de stigmatisation et de culpabilisation institutionnelle des victimes crée un environnement d'impunité quasi totale pour les auteurs de VBGFT dans les quatre pays.

Tableau 7.1 : Cadres juridiques et lacunes d'application

Pays	Cadre juridique VBGFT	Lacune clé	Réalité de l'application
Nigéria	Loi de 2015 sur la cybercriminalité (cybertraque, contenu raciste) ; loi VAPP (traque, harcèlement)	Dispositions ambiguës ou absentes spécifiques au PNCII/à la sextorsion	Les bureaux de police dédiés au genre en dehors de Lagos manquent d'ordinateurs et d'outils de criminalistique ; le DSVCS de Lagos = référence
Ghana	Loi sur la VD 732 (2007) — pas de dispositions numériques ; pas de loi autonome sur la VBGFT	La violence numérique est entièrement hors du champ de la loi sur la VD	L'application du DOVVSU nécessite une littératie en smartphone absente dans les communautés rurales ; les examens médico-

⁹ Paradigm Initiative. (2021). Londa: Digital rights and inclusion in Africa report.

			légaux ruraux sont à la charge des survivantes
Cameroun	Loi de 2010 sur la cybercriminalité (couverture partielle) ; dispositions du Code pénal relatives aux voies de fait	Pas de cadre dédié à la VBGFT ; défaillance de coordination entre l'ANTIC et le MINPROFF	La plateforme ALERT GBV n'est pas intégrée à la police/justice ; aucune capacité de criminalistique numérique dans la plupart des commissariats
Togo	Loi de 2018 sur la cybersécurité (cadre relatif aux préjudices numériques)	Violence psychologique et économique non criminalisée ; pas de dispositions spécifiques au PNCH	ANCy : aucune plainte officielle pour cyberharcèlement malgré une prévalence documentée ; inaccessibilité institutionnelle pour les femmes rurales/en situation de handicap

7.3 Accès à internet : autonomisation contre inégalité

7.3.1 Les disparités en compétences numériques selon l'âge, le lieu de résidence et le statut socioéconomique.

La fracture numérique de genre en Afrique subsaharienne demeure l'une des plus élevées au monde. Le rapport 2025 du GSMA sur l'écart mobile de genre documente que les femmes d'Afrique subsaharienne ont environ 30 % moins de chances de posséder un smartphone et 20 % moins de chances d'utiliser l'internet mobile que les hommes. L'accès est conditionné par le statut socioéconomique, l'âge et la fracture rural-urbain. Les femmes rurales, âgées et à faibles revenus font face à des obstacles cumulatifs : coût élevé des données mobiles, manque d'électricité fiable et taux d'alphabétisation plus faibles. La possession d'appareils est souvent contrôlée par les hommes au sein des ménages : les femmes dépendent fréquemment d'un « accès emprunté » au téléphone d'un mari, d'un frère ou d'un enfant, éliminant toute confidentialité numérique et exposant leurs communications à la surveillance et au contrôle coercitif (World Wide Web Foundation, 2020).

Le travail de terrain de Her Voice a confirmé et approfondi ce constat. Dans la région du Haut-Est au Ghana : 78,3 % des répondants avaient une faible littératie numérique et 0 % de l'échantillon rural avait déjà utilisé des outils numériques de signalement des VBG. Au Togo : 34 % avaient des compétences numériques nulles (incapables de recevoir des appels, d'envoyer des SMS ou d'ouvrir des menus sans aide) et 64 % avaient des compétences de niveau 1, limitées à la simple réception d'appels. Au Cameroun : la littératie numérique moyenne s'établissait à 2,51 sur 5. Le Nigeria, avec la pénétration numérique la plus élevée du projet (92,4 % de possession de téléphone), comptait encore 54,6 % de répondants n'utilisant pas internet régulièrement. La régression du Ghana (modèle 4, $R^2=0,627$) a établi un « facteur nul » : la littératie numérique n'a aucun effet indépendant sur l'accumulation de patrimoine des ménages ($p=0,378$) dans les communautés rurales soumises au stress climatique — l'obstacle est la pauvreté structurelle et la vulnérabilité climatique, non les compétences. Cela a des implications profondes pour les programmes d'autonomisation numérique.

7.3.2 Études de cas d'initiatives d'autonomisation par le numérique

Malgré ces obstacles, lorsque l'accès est sécurisé et contextuellement adapté, le potentiel d'autonomisation est transformateur. Les plateformes de mobile money (par exemple MoMo

au Ghana, Flutterwave, Opay, Moniepoint au Nigeria) ont permis aux femmes de contourner les structures bancaires traditionnelles à dominance masculine, de sécuriser une autonomie financière et un capital d'entreprise en dehors du contrôle masculin du ménage. Des applications d'information agricole ont fourni des données sur les prix des récoltes et des mises à jour météorologiques aux communautés agricoles des quatre pays. Les groupes de soutien féminins et « réseaux de chuchotement » basés sur WhatsApp ont permis le partage anonyme d'informations sur les agresseurs, des ressources pour naviguer face aux VBG, et une action civique collective en dehors du regard des gardiens communautaires.

Les outils numériques institutionnels ont également montré une promesse réelle lorsqu'ils étaient conçus de manière appropriée : le DSVCMS de Lagos a été systématiquement identifié comme une référence nationale permettant aux survivantes de s'autodéclarer et de documenter des preuves numériques. Le canal de signalement par ligne d'assistance du DOVVSU au Ghana a fourni un soutien accessible aux femmes de la périphérie urbaine d'Accra. Au Cameroun, la plateforme ALERT GBV a renforcé la confidentialité et l'accessibilité pour les survivantes jeunes et urbaines. Ces exemples positifs confirment que l'autonomisation numérique (lorsqu'elle est conçue pour tenir compte des rapports de pouvoir, de la sécurité et de l'accessibilité pour les populations les plus à risque) peut être véritablement protectrice et transposable à plus grande échelle.

7.4 Comparaisons transnationales et typologies émergentes

Le harcèlement numérique répété exerce un lourd impact psychologique sur les femmes et peut progressivement restreindre leur liberté d'expression. Confrontées à des abus persistants, nombre d'entre elles choisissent de s'autocensurer, voire de se retirer complètement des espaces publics numériques. Amnesty International (2018) considère ce phénomène comme une stratégie délibérée visant à réduire les femmes au silence.

Tableau 7.2 : Numérisation — comparaisons transnationales et typologies émergentes

Typologie	Exemple pays/contexte	Caractéristiques	Stratégie d'intervention recommandée
Harcèlement élevé / accès élevé	Pôles urbains : Lagos (Nigeria), Douala (Cameroun), Accra (Ghana), Lomé (Togo)	Pénétration élevée des smartphones ; abus en ligne coordonnés contre des femmes visibles ; sextorsion et PNCII documentés ; réponse des forces de l'ordre faible	Formation à la sécurité numérique pour les organisations de femmes ; unités de police spécialisées en cyber-VBG avec criminalistique numérique ; plaidoyer pour la responsabilisation des plateformes ; réforme juridique explicite criminalisant la sextorsion et le PNCII
Faible accès / surveillance élevée	Communautés rurales et agraires : Haut-Est du Ghana, nord du Nigeria, nord du Cameroun, Togo rural	Accès « emprunté » aux appareils ; surveillance domestique élevée par des proches masculins ; 0 % d'utilisation du signalement numérique des VBG ; illettrisme numérique ; « effet de retour de bâton » documenté	Signalement gratuit par RVI (réponse vocale interactive) en langues locales ; littératie numérique hors ligne via la radio communautaire ; distribution d'appareils privés à faible coût aux collectifs de femmes ; engagement des hommes et des garçons sur les droits et limites numériques

Risque de réaction hostile / Transitionnel	Contextes périurbains et semi-ruraux à pénétration mobile croissante mais normes patriarcales ancrées	La possession de téléphone déclenche une violence de représailles ; confiscation de téléphone documentée ; l'indépendance numérique est vécue comme une menace à l'autorité patriarcale	Conception de programmes tenant compte du retour de bâton : associer l'accès numérique à l'engagement des hommes et aux droits de propriété juridiques sur les appareils ; protocoles de négociation au niveau du ménage avant la distribution d'outils numériques
Pôles d'autonomisation	Incubateurs technologiques, coalitions de la société civile, femmes urbaines éduquées	Littératie numérique élevée ; commerce électronique et mobile money actifs ; réseaux de soutien entre pairs ; plaidoyer numérique pour la justice climatique	Financement à grande échelle pour les entreprises numériques dirigées par des femmes ; intégration du signalement des VBG dans les plateformes de mobile money/commerce électronique ; connexion des réseaux numériques de soutien aux voies d'orientation formelles des OSC

SECTION 8

Analyse intersectionnelle et désagrégée

8. ANALYSE INTERSECTIONNELLE ET DÉSAGRÉGÉE

POINTS CLÉS — ANALYSE INTERSECTIONNELLE ET DÉSAGRÉGÉE

- Le risque n'est pas réparti uniformément : l'âge, la géographie, le statut socioéconomique et le statut de marginalisation composent la vulnérabilité différemment selon qu'il s'agit de préjudices climatiques ou numériques.
- Le schéma de risque urbain-rural s'inverse selon le type de violence — un résultat déterminant pour cibler les interventions.
- Les femmes de 50 ans et plus sont structurellement invisibles dans les systèmes de données nationaux, qui s'arrêtent généralement à 49 ans.

Cette section révèle qui est le plus à risque en découpant les données de Her Voice selon plusieurs axes sociaux. Plutôt que de traiter les femmes comme une catégorie homogène, elle met au jour quelles sous-populations portent le fardeau le plus lourd de la violence dans le contexte des chocs climatiques et du changement numérique, en s'appuyant sur les données d'enquête quantitatives, l'analyse de régression, les récits issus des discussions de groupe et les perspectives d'experts des entretiens dans les quatre pays étudiés. En superposant l'âge, la géographie, le statut socioéconomique et le statut de marginalisation, l'analyse identifie où la vulnérabilité composée est la plus aiguë et où les interventions doivent être le plus précisément ciblées.

8.1 Groupes d'âge : jeunes, femmes d'âge moyen et femmes âgées

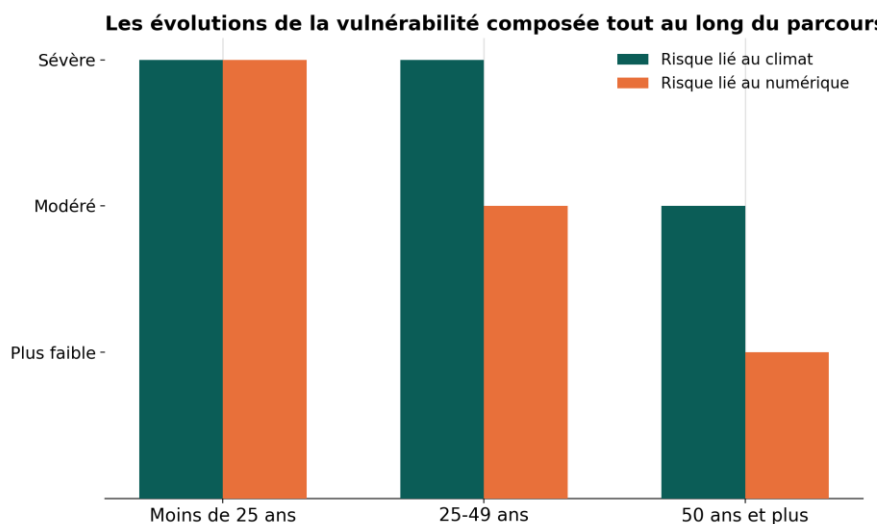


Figure 8.1 : Les évolutions de la vulnérabilité composée tout au long du parcours de vie.

8.1.1 Adolescence et jeunes femmes (moins de 25 ans)

Les jeunes femmes et les adolescentes font face à un profil de vulnérabilité spécifique et aigu à l'intersection du stress climatique et de l'expansion numérique. La principale menace liée au climat pour cette cohorte d'âge est le mariage des enfants comme mécanisme d'adaptation

: documenté dans les quatre pays étudiés, les adolescentes issues de ménages soumis au stress climatique sont mariées lorsque l'échec des récoltes réduit les ressources du ménage, mettant fin à leur scolarité et augmentant considérablement leur exposition, tout au long de leur vie, à la violence conjugale et à la violence reproductive. Au Nigeria (Taraba, Ebonyi), la séquence a été décrite directement lors des discussions de groupe : crise économique familiale → réduction du nombre de membres du ménage → mariage accéléré des filles pour la dot. Des filles âgées de seulement 12 à 14 ans ont été mentionnées dans ces récits.

La principale menace numérique pour cette cohorte est le partage non consenti d'images intimes et la sextorsion. Les jeunes femmes âgées de 18 à 30 ans constituaient le groupe de victimes dominant dans les cas documentés de PNCH dans les quatre pays (tentative de suicide à Lagos ; destruction d'un mariage à Ebonyi ; lien climat-sextorsion au Togo ; « cas Carlos » dans le Haut-Est du Ghana). Leur engagement numérique plus élevé (y compris l'utilisation des réseaux sociaux et la communication numérique amoureuse) les rend à la fois plus accessibles comme cibles de PNCH et plus isolées lorsque le préjudice survient, la stigmatisation et la honte familiale empêchant souvent la divulgation. Le travail de terrain au Togo a spécifiquement identifié le ciblage par divulgation pornographique comme concentré dans la tranche des 18-30 ans.

À l'autre extrémité, du côté de l'autonomisation, les jeunes femmes dotées de littératie numérique ont été les principales bénéficiaires du mobile money, du commerce électronique et des réseaux de soutien numériques — confirmant que l'âge est un axe à double tranchant : la même connectivité numérique qui permet l'exploitation lorsqu'elle n'est pas accompagnée peut permettre l'indépendance économique lorsque des outils et une sécurité contextuellement adaptés sont en place.

8.1.2 Femmes adultes (25-49 ans)

Les femmes âgées de 25 à 49 ans représentent la cohorte de risque principale de violence conjugale dans les quatre pays étudiés. Ce constat est cohérent avec la littérature mondiale, selon laquelle la violence conjugale culmine pendant les années reproductives adultes. Le stress climatique aggrave le risque standard de violence conjugale pour cette cohorte à travers la trajectoire faim-colère : les femmes adultes, gestionnaires du ménage et principales pourvoyeuses de nourriture, sont directement impliquées dans le point de rupture du « pot vide », portant le visage visible de l'insécurité alimentaire même lorsque sa cause structurelle est l'échec des récoltes d'origine climatique. Le travail de terrain au Ghana a documenté ce constat avec une clarté particulière : 88 % des ménages de la région du Haut-Est ont signalé une violence accrue pendant les pénuries alimentaires, et la dynamique auteur-victime principale correspondait aux femmes adultes en couple.

L'effet de retour de bâton documenté dans la régression du Ghana est le plus aigu pour les femmes adultes de cette cohorte : la possession de téléphone augmente le risque de violence ($B=0,362$, $p=0,005$) dans les ménages patriarcaux soumis à un stress économique. Les femmes adultes qui acquièrent une indépendance numérique, par la possession d'un téléphone, un compte de mobile money ou l'appartenance à un réseau WhatsApp, font face à un risque spécifique de comportement de contrôle de représailles de la part de partenaires masculins percevant l'autonomie numérique comme une menace à l'autorité du ménage. Ce résultat remet directement en question l'hypothèse programmatique selon laquelle les outils numériques seraient intrinsèquement protecteurs pour les femmes dans tous les contextes.

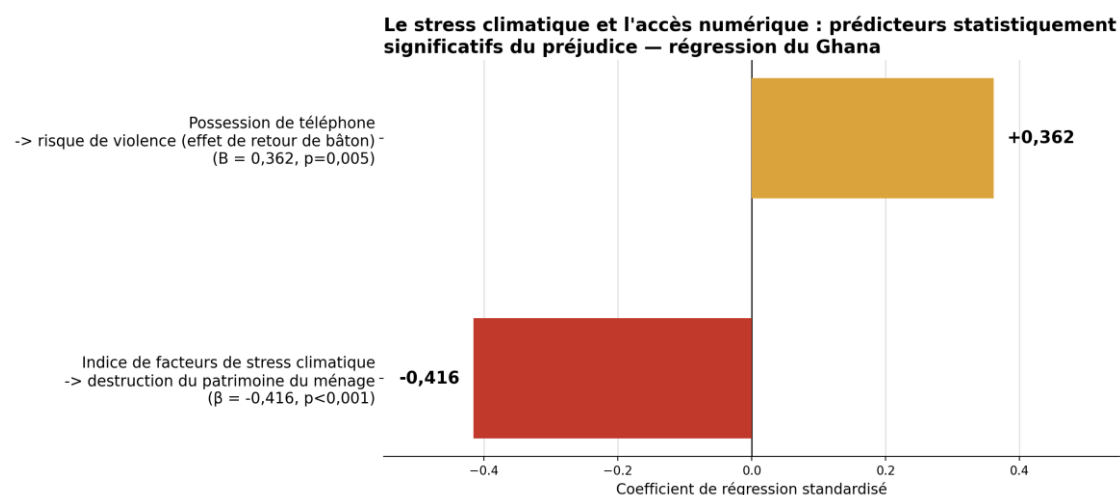


Figure 8.2 : Stress climatique et accès numérique : analyse de régression du Ghana.

8.1.3 Femmes âgées (50 ans et plus)

La population étudiée au Ghana présentait la plus forte représentation de femmes âgées (âge moyen de 50,3 ans), en faisant le principal prisme du projet Her Voice sur la vulnérabilité composée des femmes âgées. Les femmes âgées des zones soumises au stress climatique représentent une population « laissée pour compte » : trop âgées pour migrer, avec une mobilité et une capacité physique réduites pour endurer la chaleur extrême, et sans outils ni littératie numériques pour accéder aux services à distance ou aux réseaux de soutien. Leur invisibilité dans les systèmes de données aggrave leur vulnérabilité — les enquêtes EDS se concentrent généralement sur les femmes âgées de 15 à 49 ans, excluant entièrement cette tranche d'âge de la surveillance nationale de la VFF. L'échantillon du Haut-Est du Ghana de Her Voice figure ainsi parmi les rares ensembles de données quantitatives saisissant cette population.

Au Togo et au Nigéria, les femmes âgées, en particulier les veuves, font face à des risques de victimisation composée reliant violence climatique et culturelle : accusations de sorcellerie, saisie de biens et ostracisme social à la suite de catastrophes climatiques. Ces préjudices sont à la fois physiques (expulsion, agression), économiques (dépossession de biens) et sociaux (exclusion communautaire). Ils échappent au cadre de la plupart des services de lutte contre les VBG, centrés sur la violence conjugale, et ne reçoivent donc aucune réponse institutionnelle.

8.2 Dynamiques urbaines et rurales

Un résultat central et contre-intuitif du projet Her Voice est que la distinction de vulnérabilité urbain-rural fonctionne différemment pour les risques climatiques que pour les risques numériques, et s'inverse même entièrement, dans certains cas, par rapport aux hypothèses conventionnelles.

8.2.1 Le paradoxe de la vulnérabilité urbaine

Le travail de terrain au Cameroun a produit le résultat quantitatif le plus inattendu du projet : les ménages urbains ont présenté des scores de stress climatique cumulé statistiquement plus élevés que les ménages ruraux. À Buea Town, Bonaberi et Bois de Senche — quartiers informels et zones périurbaines sujets aux inondations — les inondations récurrentes dues à des infrastructures de drainage inadéquates sont devenues une condition annuelle normalisée. Les résidents urbains ne disposent pas des terres, des réseaux de parenté ou des mécanismes d'adaptation traditionnels accessibles aux ménages ruraux ; lorsque les inondations surviennent, les ressources d'adaptation des femmes urbaines sont souvent plus

limitées, et non moins. Les 75 % de ménages camerounais subissant deux chocs climatiques simultanés ou plus incluaient une proportion disproportionnée de répondants urbains.

Ce résultat a des implications profondes pour la politique d'adaptation climatique : diriger tous les investissements en résilience climatique vers les zones rurales, tout en ignorant les quartiers informels urbains vulnérables au climat, revient à négliger les populations subissant le stress composé le plus aigu. Les données urbaines sur la VFF sous-représentent également systématiquement les populations des quartiers informels, ce qui signifie que le paradoxe de la vulnérabilité urbaine est probablement invisible dans les statistiques nationales.

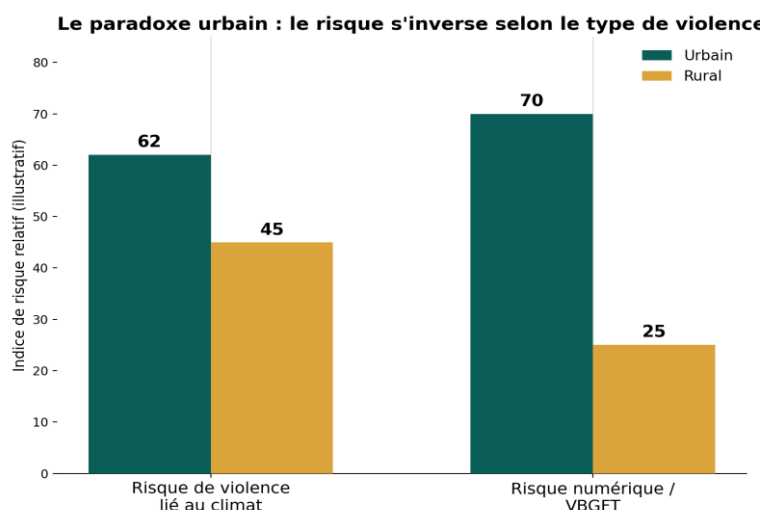


Figure 8.3 : Le paradoxe urbain : le risque s'inverse selon le type de violence.

8.2.2 Privation absolue en milieu rural

Si la vulnérabilité urbaine est plus élevée qu'on ne le suppose, la vulnérabilité rurale est différente par nature. Elle se caractérise par une privation absolue de services, d'accès numérique et de filets de sécurité économique. Les communautés étudiées dans la région du Haut-Est du Ghana représentent le cas le plus extrême : 0 % d'utilisation des outils numériques de signalement des VBG ; 0 % d'accès aux services formels du guichet unique (le DOVVSU n'opère qu'à Accra) ; marchandisation de la justice (examens médico-légaux à la charge des survivantes) ; et abandon judiciaire (« les affaires sont dehors » — la violence domestique signalée aux chefs traditionnels résolue par l'expulsion de la victime). Les femmes rurales de cette étude font face à la violence sans aucune réponse institutionnelle fonctionnelle — policière, judiciaire, sanitaire ou numérique.

Le « vide de justice » documenté dans les communautés rurales du Ghana se retrouve dans les sites d'étude ruraux des quatre pays : commissariats de police éloignés et peu enclins à répondre ; tribunaux exigeant des frais de transport et de documentation dépassant largement le revenu du ménage ; services médicaux absents ou payants ; et outils de signalement numérique conçus pour des smartphones et des niveaux de littératie faibles dans ces populations. Pour les femmes rurales, les systèmes existants de lutte contre les VBG sont systématiquement inaccessibles ; ils existent sur le papier mais ne fonctionnent que dans les villes.

8.3 Catégories socioéconomiques et niveaux d'éducation

L'analyse de régression du Ghana (quatre modèles SPSS) fournit la preuve quantitative la plus rigoureuse du projet sur l'intersection entre statut socioéconomique, climat et risque de

violence. Les résultats remettent en question plusieurs hypothèses programmatiques standard.

Le paradoxe économique : le revenu monétaire est protecteur contre la violence (les ménages disposant d'un revenu monétaire présentent des taux de violence plus faibles), mais la possession d'actifs (en particulier le bétail et les terres) est associée à une violence plus élevée dans les contextes soumis au stress climatique. Lorsque les chocs climatiques détruisent la valeur des actifs ou créent une concurrence pour les ressources productives restantes, la possession d'actifs devient un déclencheur de conflit plutôt qu'un tampon protecteur. Ce paradoxe économique signifie que les programmes standard de constitution d'actifs (par exemple, la distribution de bétail, l'enregistrement de titres fonciers, etc.) peuvent par inadvertance accroître le risque de violence à court terme pour les femmes dans les communautés où l'autorité masculine sur les actifs productifs est contestée et où le stress climatique est aigu.

Le facteur nul : la régression du Ghana a confirmé que la littératie numérique n'a aucun effet indépendant statistiquement significatif sur l'accumulation de patrimoine des ménages ($p=0,378$) dans les communautés rurales soumises au stress climatique. Les obstacles structurels (pauvreté, sécheresse, manque d'infrastructures) éclipsent tout gain de productivité issu des compétences numériques. Ce résultat remet directement en question l'hypothèse répandue selon laquelle la formation à la littératie numérique serait une intervention efficace de réduction de la pauvreté pour les communautés les plus exposées au climat. La littératie numérique compte à la marge ; la vulnérabilité climatique est le déterminant principal.

La violence touche tous les tertiles de richesse dans les communautés étudiées dans le cadre de l'étude Her Voice : ni un niveau de richesse intermédiaire ni un niveau de richesse élevé ne constituaient systématiquement un facteur de protection dans les quatre pays. La précarité économique alimente la violence dans les quintiles les plus bas (trajectoire faim-colère au Ghana), la concurrence économique alimente la violence de retour de bâton dans les quintiles moyens (effet de retour de bâton), et le stress économique consécutif à la perte d'actifs induite par le climat alimente la violence même dans des ménages auparavant stables (données de déplacement du Cameroun). L'éducation ne protège pas non plus dans les contextes de stress climatique aigu : les discussions de groupe au Cameroun et au Ghana ont documenté des femmes éduquées confrontées à la violence à mesure que les chocs climatiques érodaient la base économique de leur ménage.

8.4 Groupes minoritaires et marginalisés

8.4.1 Femmes en situation de handicap

Le travail de terrain au Togo a produit la documentation la plus détaillée du projet sur le handicap comme axe de vulnérabilité composée. Les femmes en situation de handicap font face à un triple risque à l'intersection climat-numérique-VFF : les événements climatiques les mettent en danger de manière disproportionnée (incapacité à évacuer rapidement, incapacité physique à faire face à la chaleur extrême ou aux inondations, dépendance à autrui pour survivre) ; elles sont ciblées de manière disproportionnée par la violence (violence conjugale accrue au sein des ménages, harcèlement numérique ciblé, isolement et exclusion sociale) ; et elles sont quasi totalement exclues des services de lutte contre les VBG (aucun abri adapté, aucune communication d'urgence inclusive du handicap, aucun outil de signalement numérique en langue des signes ou accessible, aucune capacité chez les prestataires de services à répondre de manière adaptée au handicap). Un répondant d'une organisation de personnes handicapées interrogé lors d'un entretien a décrit la situation ainsi : « Quand il y a une inondation, de nombreuses femmes en situation de handicap ne peuvent pas se déplacer rapidement. Elles dépendent de leurs proches, qui ne sont pas toujours présents. Parfois,

elles restent bloquées dans les maisons, sans aide. » Le travail de terrain togolais a également documenté un harcèlement numérique ciblant spécifiquement les femmes en situation de handicap par la moquerie et l'humiliation liées à leur condition.

8.4.2 Femmes déplacées internes

Le déplacement est confirmé comme l'amplificateur de risque de violence le plus puissant au niveau individuel dans les données de Her Voice. L'écart de 25 points de pourcentage observé au Cameroun (déplacées : 66,7 % contre non-déplacées : 41,5 %) en constitue la démonstration quantitative la plus frappante, mais les données qualitatives issues des camps de personnes déplacées internes du Nigeria dans les États de Taraba et Yobe, ainsi que des contextes de déplacement liés aux inondations au Togo, confirment ce schéma dans l'ensemble des pays. Les femmes déplacées perdent : leur droit foncier (ne pouvant plus refuser l'accès d'un agresseur à « son » ménage) ; leur autonomie économique (dépendantes des distributions en camp ou des familles d'accueil) ; leurs réseaux de protection communautaire (structures de soutien traditionnelles absentes en contexte de déplacement) ; et leur connectivité numérique (téléphones perdus, endommagés ou volés pendant le déplacement). Le lien déplacement climatique-exploitation numérique documenté au Togo (les femmes déplacées par les inondations cherchent de l'aide sur Facebook, sont ciblées par des hommes prédateurs, tombent dans la sextorsion) confirme que le déplacement crée une vulnérabilité numérique composée, et non uniquement physique.

8.4.3 Femmes rurales sans accès numérique

Les femmes sans accès numérique significatif, constituant la majorité dans les communautés rurales étudiées dans les quatre pays, représentent une population structurellement invisible dans les systèmes de lutte contre les VBG de l'ère numérique. Les quatre pays ont investi dans des plateformes numériques de signalement des VBG (DSVCMS à Lagos ; ligne d'assistance du DOVVSU au Ghana ; ALERT GBV au Cameroun ; ANCy au Togo) qui présupposent la possession d'un smartphone, une connectivité internet et des niveaux de littératie entièrement absents dans les communautés rurales. Cela représente une contradiction structurelle : les populations les plus exposées à la VFF liée au climat sont les moins accessibles par l'infrastructure numérique construite censément pour les protéger. Leur invisibilité est à la fois pratique (aucun accès aux outils) et statistique (aucune donnée de signalement numérique générée, donc aucune base de données probantes pour une réponse institutionnelle).

SECTION 9

Synthèse : menaces émergentes et violence structurelle

9. SYNTHÈSE : MENACES ÉMERGENTES ET VIOLENCE STRUCTURELLE

POINTS CLÉS — SYNTHÈSE

- Les déterminants climatiques et numériques n'agissent pas de manière isolée — ils aggravent les inégalités structurelles préexistantes.
- Les systèmes de données et de prestation de services des quatre pays ne sont pas encore conçus pour saisir ces préjudices émergents et multidimensionnels.
- Le paysage évolutif de la VFF présente de plus en plus des préjudices invisibles et convergents qui échappent aux modèles conventionnels de réponse aux VBG.

Cette section tisse ensemble les résultats climatiques et numériques du projet Her Voice pour révéler les déterminants systémiques de la VFF opérant sous la surface des incidents individuels. Elle identifie comment le stress environnemental et les lacunes technologiques co-produisent un risque composé ; où les lois, les systèmes de données et les réseaux de services font défaut aux femmes confrontées à de nouvelles menaces ; et cartographie le paysage évolutif de la VFF multidimensionnelle en Afrique de l'Ouest et du Centre en 2025-2026.

9.1 Comment les facteurs climatiques et numériques aggravent les inégalités existantes

Les données probantes de Her Voice confirment que le changement climatique et la numérisation ne créent pas la violence à partir de rien ; ils opèrent à travers et sur des inégalités structurelles préexistantes, amplifiant des vulnérabilités déjà présentes et générant de nouveaux préjudices de convergence à leur intersection. Quatre mécanismes composés ont été identifiés dans les quatre pays étudiés.

9.1.1 Déplacement et exploitation numérique

Le déplacement induit par le climat crée une séquence de vulnérabilité prévisible : les femmes perdent leur indépendance économique, leurs réseaux sociaux et leur sécurité physique avec le déplacement ; leur désespoir les pousse à rechercher de l'aide en ligne ; cette recherche d'aide numérique (dans des contextes de littératie numérique quasi nulle et d'absence d'infrastructure de sécurité numérique) les expose à une exploitation prédatrice par la sextorsion, l'arnaque sentimentale et le recrutement à des fins de traite. Ce lien déplacement-exploitation numérique a été documenté le plus clairement au Togo (sextorsion via Facebook après inondation), mais les conditions qui le permettent existent partout où le déplacement rencontre une faible littératie numérique et une absence de régulation — c'est-à-dire dans les quatre pays étudiés.

9.1.2 Autonomisation et représailles

L'autonomisation numérique — mobile money, possession de téléphone, engagement sur les réseaux sociaux — qui n'est pas accompagnée d'une infrastructure de sécurité et de

l'engagement des hommes génère un effet de représailles prévisible dans les ménages patriarcaux soumis au stress économique. La régression du Ghana ($B=0,362$, $p=0,005$) quantifie ce mécanisme : l'indépendance numérique perçue comme une menace à l'autorité masculine déclenche une violence de contrôle en représailles. Ce mécanisme composé (l'autonomisation générant la violence) est le plus aigu là où l'accès numérique est récent et partiel, où le stress économique du ménage est élevé (généralement d'origine climatique), et où l'engagement des hommes sur les droits numériques et les normes de genre n'a pas eu lieu. Son implication est que les programmes d'accès numérique isolés, conçus pour autonomiser, peuvent par inadvertance accroître le risque de violence dans les communautés les plus à risque.

9.1.3 Insécurité alimentaire et inaccessibilité numérique

Le facteur nul du Ghana (coefficient β de la littératie numérique non significatif, $p=0,378$, lorsque la vulnérabilité climatique est contrôlée) révèle une interaction structurelle : la pauvreté et l'insécurité alimentaire d'origine climatique dominant tellement en tant que déterminants du bien-être des ménages que la littératie numérique (une ressource qui pourrait être protectrice dans des contextes moins soumis au stress) ne peut générer de changement économique significatif dans les communautés où la sécheresse détruit la base agricole de toute activité productive. L'inaccessibilité numérique aggrave ainsi l'insécurité alimentaire non seulement en excluant les femmes des outils de sécurité numérique, mais aussi en les empêchant d'accéder à l'information agricole, aux données de prix du marché, aux systèmes d'alerte précoce et à la finance mobile susceptibles d'atténuer l'effondrement des moyens de subsistance à l'origine de la violence. Les deux privations, climatique et numérique, se renforcent mutuellement.

9.1.4 Stress climatique et paradoxe économique

Le paradoxe économique du Ghana (revenu monétaire protecteur, possession d'actifs augmentant le risque sous stress climatique) révèle que les réponses de développement standard (c'est-à-dire la distribution d'actifs, la diversification des moyens de subsistance et la microfinance) opèrent selon des calculs de risque différents dans les communautés soumises au stress climatique par rapport aux communautés stables. Lorsque les chocs climatiques détruisent la valeur des actifs et créent une concurrence pour les ressources productives restantes, de nouvelles dotations en actifs sans sécurité économique contextuelle génèrent des conflits plutôt que de les réduire. Ce paradoxe constitue un signal d'alerte pour l'adaptation climatique et la programmation sensible au genre. Ainsi, chaque intervention économique doit être évaluée non seulement pour son impact sur les moyens de subsistance, mais aussi pour son potentiel à modifier les dynamiques de pouvoir au sein du ménage d'une manière susceptible de déclencher une violence de représailles.

9.2 Discrimination systémique dans la collecte de données et la prestation de services

Les données probantes de Her Voice révèlent que les systèmes institutionnels nominalemt conçus pour protéger les femmes contre la violence sont eux-mêmes structurés de manière à exclure les populations les plus à risque, constituant une forme de discrimination systémique intégrée à l'architecture des données et des services.

9.2.1 Défaillances des systèmes de données

Le système fédéral de gestion des données Inspire GBV au Nigeria est non fonctionnel. Les Centres d'écoute du GF2D au Togo (l'institution de lutte contre les VBG la plus fiable du pays) ne disposent d'aucune catégorie pour la violence numérique, rendant la VBGFT

statistiquement invisible dans le système de données le plus utilisé. Le DOVVSU du Ghana collecte des données sur les VBG à l'échelle nationale ; cependant, l'enregistrement de certaines infractions à forte prévalence est quasi nul, entre autres en raison d'une terminologie juridique obsolète et stigmatisante (« connaissance charnelle d'une femme faible d'esprit »), d'un chevauchement de classification créant un risque de double comptage, d'une erreur catastrophique dans la colonne « total des cas », d'une concentration géographique extrême suggérant des lacunes de couverture, et de zéros régionaux sélectifs sur des catégories clés selon des schémas difficiles à expliquer par une absence réelle. Par exemple, trois infractions connues pour être répandues au Ghana (en particulier dans les régions du nord) sont enregistrées à des niveaux nationaux invraisemblablement bas : un seul cas de MGF a été enregistré au niveau national dans la région du Centre-Ouest, avec zéro cas dans le Haut-Est/Haut-Ouest où les MGF sont connues pour être pratiquées ; seulement 5 mariages d'enfants ont été enregistrés au niveau national, mais aucun dans l'ensemble des régions du nord où les taux sont les plus élevés ; et seulement 15 cas de harcèlement sexuel ont été enregistrés au niveau national, avec zéro dans le Grand Accra, qui est pourtant le contexte de harcèlement numérique et professionnel le plus élevé. Ces chiffres ne reflètent pas la prévalence réelle, mais plutôt soit une non-criminalisation en pratique, soit la réticence des victimes à signaler à la police, soit une défaillance dans l'enregistrement de catégories spécifiques. Dans tous les cas, le système de données produit une image inverse de ce que montrent les données de terrain réelles.

L'EDS du Nigeria et d'autres enquêtes nationales couvrent les femmes âgées de 15 à 49 ans, rendant statistiquement invisible la cohorte de risque principale du Ghana (âge moyen de 50,3 ans). Des données sur la VFF désagrégées selon le handicap n'existent dans aucun des quatre pays. Des données sur la VFF liée au climat, permettant d'identifier si la violence est survenue dans le contexte d'un choc climatique, d'un déplacement ou d'une rareté des ressources, n'existent dans aucun ensemble de données national. Il ne s'agit pas de lacunes techniques ; elles représentent des choix structurels qui rendent les populations les plus vulnérables invisibles aux systèmes de données déterminant les réponses institutionnelles.

9.2.2 Obstacles à la prestation de services

Les services du guichet unique du DOVVSU au Ghana ne sont physiquement accessibles qu'à Accra, laissant l'ensemble de la population rurale et 15 des 16 régions administratives sans services spécialisés de lutte contre les VBG. La loi ghanéenne sur la violence domestique exige un Fonds contre la violence domestique qui n'a jamais été établi malgré un arrêt de la Cour suprême de 2017. La loi VAPP du Nigeria est domestiquée dans 35 États, mais les bureaux de police dédiés au genre en dehors de Lagos manquent d'ordinateurs et de capacités médico-légales. La plateforme ALERT GBV du Cameroun accepte les signalements mais n'est intégrée à aucune réponse policière, sanitaire ou judiciaire — un outil de signalement sans conséquence opérationnelle. La marchandisation de la justice est systémique : les coûts des examens médico-légaux sont à la charge des survivantes au Ghana, et les coûts de transport et de documentation pour l'accès aux tribunaux existent dans les quatre pays. Il en résulte que les systèmes formels de justice et de protection fonctionnent principalement pour les femmes urbaines, éduquées et relativement dotées de ressources financières, excluant précisément les communautés les plus exposées au climat, les plus vulnérables sur le plan numérique et les plus marginalisées économiquement.

9.2.3 Marchandisation de la justice

« Vos affaires sont dehors » — l'expression utilisée par une participante à une discussion de groupe au Ghana pour décrire la réponse communautaire à une femme ayant signalé une violence domestique au palais du chef — capture la marchandisation de la justice sous sa forme la plus crue : la femme qui a cherché justice a été expulsée de son propre foyer, ses possessions placées dehors en guise de notification qu'elle n'était plus la bienvenue. Dans les quatre pays, la recherche de justice est économiquement, physiquement et socialement

risquée pour les femmes les plus à risque : signaler une violence à la police risque une arrestation pour « affaires domestiques » ; signaler aux chefs traditionnels risque l'expulsion ou l'ostracisme communautaire ; et signaler à des organisations de la société civile exige de savoir qu'elles existent, de pouvoir s'y rendre, et de leur faire confiance pour ne pas informer les gardiens familiaux ou communautaires. Pour la majorité des femmes des communautés étudiées par Her Voice, les systèmes de justice formels et informels sont à la fois inaccessibles et hostiles.

9.3 Cartographie du paysage évolutif de la VFF multidimensionnelle

Les données probantes de Her Voice permettent de cartographier l'évolution de la VFF dans la région — les nouvelles formes émergentes, les populations nouvellement à risque, et les conditions structurelles produisant de nouvelles convergences entre les trajectoires de violence climatique, numérique et traditionnelle.

9.3.1 Architecture de la vulnérabilité composée

Le résultat le plus significatif de la synthèse est l'émergence de ce que l'équipe de Her Voice nomme l'architecture de la vulnérabilité composée : des situations où de multiples facteurs de risque issus de domaines différents (par exemple, le stress climatique, l'exclusion numérique, le déplacement, la pauvreté, le handicap, l'âge) convergent sur des individus ou des ménages uniques, générant des risques de violence qualitativement différents et quantitativement plus élevés que n'importe quel facteur de risque isolé. La femme âgée en situation de handicap, déplacée par une inondation au Togo, qui ne peut évacuer, ne possède aucune compétence numérique et vit dans une communauté où la seule institution de lutte contre les VBG en laquelle elle a confiance (le GF2D) manque de capacité pour une réponse inclusive du handicap, ne représente pas un cas extrême marginal mais un profil courant, statistiquement prévisible à partir des données de Her Voice. La programmation actuelle, conçue autour d'un risque à axe unique (les femmes en général, les survivantes de violence conjugale, les victimes de harcèlement numérique), ne peut identifier ni atteindre cette population.

9.3.2 Formes invisibles désormais dominantes

La violence émotionnelle, psychologique, économique et numérique apparaît désormais comme la forme numériquement dominante de la VFF dans les populations étudiées par Her Voice ; pourtant, ce sont les formes les moins saisies dans les données nationales, les moins reconnues dans les cadres juridiques (en particulier au Togo et au Cameroun), et les moins prises en charge par les réponses institutionnelles. L'enquête au Nigeria a révélé que la violence émotionnelle (40,1 %) et la violence économique (24,8 %) dépassaient largement la violence conjugale physique (15,3 %) comme formes les plus fréquemment signalées. Les voix communautaires au Ghana étaient largement incapables de distinguer la violence physique de la violence économique : « s'il n'y a pas de nourriture, c'est aussi une forme de coups. » L'invisibilité de ces formes dans les systèmes de données signifie qu'elles ne génèrent pas de réponses institutionnelles, leur permettant de persister sans être contestées et de dégénérer en violence physique sans intervention précoce.

9.3.3 Nouvelles formes de préjudices à l'intersection de plusieurs facteurs

L'intersection climat-numérisation génère de nouveaux préjudices de convergence non encore saisis par aucun cadre juridique ni système de données de la région. Trois nouveaux types de préjudices sont documentés dans les données probantes de Her Voice : (1) La climato-sextorsion : des auteurs ciblant spécifiquement les femmes déplacées par les inondations ou la sécheresse via des plateformes numériques, exploitant leur désespoir d'obtenir une aide comme levier de sextorsion — documentée directement au Togo et référencée comme un schéma croissant au Nigeria. (2) La surveillance numérique comme contrôle d'adaptation climatique : à mesure que le stress climatique accroît l'anxiété masculine

liée au rôle de pourvoyeur, la confiscation de téléphone, la surveillance de localisation et la surveillance des communications sont utilisées comme outils de contrôle économique — empêchant les femmes d'accéder au mobile money, aux opportunités d'emploi numérique ou aux réseaux de soutien susceptibles de réduire leur dépendance à des partenaires contrôlants. (3) La violence institutionnelle des données : l'absence systématique des femmes rurales, âgées, en situation de handicap et déplacées des systèmes de données sur les VBG — une forme structurelle de violence qui les rend inéligibles à la protection institutionnelle en les rendant statistiquement invisibles.

SECTION 10

Recommandations en matière de politique publique et de programmation

10. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE PUBLIQUE ET DE PROGRAMMATION

POINTS CLÉS — RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE PUBLIQUE ET DE PROGRAMMATION

- Six recommandations transversales couvrent la prévention sensible au climat, la sécurité numérique, les systèmes de données et le renforcement des capacités.
- Les actions prioritaires spécifiques à chaque pays sont adaptées à son point de départ juridique et institutionnel réel.
- La CEDEAO et la CEEAC ont un rôle clair et actionnable dans l'harmonisation régionale et la redevabilité.

Cette section traduit les données probantes de Her Voice en plans d'action pour les gouvernements, les organismes régionaux (CEDEAO/CEEAC), les organisations de la société civile, les bailleurs de fonds et les partenaires de programme. Chaque recommandation s'ancre dans des résultats empiriques spécifiques et s'accompagne d'un énoncé du problème et de solutions sensibles au contexte. Les recommandations sont organisées en cinq groupes thématiques, suivis de trajectoires politiques spécifiques aux pays et régionales.

10.1 Interventions de prévention de la VFF adaptées aux enjeux climatiques

Problème : les chocs climatiques (sécheresse, inondations, rareté des ressources) sont confirmés comme des prédicteurs primaires de la violence faite aux femmes dans les quatre pays étudiés ; pourtant la prévention de la VFF est totalement absente des plans nationaux d'adaptation, des CDN et des cadres de réponse aux catastrophes des quatre pays. Les femmes confrontées au déplacement induit par le climat, à l'insécurité alimentaire et à l'effondrement des moyens de subsistance ne disposent d'aucun système d'alerte précoce lié au risque de VFF ni d'aucun parcours de services sensible au climat.

1. Intégrer explicitement la prévention de la VFF dans les Plans nationaux d'adaptation, les CDN et les cadres de RRC au Nigeria, au Ghana, au Cameroun et au Togo — en exigeant que tous les plans de réponse climatique comprennent une évaluation du risque de violence basée sur le genre et une composante de prévention. Formulation type : « Tous les protocoles de déplacement climatique comprendront une cartographie du risque de VBG, des normes d'hébergement sûr pour les femmes et les filles, et des parcours d'orientation vers des services spécialisés en VBG. »

2. Établir des protocoles d'alerte saisonnière sur la VFF liés aux calendriers climatiques : des déclencheurs tels que le début des inondations, la déclaration de sécheresse ou le franchissement d'un seuil d'insécurité alimentaire devraient automatiquement activer une sensibilisation élargie aux VBG, une capacité de ligne d'assistance et une offre d'abris d'urgence — et pas seulement la distribution humanitaire de nourriture et d'eau.

3. Déployer des programmes de transferts monétaires anticipatifs pour les femmes des ménages touchés par le climat, spécifiquement conçus avec des garde-fous intégrés contre

le paradoxe économique : associer les transferts à des sessions d'engagement des hommes au niveau communautaire, à une information sur les droits de propriété juridiques, et à une orientation vers les services de lutte contre les VBG. Ne pas mettre en œuvre de programmes de distribution d'actifs dans les communautés soumises au stress climatique sans préparation parallèle en matière de sécurité.

4. Former les comités locaux de RRC, les agents de santé communautaire et les leaders traditionnels à l'intégration systématique de la prévention des VBG dans les plans de gestion des catastrophes — en priorisant l'identification des femmes en situation de handicap, des femmes enceintes et des femmes âgées comme populations prioritaires d'évacuation et de protection.

5. Financer une recherche longitudinale établissant des liens quantitatifs entre des événements climatiques spécifiques et l'incidence de la VFF dans chaque pays, afin de constituer une base de données probantes pour l'investissement en politique climat-VFF. Her Voice a établi la corrélation ; la causalité et la modélisation des réponses nécessitent désormais un investissement.

10.2 Sécurité numérique et mesures de cyberprotection

Problème : la VBGFT (sextorsion, PNCII, cybertraque, surveillance numérique) est documentée à grande échelle dans les quatre pays. Les cadres juridiques sont incomplets ou totalement absents pour certaines formes de préjudice numérique. L'application de la loi est quasi nulle. Les outils existants de signalement numérique présupposent une littératie en smartphone et une connectivité absentes des populations les plus à risque. L'effet de retour de bâton confirme que l'autonomisation numérique sans infrastructure de sécurité peut accroître le risque de violence.

1. Adopter des dispositions juridiques dédiées à la VBGFT au Cameroun et au Togo — criminalisant explicitement la sextorsion, le PNCII/la pornographie de vengeance, la coercition numérique et la surveillance conjugale en ligne, avec des normes de preuve centrées sur les survivantes qui ne les obligent pas à payer les preuves médico-légales. Au Nigeria, opérationnaliser des protocoles d'application spécifiques au PNCII. Au Ghana, étendre la loi 732 sur la VD pour couvrir les formes facilitées par la technologie.

2. Faire évoluer les outils de signalement numérique des VBG, des formats dépendant du smartphone et de la littératie, vers des systèmes de réponse vocale interactive (RVI) et de SMS gratuits en langues locales — les seuls formats accessibles à la majorité des populations à haut risque. Piloter et évaluer le signalement des VBG par voie vocale dans les communautés rurales du Haut-Est du Ghana et de la région des Savanes au Togo comme contextes prioritaires.

3. Renforcer une capacité d'enquête dédiée à la VBGFT au sein des forces de police nationales : établir des unités spécialisées cybercriminalité-VBG dotées de capacités de criminalistique numérique, d'une formation tenant compte des traumatismes, et d'une intégration directe avec les parcours d'orientation vers les services de VBG. Au minimum, équiper tous les bureaux de police dédiés au genre VAPP en dehors de Lagos d'outils de criminalistique numérique de base.

4. Repenser les programmes d'autonomisation numérique pour les communautés patriarcales soumises au stress climatique afin qu'ils tiennent compte du retour de bâton : (a) organiser des sessions de négociation au niveau du ménage avec les femmes et les partenaires masculins avant de distribuer des outils numériques ; (b) établir des accords communautaires sur le droit des femmes à posséder et utiliser des appareils personnels ; (c) fournir simultanément une formation à la sécurité numérique aux membres masculins du ménage.

Les programmes autonomes de littératie numérique réservés aux femmes, dans ces contextes, peuvent être globalement néfastes sans cette préparation.

5. Établir des mécanismes de responsabilisation des plateformes exigeant de Meta (WhatsApp, Facebook), X et TikTok qu'ils répondent aux signalements escaladés par les gouvernements et les OSC concernant des cas de VBGFT dans des délais définis, et qu'ils fournissent des ressources de sécurité numérique localisées dans toutes les langues couvertes par les communautés étudiées par Her Voice.

10.3 Renforcement des systèmes de données pour tenir compte des enjeux émergents

Problème : des défaillances systémiques des données rendent invisibles les populations les plus vulnérables : Inspire Nigéria non fonctionnel ; l'EDS du Ghana exclut les femmes de 50 ans et plus ; aucun pays n'enregistre la violence numérique comme catégorie autonome ; aucun pays ne désagrège les données sur la VFF selon le statut de handicap ; aucun pays n'inclut le contexte d'événement climatique dans les registres de VFF. Il s'agit de choix structurels produisant une invisibilité structurelle.

1. Établir des systèmes nationaux interopérables de gestion des cas de VBG dans les quatre pays — fonctionnellement opérationnels (et non dormants comme Inspire Nigéria), avec la violence numérique comme catégorie d'incident obligatoirement enregistrée aux côtés de la violence physique et sexuelle, une désagrégation obligatoire selon le handicap, et un champ obligatoire de contexte d'événement climatique.

2. Étendre les modules nationaux EDS et d'enquête ménage sur la VFF pour inclure : les femmes de 50 ans et plus (actuellement exclues au Ghana) ; l'exposition aux événements climatiques comme variable contextuelle de la VFF ; les types d'incidents de violence numérique avec identification de la plateforme ; le statut de handicap des répondants. Il s'agit d'ajustements techniquement faisables ne nécessitant aucune nouvelle infrastructure d'enquête — seulement une volonté politique.

3. Soutenir les organisations de défense des droits des femmes et de la société civile (OGF/OSC) telles que GF2D Togo, DOVVSU Ghana, ALERT GBV Cameroun, WACOL Nigeria et d'autres organisations pertinentes, afin de développer des formulaires d'accueil standardisés pour la VBGFT et des protocoles de gestion des cas pouvant s'agréger en estimations régionales de prévalence, permettant ainsi aux tableaux de bord de la CEDEAO et de la CEEAC de refléter pour la première fois la violence numérique.

4. Mener un audit des systèmes nationaux de données sur les VBG des quatre pays au regard d'une norme de données inclusive du handicap, et financer les mises à niveau techniques nécessaires pour inclure la collecte de données sur la VFF désagrégées selon le handicap. Il s'agit d'une exigence minimale pour remplir les obligations de la CDPH, actuellement non satisfaites dans les quatre pays.

10.4 Cadres de renforcement des capacités des acteurs locaux

Problème : les organisations de la société civile sont les prestataires de services de lutte contre les VBG les plus fiables et les plus accessibles dans les quatre pays (par exemple GF2D Togo, WACOL Nigéria et ses réseaux de coalition, FIDA Ghana, ALVF Cameroun), pourtant elles fonctionnent sur des subventions de projet à court terme, manquent de protocoles standardisés de réponse à la VBGFT, et ne bénéficient d'aucun renforcement de capacités soutenu sur l'intégration climat-VFF. Leur potentiel est structurellement contraint par la dépendance aux bailleurs et le sous-investissement.

1. Établir des mécanismes de financement pluriannuels et flexibles pour les organisations de la société civile fournissant des services de première ligne en matière de VBG — subventions minimales de trois ans avec un soutien opérationnel de base, réduisant l'incertitude chronique de projet en projet. Les bailleurs devraient traiter le GF2D, WACOL et les OSC équivalentes comme des partenaires pérennes de prestation de services publics plutôt que comme des bénéficiaires discrétionnaires d'ONG.
2. Développer et déployer un curriculum régional standardisé de renforcement des capacités pour les travailleurs de première ligne des OSC sur : (a) la reconnaissance, l'accueil, la documentation et l'orientation en matière de VBGFT ; (b) l'identification du risque climat-VFF et la préparation saisonnière ; (c) la prestation de services inclusive du handicap ; (d) l'engagement tenant compte des traumatismes avec les femmes déplacées. Établir un partenariat avec WACOL/WAWORC, ONU Femmes et la CEDEAO pour un déploiement régional.
3. Former la police, les procureurs, les magistrats et les agents de santé des quatre pays dans le cadre de programmes continus et systématisés plutôt que d'ateliers ponctuels — couvrant le traitement des preuves numériques, la reconnaissance de la VBGFT, les schémas de violence liés au contexte climatique, et l'engagement sensible au handicap.
4. Investir dans l'échange de connaissances entre pays parmi les communautés étudiées par Her Voice et les OSC, en codifiant les innovations communautaires autochtones en matière de prévention de la violence, de renforcement de la résilience et de stratégies d'adaptation au climat. Organiser des échanges annuels entre praticiens du GF2D Togo, du DOVVSU Ghana, d'ALERT GBV Cameroun, de WACOL Nigéria et d'autres.
5. Soutenir et institutionnaliser des approches communautaires de prévention de la VFF impliquant les leaders traditionnels et religieux, en reconnaissant leur autorité à la fois comme un défi et une ressource pour le changement des normes. Le processus de la Déclaration de Notsè au Togo (collaboration OSC-leaders traditionnels réduisant les MGF et le mariage précoce) constitue un modèle documenté à répliquer.

10.5 Orientations de politique publique spécifiques aux pays et régions

10.5.1 Actions prioritaires spécifiques à chaque pays

Tableau 10.1 : Actions prioritaires par pays (réformes juridiques, investissement programmatique et action sur les données)

Pays	Réforme juridique prioritaire	Investissements prioritaires en faveur des programmes	Action prioritaire relative aux données
Nigéria	Activer les protocoles d'application spécifiques au PNCII dans le cadre de la loi de 2015 sur la cybercriminalité ; imposer la domestication complète de la loi VAPP dans l'État restant ; rendre le système Inspire GBV opérationnel avec des champs obligatoires VBGFT et contexte climatique	Répliquer le DSVCMS de Lagos dans 5 États supplémentaires d'ici 2027 ; intégrer les alertes saisonnières climat-VFF dans les plans RRC des États du Nord ; déployer à plus grande échelle l'autonomisation numérique tenant compte du retour de bâton dans le Yobe et le Taraba ruraux	Financer et activer le système Inspire ; imposer un champ contexte d'événement climatique dans tous les registres de VFF ; étendre l'EDS aux femmes de 50 ans et plus

Ghana	Établir le Fonds contre la VD exigé par l'arrêt de la Cour suprême de 2017 ; étendre la loi 732 sur la VD pour couvrir les formes de violence numérique ; établir le droit juridique des femmes à posséder un appareil personnel sans consentement du conjoint	Étendre les services du guichet unique du DOVVSU d'Accra à au moins trois capitales régionales ; développer et piloter le signalement des VBG par RVI vocale dans la région du Haut-Est ; intégrer une formation numérique tenant compte du retour de bâton dans le programme de protection sociale LEAP	Inclure la cohorte 50+ dans le module EDS sur la VFF ; ajouter une catégorie d'accueil pour la violence numérique aux registres du DOVVSU ; financer une étude longitudinale climat-VFF dans le Haut-Est
Cameroun	Adopter une loi nationale dédiée à la VFF (actuellement absente) ; adopter des dispositions explicites sur la VBGFT dans la législation sur la cybercriminalité ; intégrer le mandat VBG du MINPROFF dans la mise en œuvre du PNA avec un budget dédié	Intégrer ALERT GBV avec les orientations policières et judiciaires afin que les signalements génèrent des réponses opérationnelles ; développer des protocoles de VFF liée au déplacement climatique pour l'Extrême-Nord et les communautés en crise anglophone ; traiter la vulnérabilité climatique des quartiers informels urbains	Établir un système national de gestion des cas de VFF intégrant les données d'ALERT GBV ; imposer la désagrégation par handicap ; inclure la VBGFT comme type d'incident enregistré dans les statistiques policières nationales
Togo	Adopter une loi autonome sur la VFF criminalisant explicitement la violence psychologique et économique ; ajouter des dispositions explicites sur le PNCII/la sextorsion à la loi de 2018 sur la cybersécurité	Étendre les Centres d'écoute du GF2D aux 6 régions avec une capacité d'accueil de la violence numérique ; développer des protocoles de communication d'urgence inclusifs du handicap ; investir dans l'éducation à la sécurité numérique par la radio communautaire	Financer le GF2D pour développer des formulaires d'accueil standardisés pour la VBGFT ; mener une enquête nationale incluant les femmes de 50 ans et plus et des questions désagrégées par handicap ; relier l'ANCy à l'orientation vers les services de VBG afin que les plaintes numériques génèrent des réponses de sécurité

10.5.2 Orientations de politique publique régionales — CEDEAO et CEEAC

Les données probantes de Her Voice fournissent une base empirique solide pour l'action politique régionale via la CEDEAO et la CEEAC — les deux organismes régionaux disposant d'une autorité normative et de convocation sur les quatre pays étudiés.

1. La CEDEAO devrait opérationnaliser sa Stratégie Genre et RRC (2020-2030) avec un protocole dédié de prévention climat-VFF — exigeant que tous les États membres incluent des évaluations du risque de VBG et des composantes de prévention dans les déclarations d'urgence climatique, avec un rapport annuel au Centre CEDEAO pour le développement du genre.
2. La CEDEAO et la CEEAC devraient adopter conjointement un cadre régional standard sur la VBGFT, harmonisant la criminalisation du PNCII, les normes de poursuite de la sextorsion, les règles d'admission des preuves numériques et les protocoles de réponse centrés sur les survivantes dans l'ensemble de la sous-région, afin de réduire l'impunité des auteurs par arbitrage juridictionnel.
3. Commanditer un examen conjoint CEDEAO-CEEAC de l'architecture régionale des données sur la VFF, identifiant les normes minimales requises de désagrégation des données (violence numérique, handicap, contexte climatique, âge 50+) et finançant les mises à niveau

techniques nationales nécessaires pour les atteindre dans le cadre d'un plan de mise en œuvre de trois ans.

4. La CEDEAO devrait tirer parti de la dynamique de ratification de la Convention de l'UA sur l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles (AUCEVAWG, 2025) pour établir un mécanisme régional de redevabilité suivant les progrès de la réforme juridique sur la VBGFT, l'intégration climat-VFF et le renforcement des systèmes de données dans les États membres.

10.6 Préparation des interventions et recommandations pour les acteurs clés

Une analyse complémentaire préparée pour la construction de coalitions et l'influence politique a évalué la préparation à l'intervention de chaque pays selon six dimensions politiques, sur une échelle de 1 (lacune critique) à 5 (adéquat). Aucun pays n'obtient un score supérieur à 3 sur aucune dimension ; la législation sur la VBGFT et la capacité de criminalistique numérique constituent les lacunes les plus critiques dans les quatre pays.

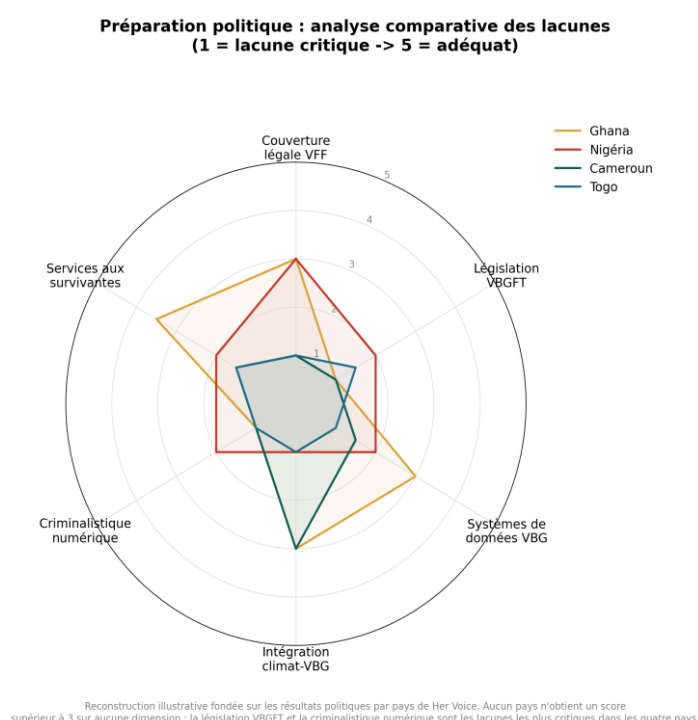


Figure 10.1 : Préparation politique — analyse comparative des lacunes.

S'appuyant sur les priorités spécifiques aux pays de la section 10.5, les onze recommandations suivantes traduisent les données probantes en action à travers quatre thématiques politiques transversales, chacune assignée au(x) acteur(s) chef(s) de file les mieux positionnés pour la mettre en œuvre. Bien qu'adressées à un acteur chef de file nommé, les onze recommandations demeurent des points d'engagement transversaux pour les OGF, les OSC et les coalitions.

Tableau 10.2 : Recommandations thématiques et acteurs chefs de file

N°	Thème	Recommandation	Acteurs chefs de file
1	Climat-VFF	Intégrer des évaluations explicites du risque de VBG, des normes d'hébergement sûr et des parcours d'orientation des survivantes dans tous les PNA, CDN et cadres de RRC.	Ministères du Climat et des Affaires féminines

2	Climat-VFF	Établir des protocoles d'alerte saisonnière sur la VFF : le début des inondations et les déclarations de sécheresse activent automatiquement la sensibilisation aux VBG, la capacité de ligne d'assistance et l'abri d'urgence.	NADMO / ANPC / Comités RRC
3	Climat-VFF	Intégrer la cartographie du risque de VBG dans les évaluations de vulnérabilité climatique afin d'identifier les communautés à haut risque avant l'escalade des crises.	Ministères de l'Environnement / planificateurs
4	Sécurité numérique	Cameroun et Togo : adopter une législation dédiée à la VBGFT. Nigéria : renforcer l'application relative au PNCII. Ghana : mettre à jour la loi sur la VD pour couvrir explicitement les formes numériques d'abus.	Parlements / ministères de la Justice
5	Sécurité numérique	Repenser les outils de signalement des VBG pour fonctionner via RVI vocale et SMS gratuits en langues locales, supprimant les exigences de smartphone et d'internet.	Régulateurs TIC / OSC
6	Sécurité numérique	Établir des unités de police cybercriminalité-VBG dotées de capacités de criminalistique numérique et d'une formation tenant compte des traumatismes dans les quatre pays.	Services de police nationaux
7	Sécurité numérique	Exiger de Meta, X et TikTok qu'ils répondent aux signalements de VBGFT escaladés dans des délais définis et fournissent des ressources de sécurité en langues locales.	Organes de gouvernance TIC/numérique
8	Systèmes de données	Établir des systèmes nationaux interopérables de gestion des cas de VBG avec désagrégation obligatoire par VBGFT, statut de handicap et contexte d'événement climatique.	Tous les gouvernements / ONU Femmes
9	Systèmes de données	Étendre les enquêtes nationales (EDS) pour inclure les femmes de 50 ans et plus, le statut de handicap, l'exposition aux événements climatiques et les catégories de violence numérique.	Offices nationaux de statistique
10	Protection sociale	Déployer des transferts monétaires sensibles au retour de bâton : associer les transferts d'actifs à des sessions d'engagement des hommes, à la sensibilisation aux droits financiers et à l'orientation vers les VBG.	Protection sociale / bailleurs
11	Protection sociale	Renforcer la protection des PDI : conception d'abris sûrs, distribution alimentaire sécurisée, signalement accessible des VBG et soutien ciblé aux ménages dirigés par des femmes.	Acteurs humanitaires / HCR / gouvernements

Qui fait quoi — Appel à l'action

Gouvernements et organismes régionaux : agir immédiatement sur les recommandations 1 à 3 (intégration climatique) et 8 à 9 (systèmes de données). Opérationnaliser le Fonds contre la VD du Ghana. Domesticuer la loi VAPP dans tous les États nigériens. Adopter la Stratégie Genre et RRC de la CEDEAO avec un protocole climat-VFF spécifique et un cadre standard sur la VBGFT.

Coalitions et OGF travaillant avec les bailleurs et partenaires internationaux : passer d'un financement par cycle de projet à un financement institutionnel pluriannuel pour les OGF

pivots (WACOL, GF2D, FIDA Ghana, REDHAC/Reach Out Cameroun). Co-investir simultanément dans l'accès numérique et la sécurité des ménages — l'allocation de 0,04 % du financement climatique à la prévention des VBG doit être traitée comme un plancher, non comme un plafond.

Objectif féministe des OGF/OSC et canaux d'ancrage communautaire avec le milieu universitaire, les leaders traditionnels et les médias : utiliser la base de données probantes de Her Voice dans les rapports parallèles Beijing+30, les soumissions à la CEDEF, le suivi de la Convention EVAW de l'UA, et les négociations sur le genre à la COP. Former les leaders traditionnels et religieux comme premiers intervenants centrés sur les survivantes, intégrés aux parcours d'orientation formels, et fournir des ressources de sécurité numérique en langues locales.

SECTION 11

Stratégie de plaidoyer et supports de communication

11. STRATÉGIE DE PLAIDOYER ET SUPPORTS DE COMMUNICATION

POINTS CLÉS — STRATÉGIE DE PLAIDOYER

- Les messages clés sont adaptés à trois publics : les décideurs politiques et acteurs gouvernementaux, les bailleurs et partenaires internationaux, et les communautés et la société civile.
- Les supports de plaidoyer traduisent les résultats quantitatifs en formats visuels et partageables pour les dialogues politiques régionaux.
- Les volets médias, engagement numérique et mobilisation communautaire fonctionnent ensemble pour maintenir la dynamique après la fin formelle du projet.

Cette section décrit comment Her Voice mobilisera les cœurs et les esprits à partir de sa recherche, en présentant le plan de mise en œuvre réussie des phases restantes du projet. Elle couvre les messages clés pour différents publics, les prototypes de supports de communication, le plan de campagne médiatique et numérique, et le cadre de mesures pour suivre l'impact du plaidoyer.

11.1 Messages clés pour les décideurs politiques, les bailleurs de fonds et les communautés

Her Voice a généré une architecture de messages distinctive, fondée sur des données probantes, adaptable à différents publics et canaux. Les messages clés suivants s'ancrent directement dans les résultats du travail de terrain primaire et sont conçus pour être utilisés dans l'ensemble des activités de plaidoyer.

11.1.1 Messages clés pour les décideurs politiques et les acteurs gouvernementaux

- **Une réponse climatique sans genre est une réponse incomplète** : Au Nigéria, au Ghana, au Cameroun et au Togo, les chocs climatiques constituent le principal déterminant de la destruction du patrimoine des ménages (régression Ghana : $\beta = -0,416$, $p < 0,001$) et le prédicteur le plus puissant de la violence faite aux femmes. Les Plans nationaux d'adaptation et les CDN qui n'intègrent pas de mesures explicites de prévention de la VFF négligent systématiquement les populations les plus touchées.
- **Le déplacement est le point d'intervention à plus haut risque** : Les femmes déplacées au Cameroun subissent des violences à hauteur de 66,7 % contre 41,5 % pour les non-déplacées — un écart de 25 points de pourcentage. Les cadres de préparation aux catastrophes et de réponse humanitaire doivent inclure des protocoles de prévention de la VFF, des normes d'abri sûr et une continuité des services de VBG comme composantes non négociables.
- **Les cadres juridiques sont nécessaires mais insuffisants** : Le Cameroun et le Togo ne disposent pas de lois autonomes sur la VFF ; le Togo ne criminalise pas

explicitement la violence économique ou psychologique. Le Nigeria et le Ghana disposent de lois phares (VAPP, loi 732 sur la VD), mais leur application est fondamentalement défailante. La priorité n'est pas davantage de lois ; ce sont des services financés, accessibles et opérationnels atteignant les populations les plus isolées.

- **La violence numérique n'est pas un risque futur — c'est une épidémie actuelle :** La VBGFT est documentée dans les quatre pays, y compris dans des communautés rurales auparavant supposées épargnées par les préjudices numériques. Une législation spécifique sur le PNCII et la sextorsion est absente ou ambiguë dans les quatre pays. Les gouvernements doivent agir maintenant, avant que la pénétration numérique ne devance davantage les cadres de protection.
- **Les systèmes de données institutionnels font défaut aux femmes confrontées à des préjudices émergents :** Le système Inspire GBV du Nigeria est non fonctionnel ; l'ANCy du Togo n'a reçu aucune plainte officielle pour cyberharcèlement malgré une prévalence documentée ; le Fonds contre la VD du Ghana n'a jamais été établi. Investir dans des systèmes de données sur les VBG interopérables, numériquement accessibles et inclusifs du handicap est un préalable à une réponse fondée sur des données probantes.

11.1.2 Messages clés pour les bailleurs de fonds et partenaires internationaux

- **Financer l'infrastructure de la société civile — pas seulement les projets :** Le GF2D Togo, Caritas Ghana, Reach Out Cameroun, WACOL Nigeria et d'autres sont les institutions de confiance et de première intervention pour les femmes les plus à risque. Leur efficacité dépend d'un financement récurrent et prévisible, et non de cycles de projet courts. L'architecture des bailleurs doit passer du financement de projets à l'investissement dans les capacités institutionnelles.
- **Le paradoxe numérique exige un investissement simultané dans l'accès ET la sécurité :** La possession d'un appareil sans littératie numérique, confidentialité et sécurité crée les conditions de l'effet de retour de bâton (Ghana : $B=0,362$, $p=0,005$). Des programmes d'autonomisation numérique efficaces exigent un co-investissement dans les conditions de sécurité au niveau du ménage, qui rendent les outils numériques véritablement protecteurs plutôt qu'exposants.
- **La convergence des risques climatiques et numériques est le défi émergent déterminant en matière de VFF :** Le lien déplacement climatique-exploitation numérique documenté au Togo n'est pas un cas isolé ; il constitue un modèle de ce qui s'annonce à mesure que les événements climatiques s'intensifient et que la pénétration numérique se développe. Les stratégies des bailleurs pour la prévention des VBG en Afrique de l'Ouest et du Centre doivent être explicitement informées sur le climat et le numérique.
- **Investir dans les données désagrégées :** Les femmes en situation de handicap, les femmes déplacées, les femmes âgées rurales et les femmes dans les contextes touchés par les conflits sont structurellement invisibles dans les systèmes de données actuels sur la VFF. Ce n'est que lorsque les données saisisent ces populations que les programmes pourront les atteindre.

11.1.3 Messages clés pour les communautés et la société civile

- **La violence n'est pas inévitable quand la nourriture manque ou que les inondations arrivent — et elle n'est jamais acceptable :** Le cycle du « pot vide comme point de rupture » documenté au Ghana et confirmé dans les quatre pays est prévisible et évitable. Les communautés peuvent identifier les signes avant-coureurs et activer des mécanismes de protection avant l'escalade.

- **Les outils numériques peuvent protéger — mais seulement s'ils sont utilisés en toute sécurité** : Le mobile money, les groupes de soutien numériques et les outils de signalement en ligne ont démontrablement amélioré la sécurité et l'autonomie économique des femmes. Mais l'accès emprunté à un appareil, la confiscation de téléphone et la surveillance numérique par des partenaires constituent des formes d'abus. Les communautés, les écoles et les organisations de femmes ont besoin d'une littératie sur les droits numériques, pas seulement d'une formation aux compétences numériques.
- **La voix des femmes dans la planification climatique sauve des vies** : Les femmes qui participent aux systèmes d'alerte précoce, aux comités de préparation aux catastrophes et à la planification de l'adaptation agricole produisent de meilleurs résultats pour leurs communautés. Exclure les femmes de ces espaces n'est pas seulement discriminatoire ; c'est aussi coûteux sur le plan opérationnel pour la résilience climatique.

11.2 Prototypes de supports de communication

Her Voice produira un ensemble de supports de plaidoyer ancrés dans les résultats de la recherche primaire, conçus pour différents publics, niveaux de littératie et formats médiatiques. Les prototypes suivants sont prévus pour production lors de la phase de diffusion.

Tableau 11.1 : Prototypes de supports de communication

Support	Public cible	Message clé / contenu	Format / canal	Calendrier de production
Infographie du cycle climat-violence	Décideurs politiques, médias, public éduqué	La trajectoire en six étapes de la sécheresse/inondation → insécurité alimentaire → stress économique → violence domestique → impunité → aggravation de la pauvreté	Affiche A3 bilingue (anglais/français) en couleur ; tuiles pour réseaux sociaux ; diaporama	T1 2026
Explicatif du paradoxe numérique	Bailleurs, secteur technologique, société civile	Comment la possession de téléphone sans architecture de sécurité accroît le risque de violence ; les données probantes de l'effet de retour de bâton	Document illustré de deux pages ; vidéo explicative animée (2 min) ; série d'infographies LinkedIn	T1 2026
Notes pays factuelles (x4)	Décideurs nationaux, ministères, points focaux CEDEAO/CEEAC	Résultats spécifiques par pays, lacunes politiques, et 5 principales recommandations pour le Nigéria, le Ghana, le Cameroun et le Togo	PDF formaté de 6 pages par pays ; bilingue le cas échéant	T2 2026
Courts-métrages « Voix des »	Société civile, grand public,	Récits animés ou illustrés anonymisés	Courts-métrages animés/illustrés de 3 à	T2 2026

survivantes » (x4, anonymisés)	campagnes de plaidoyer	— l'histoire du camp de PDI de Taraba, le lien sextorsion de Lomé, le vide de justice « les affaires sont dehors » au Ghana, la normalisation « c'est devenu normal » au Cameroun	5 minutes en langues locales avec sous-titres ; extraits pour réseaux sociaux	
Prototype de tableau de bord	ONU Femmes, offices de données gouvernementaux, chercheurs	Tableau de bord visuel interactif des données de corrélation climat-VFF ; comparaison entre pays ; analyse des sous-groupes désagrégés	Tableau de bord hébergé en ligne en accès libre, avec tableaux de données téléchargeables	T3 2026
Pack de scripts pour radio communautaire	Communautés rurales, leaders communautaires, groupes de femmes	Explications en langage clair sur les droits climatiques, la sécurité numérique, les services de VFF ; appel à l'action pour les auditeurs	8 scripts de drame radiophonique de 15 minutes en 6 langues locales ; pack pour partenaires de diffusion	T2 2026
Note de politique pour la CEDEAO/CEEAC	Organismes régionaux, délégations des États membres	Synthèse régionale des résultats transnationaux ; recommandations politiques régionales prioritaires ; lacunes de mise en œuvre de la Stratégie Genre et RRC de la CEDEAO	PDF formaté de 8 pages ; bilingue ; préparé pour soumission à la prochaine réunion ministérielle Genre de la CEDEAO	T2 2026

11.3 Plan de campagne médiatique et numérique

La communication de plaidoyer de Her Voice sera déployée à travers trois volets de campagne intégrés : le plaidoyer institutionnel, l'engagement numérique et la mobilisation communautaire. Ces volets sont conçus pour fonctionner simultanément et se renforcer mutuellement, créant un écosystème de données probantes multidirectionnel reliant les voix des survivantes aux espaces de politique internationale.

11.3.1 Axe de plaidoyer institutionnel

Ce volet cible les ministères gouvernementaux, les comités genre de la CEDEAO et de la CEEAC, les bureaux nationaux d'ONU Femmes et les délégations des bailleurs. Les principaux vecteurs sont : (1) des ateliers de validation avec les parties prenantes dans chaque pays, combinant présentation des données et dialogue politique — transformant les répondants de sujets de recherche en co-analystes des résultats ; (2) la soumission formelle des notes factuelles pays aux mécanismes nationaux de coordination sur les VBG et aux points focaux genre des ministères en charge du climat et de la gouvernance numérique ; (3) des événements parallèles lors des sommets de la CEDEAO et de la Semaine africaine du

climat, reliant les résultats de Her Voice aux engagements politiques régionaux sur climat-VFF.

11.3.2 Axe d'engagement numérique

Ce volet utilise X (Twitter), Facebook, Instagram et LinkedIn pour amplifier les résultats de la recherche auprès de publics régionaux et mondiaux, avec des packs de contenu adaptés à différentes plateformes et niveaux de littératie. Les éléments principaux comprennent : le hashtag de campagne #HerVoice avec une identité visuelle cohérente dans tous les pays et partenaires ; une série hebdomadaire de fils de données probantes (« Que disent les données ») partageant un résultat par semaine avec citation de source et visuel ; l'amplification des récits de survivantes via les organisations partenaires ; un suivi en temps réel de l'engagement, de la portée et du sentiment, avec revue et adaptation hebdomadaires. Tout le contenu numérique sera produit en anglais et en français et traduit dans au moins une langue locale par pays.

11.3.3 Axe de mobilisation communautaire

Reconnaissant que les populations les plus à risque ont le moins accès aux canaux numériques, ce volet utilise la radio, le théâtre communautaire et la facilitation de groupes de femmes pour porter les résultats de Her Voice aux communautés rurales et semi-urbaines. Les éléments comprennent : la diffusion de scripts de drame radiophonique communautaire via des stations partenaires dans les quatre pays ; des conversations communautaires facilitées utilisant des versions traduites des notes factuelles pays ; la formation des agents de santé communautaire, des accoucheuses traditionnelles et des leaders de groupes de femmes à l'utilisation des données de Her Voice dans leur propre plaidoyer ; et l'établissement de boucles de rétroaction permettant aux réactions communautaires aux résultats d'éclairer l'adaptation ultérieure du plaidoyer.

11.4 Indicateurs de suivi de l'impact du plaidoyer

Mesurer l'efficacité du plaidoyer exige de suivre à la fois la portée et la qualité de l'engagement à travers différents publics et canaux. Le cadre de mesures suivant est organisé autour de trois niveaux de résultats : la sensibilisation, l'engagement et l'action.

Tableau 11.2 : Mesures de suivi de l'impact du plaidoyer

Niveau de résultat	Indicateur	Méthode de mesure	Cible (d'ici décembre 2026)
Sensibilisation	Nombre de décideurs politiques directement atteints via les événements de plaidoyer institutionnel	Registres d'inscription aux événements ; enquêtes de suivi	Plus de 200 décideurs politiques dans les 4 pays
Sensibilisation	Nombre de membres de la communauté engagés via la radio et les événements communautaires	Enquêtes auprès des auditeurs ; registres de présence communautaire	Plus de 50 000 membres de la communauté
Sensibilisation	Portée sur les réseaux sociaux (impressions) du contenu de la campagne #HerVoice	Analytique des plateformes	Plus de 500 000 impressions sur toutes les plateformes
Engagement	Nombre d'articles, de rapports ou d'émissions médiatiques citant les résultats de Her Voice	Service de veille médiatique ; rapports des partenaires	Plus de 50 citations médiatiques dans les médias nationaux et régionaux

Engagement	Nombre d'organisations de la société civile utilisant les données de Her Voice dans leur propre plaidoyer	Auto-déclaration des partenaires ; revue documentaire	Plus de 30 OSC dans les 4 pays
Engagement	Amélioration de la compréhension des parties prenantes (évaluation avant/après atelier)	Enquête appariée avant/après à chaque atelier	Amélioration d'au moins 30 % des scores de compréhension
Action	Nombre de documents politiques (PNA, CDN, stratégies VBG) référençant les résultats de Her Voice	Revue documentaire ; liaison gouvernementale	Plus de 5 documents politiques au niveau national ou régional
Action	Nombre de réformes juridiques ou institutionnelles initiées citant les données probantes de Her Voice	Journal de suivi du plaidoyer ; rapports des partenaires	Au moins 2 réformes initiées (législation sur le PNCH ; établissement du Fonds contre la VD)
Action	Proportion des acteurs gouvernementaux cibles s'engageant sur des actions de suivi spécifiques	Formulaire de suivi des engagements à chaque événement institutionnel	Au moins 50 % des participants aux événements institutionnels

SECTION 12

Conclusions et prochaines étapes

12. CONCLUSIONS ET PROCHAINES ÉTAPES

Cette section clôt la boucle sur ce que Her Voice a appris et identifie les orientations à venir. Elle résume les principaux enseignements, expose les contributions du projet à la recherche, formule des recommandations pour les recherches futures, et présente une feuille de route pour la mise à l'échelle et la pérennisation des résultats de Her Voice.

12.1 Synthèse des principaux constats

Her Voice s'est donné pour objectif d'étudier le lien entre le changement climatique, la numérisation et la violence faite aux femmes en Afrique de l'Ouest et du Centre. Les données probantes générées (à partir de 747 enquêtes ménages, plus de 56 discussions de groupe et plus de 78 entretiens avec des informateurs clés au Nigéria, au Ghana, au Cameroun et au Togo) sont sans équivoque : les forces du stress environnemental et de la transformation numérique ne sont pas périphériques à la crise de la VFF. Elles comptent désormais parmi ses déterminants structurels centraux.

12.1.1 Le changement climatique, un multiplicateur de VFF — documenté, quantifié et actionnable

Dans les quatre pays, les chocs climatiques amplifient systématiquement les inégalités de genre préexistantes et produisent des pics de violence directs et prévisibles. L'analyse de régression du Ghana, la donnée économétrique la plus rigoureuse du projet, confirme que les facteurs de stress climatique constituent le plus grand prédicteur à la fois de la destruction du patrimoine des ménages ($\beta = -0,416$, $p < 0,001$) et de l'escalade de la violence ($p = 0,011$). Le cycle du « pot vide comme point de rupture » n'est pas une métaphore ; c'est une trajectoire causale confirmée par les données quantitatives, les témoignages issus des discussions de groupe et les données des entretiens institutionnels dans les quatre pays. L'écart de 25 points de pourcentage entre déplacement et violence au Cameroun (66,7 % contre 41,5 %) fournit la preuve la plus claire, au niveau individuel, que le déplacement constitue le point de transition à plus haut risque pour la VFF, exigeant une intégration immédiate dans les protocoles de réponse aux catastrophes.

Le mariage des enfants comme stratégie d'adaptation climatique, les accusations de sorcellerie contre les femmes âgées pendant les sécheresses, le ciblage des femmes déplacées dans les camps de PDI, et la traite de jeunes femmes le long des corridors de migration climatique ne sont pas des phénomènes anecdotiques. Ce sont des schémas documentés, récurrents et en intensification, qui exigent que la prévention de la VFF sensible au climat devienne une programmation standard, et non exceptionnelle.

12.1.2 La numérisation, une épée à double tranchant — à la fois émancipatrice et dangereuse

Le paradoxe numérique révélé par Her Voice est à la fois urgent et actionnable. La possession de téléphone est quasi universelle dans les quatre pays étudiés (86 à 98 %), mais la littératie numérique fonctionnelle varie d'un niveau critiquement faible (Togo : 98 % de compétences faibles ou nulles) à modéré. Cela crée des populations simultanément exposées aux préjudices numériques et exclues des protections numériques — le pire des deux mondes. La VBGFT n'est pas un risque émergent ; c'est une épidémie actuelle et documentée dans

les quatre pays, y compris dans des communautés rurales auparavant supposées épargnées par les préjudices numériques.

L'effet de retour de bâton identifié au Ghana — la possession de téléphone accroissant le risque de violence ($B=0,362$, $p=0,005$) dans les ménages patriarcaux soumis à un stress économique — constitue le résultat le plus contre-intuitif et le plus déterminant pour la politique publique du projet. Il exige une refonte fondamentale des programmes d'autonomisation numérique. Fournir des appareils et des compétences sans traiter simultanément les dynamiques de pouvoir au sein du ménage et les attitudes masculines face à l'indépendance numérique des femmes peut créer un préjudice. Le « paradoxe numérique » doit être compris non seulement comme un écart d'accès, mais comme le reflet d'une inégalité de genre structurelle que les outils numériques seuls ne peuvent résoudre.

12.1.3 L'invisibilité structurelle, le défi central

Dans les quatre pays, un schéma récurrent a été documenté : les femmes confrontées aux risques composés les plus élevés sont systématiquement invisibles aux systèmes de données, aux services institutionnels et aux réponses politiques. Les femmes en situation de handicap au Togo font face à un triple risque : exposition climatique disproportionnée, VFF élevée, et exclusion quasi totale des services de VBG. Les femmes âgées « laissées pour compte » au Ghana (âge moyen de 50,3 ans) sont invisibles à la fois à la planification de l'adaptation climatique et à la cartographie des services de VFF. Les femmes rurales sans accès numérique ne peuvent utiliser les outils de signalement conçus pour elles. Les femmes déplacées en contexte de PDI sont sous-comptabilisées parce qu'elles sont inatteignables.

Cette invisibilité structurelle est elle-même une forme de violence ; le produit de systèmes de données qui mesurent ce qui est facile à mesurer plutôt que ce qui compte le plus. Y remédier exige un investissement délibéré et intensif en ressources dans la collecte de données intersectionnelle, la conception de services inclusifs du handicap, et une portée géographique dépassant l'empreinte institutionnelle urbaine qui domine actuellement la réponse aux VBG dans les quatre pays.

12.2 Contributions à la recherche et liens théorie-pratique

Her Voice apporte plusieurs contributions distinctes à la fois à la littérature de recherche et à la pratique de la prévention et de la réponse à la VFF :

1. Première preuve quantitative de l'effet de retour de bâton en Afrique de l'Ouest : La régression du Ghana, fournissant une confirmation économétrique que l'accès numérique accroît le risque de violence dans des contextes ménagers patriarcaux spécifiques, représente une contribution méthodologique et substantielle à la littérature sur la VBGFT, où cette dynamique avait été théorisée mais jamais démontrée par une analyse de régression dans le contexte de l'Afrique subsaharienne.

2. Première documentation du lien entre déplacement climatique et exploitation numérique : le lien de sextorsion documenté au Togo — des femmes déplacées par les inondations ciblées via des plateformes numériques proposant une assistance frauduleuse — représente une trajectoire nouvelle et sous-théorisée reliant le déplacement climatique à la VBGFT. Ce phénomène n'avait pas été systématiquement documenté dans la littérature existante et fournit un modèle pour de futures recherches dans des contextes numériques touchés par le climat à l'échelle mondiale.

3. Confirmation empirique du paradoxe de la vulnérabilité urbaine : Le résultat camerounais selon lequel les ménages urbains présentent un stress climatique cumulé plus élevé que les ménages ruraux remettent en question les hypothèses dominantes de la politique d'adaptation climatique et de la recherche sur les VBG. Il fournit une base de

données probantes directe pour réorienter les ressources vers les quartiers informels urbains comme zone de vulnérabilité prioritaire.

4. Le « facteur nul » — la littératie numérique sans changement structurel : La régression du Ghana confirmant que la littératie numérique n'a aucun effet indépendant sur l'accumulation de patrimoine des ménages ($p=0,378$) dans les communautés soumises au stress climatique apporte une contribution directe aux débats sur l'efficacité du développement numérique. Elle fournit la preuve la plus claire à ce jour que la pauvreté structurelle et la vulnérabilité climatique doivent être traitées avant que la formation aux compétences numériques ne produise des résultats économiques significatifs pour les femmes rurales.

5. Un modèle multi-pays à méthodes mixtes pour la recherche climat-VFF-numérique : La méthodologie de Her Voice (combinant des enquêtes ménages standardisées, des discussions de groupe désagrégées, des entretiens institutionnels et une analyse de régression dans quatre pays aux profils climatiques, numériques et de VFF variés) fournit un modèle reproductible pour les futures recherches sur les déterminants émergents de la VFF dans les pays du Sud.

12.3 Recommandations pour les recherches futures

Her Voice a généré des données probantes fondatrices, mais a également identifié des lacunes de connaissances importantes nécessitant des recherches futures :

- Des études longitudinales en panel, suivant les mêmes ménages au cours de plusieurs saisons climatiques, sont nécessaires pour établir clairement les enchaînements causaux dans le lien entre changements climatiques et VFFF. Les données transversales actuelles confirment l'existence d'une corrélation, mais ne permettent pas d'établir pleinement la priorité temporelle des événements.
- Une recherche intégrant les données d'alerte précoce climatique au signalement en temps réel de la VFF permettrait de développer des modèles de risque prédictifs autorisant une réponse anticipative de prévention de la VFF — une avancée opérationnelle significative par rapport aux approches réactives actuelles.
- Le lien déplacement climatique-exploitation numérique documenté au Togo nécessite une recherche de suivi dédiée dans plusieurs contextes touchés par le climat, afin de déterminer sa généralisabilité et de développer des contre-interventions fondées sur des données probantes.
- Des évaluations expérimentales et quasi-expérimentales des programmes d'autonomisation numérique intégrant des stratégies d'atténuation de l'effet de retour de bâton — en particulier celles qui engagent les hommes et traitent les dynamiques de pouvoir au sein du ménage parallèlement à la distribution d'appareils — sont indispensables pour constituer une base de données probantes en vue de la refonte des programmes.
- La recherche sur les femmes en situation de handicap à l'intersection du climat et de la VFF est quasi absente de la littérature. Les résultats togolais de Her Voice fournissent un point de départ, mais des études dédiées, avec des équipes de recherche dirigées par des personnes en situation de handicap, sont nécessaires pour produire des données probantes actionnables pour cette population.
- Des évaluations de la capacité de criminalistique numérique dans les quatre pays étudiés fourniraient la base de données probantes pour des investissements ciblés dans la capacité numérique des forces de l'ordre — un préalable à des poursuites significatives en matière de VBGFT.

12.4 Feuille de route pour la mise à l'échelle et la pérennisation des résultats de Her Voice

La feuille de route de Her Voice envisage une stratégie de mise à l'échelle à trois horizons s'étendant de 2026 à 2030, ancrée dans le cadre du programme ACT et s'appuyant sur les relations institutionnelles, la base de données probantes et les supports de plaidoyer générés dans le cadre du projet actuel.

Tableau 12.1 : Impact de Her Voice — feuille de route de pérennisation et d'héritage

Horizon	Période	Actions prioritaires	Partenaires clés	Indicateurs de réussite
Horizon 1 — Consolider et diffuser	2026 (S1)	Finaliser et valider l'ensemble de l'analyse primaire ; produire et lancer tous les supports de communication ; mener des ateliers de diffusion au niveau national ; soumettre les notes factuelles pays aux mécanismes nationaux de coordination sur les VBG	WACOL, ONU Femmes, ministères nationaux des Affaires féminines, Direction Genre de la CEDEAO	Finalisation des rapports des 4 pays; Notes de synthèse soumises aux 4 instances nationales de coordination ; plus de 200 décideurs politiques atteints
Horizon 2 — Ancrer et institutionnaliser	2026 (S2) - 2027	Intégrer les résultats de Her Voice dans la revue de la Stratégie Genre et RRC de la CEDEAO ; appuyer au moins 2 pays pour intégrer des dispositions climat-VFF dans la révision des CDN/PNA ; piloter l'outil de signalement vocal RVI en partenariat avec les opérateurs mobiles ; établir le tableau de bord Her Voice comme ressource de suivi national continu	CEDEAO, CEEAC, ministères nationaux du Climat et du Numérique, opérateurs mobiles (MTN, Orange), partenaires OSC	Plus de 2 révisions de CDN/PNA citant Her Voice ; outil RVI pilote déployé ; tableau de bord en ligne et régulièrement mis à jour ; plus de 30 OSC utilisant les données de Her Voice
Horizon 3 — Mettre à l'échelle et pérenniser	2028- 2030	Étendre le champ géographique à d'autres pays d'Afrique de l'Ouest/du Centre ; établir Her Voice comme programme de recherche biennal récurrent ; intégrer les indicateurs de Her Voice au cadre de suivi genre de la CEDEAO ; développer un curriculum de formation Her Voice pour les points focaux genre gouvernementaux et les analystes de données des OSC	ONU Femmes, UE, offices nationaux de statistique, partenaires universitaires, coalitions féministes de nouvelle génération	Indicateurs de Her Voice intégrés au cadre de la CEDEAO ; cycle de recherche biennal établi ; plus de 10 pays couverts ; plus de 100 militants formés à la littératie des données

Réflexion finale

Her Voice n'a pas été conçu comme un produit de recherche isolé, mais comme un processus vivant — un mécanisme reliant le vécu des femmes face à la violence climatique et numérique aux espaces

politiques où se prennent les décisions qui régissent leur vie. La feuille de route ci-dessus est le plan pour pérenniser et faire grandir ce lien. Les données probantes sont désormais sur la table. Le travail consistant à les traduire en action — législative, institutionnelle, programmatique et culturelle — appartient désormais à toutes celles et ceux qui l'ont lu.

SECTION 13

Annexes

13. ANNEXES

Cette section rassemble les documents techniques de référence, à des fins de transparence, de réplcation et de consultation approfondie. Elle couvre : l'annexe A — la structure de l'instrument d'enquête et le cadre des guides d'entretien ; l'annexe B — le codebook et les définitions des variables ; l'annexe C — les profils pays détaillés et les cartographies des parties prenantes ; et l'annexe D — les approbations éthiques et les modèles de consentement.

Annexe A : Instruments d'enquête et guides d'entretien

A.1 Enquête auprès des ménages — Structure des modules

L'enquête ménage standardisée de Her Voice comprenait sept modules thématiques, adaptés au contexte de chaque pays et traduits oralement de l'anglais vers le français et les langues locales pertinentes. Les modules étaient les suivants :

Module 1 — Profil sociodémographique : âge, sexe, statut matrimonial, taille du ménage, niveau d'instruction, moyen de subsistance principal, lieu de résidence (urbain/rural/périurbain), et statut de déplacement.

Module 2 — Accès et compétences numériques : possession d'appareil (type, propriété ou emprunt), accès à internet (fréquence, usage principal), utilisation des plateformes (WhatsApp, Facebook, X, TikTok, autres), auto-évaluation des compétences numériques (échelle de 0 à 5 couvrant la réception d'appels de base, les SMS, la navigation internet, les applications de données et les transactions financières), et confidentialité de l'accès numérique.

Module 3 — Indice de stress climatique (ISC) : exposition à 8 événements climatiques au cours des 12 mois précédents (chaleur extrême, sécheresse, échec des récoltes, inondation, rareté de l'eau, glissement de terrain, érosion côtière, infestation de nuisibles), fréquence, sévérité (échelle de 1 à 5), impact sur les moyens de subsistance (perte d'actifs, réduction de revenu, insécurité alimentaire), et stratégies d'adaptation déployées.

Module 4 — Sécurité alimentaire : statut de sécurité alimentaire du ménage (aligné sur l'échelle FIES), fréquence des pénuries alimentaires (12 derniers mois), réponses du ménage à la pénurie alimentaire, et relation entre les épisodes de pénurie alimentaire et le conflit au sein du ménage.

Module 5 — Exposition à la violence : expérience de violence par type (VPI physique, violence sexuelle, abus émotionnel/psychologique, abus économique, harcèlement en ligne, traque, PNCII, mariage forcé, MGF/E, et autres) au cours des 12 mois précédents ; lien avec l'auteur ; comportement de signalement ; obstacles au signalement ; et connaissance des services disponibles.

Module 6 — Violence numérique : expérience de cybertraque, harcèlement en ligne, partage non consenti d'images, sextorsion, surveillance numérique par des partenaires ; plateforme sur laquelle l'expérience a eu lieu ; réponse adoptée (signalement, retrait, utilisation continue) ; connaissance des protections juridiques ; et expérience des outils de signalement numérique.

Module 7 — Connaissance et utilisation des services : connaissance des services de VBG disponibles (police, santé, ONG, numérique, communauté) ; utilisation des services au cours des 12 mois précédents ; obstacles à l'utilisation ; niveaux de confiance pour chaque type d'institution ; et suggestions d'amélioration des services.

A.2 Guide de discussion de groupe — Cadre conceptuel

Les discussions de groupe ont été menées en groupes désagrégés (femmes uniquement ; hommes uniquement ; jeunes garçons uniquement ; jeunes filles uniquement) à l'aide d'un guide semi-structuré organisé en quatre sections thématiques : (1) changement climatique et moyens de subsistance communautaires — comment les changements environnementaux ont affecté la vie quotidienne, les ressources et les dynamiques du ménage ; (2) VFF dans le contexte communautaire — prévalence, formes, auteurs et réponses communautaires ; (3) numérisation et genre — accès, utilisation, risques et opportunités ; et (4) réponses institutionnelles — ce qui existe, ce qui fonctionne, ce qui manque, et ce que recommandent les communautés. Chaque section débutait par une invite narrative ouverte suivie de questions d'approfondissement. Les séances étaient animées par des facilitateurs formés (un animateur principal et un preneur de notes), avec la présence d'un agent de liaison communautaire pour la sécurité et le soutien logistique.

A.3 Guide d'entretien avec les informateurs clés — Modules sectoriels

Les guides d'entretien étaient structurés autour d'un tronc commun (mandat organisationnel, évaluation du paysage de la VFF, déterminants climatiques et numériques), complété par des modules sectoriels adaptés : ministères gouvernementaux (mise en œuvre des politiques, cadres juridiques, capacité institutionnelle, lacunes de coordination) ; forces de l'ordre (criminalistique numérique, traitement des dossiers de VFF, culture institutionnelle) ; société civile et ONG (prestation de services, confiance communautaire, architecture de financement, priorités de plaidoyer) ; institutions académiques et de recherche (lacunes de données, recommandations méthodologiques, liens théorie-pratique) ; organisations internationales (priorités programmatiques, mécanismes de financement, engagement politique régional) ; et autorités de gouvernance numérique/cybersécurité (cadre juridique de la VBGFT, capacité d'application, mécanismes de responsabilisation des plateformes).

Annexe B : Codebook et définitions des variables

B.1 Principaux indicateurs composites

Variable / Indice	Définition	Méthode de construction	Plage / Interprétation
Indice de stress climatique (ISC)	Mesure composite de la vulnérabilité climatique du ménage fondée sur l'exposition, la fréquence et l'impact des événements climatiques au cours des 12 mois précédents	Somme de : (nombre d'événements climatiques subis × pondération de fréquence) + score d'impact sur les moyens de subsistance. Normalisée de 0 à 100.	0 = aucun stress climatique ; 100 = stress climatique maximal sur toutes les dimensions
Score de littératie numérique (SLN)	Compétence numérique autodéclarée sur cinq tâches fonctionnelles	Somme des scores (0-5) pour : réception d'appels, envoi de SMS, navigation internet, utilisation d'applications, réalisation de transactions financières	0 = aucune compétence numérique ; 5 = littératie numérique fonctionnelle complète

Score d'insécurité alimentaire	Indice de pénurie alimentaire pondéré par fréquence	FIES adapté (échelle d'expérience de l'insécurité alimentaire) — nombre d'expériences de pénurie alimentaire au cours des 12 derniers mois, pondéré par sévérité et durée	0 = sécurité alimentaire ; plus élevé = insécurité alimentaire plus sévère
Indice de prévalence de la VFF	Mesures binaires et de dénombrement de l'exposition à la violence par type	Binaire : toute violence au cours des 12 derniers mois (oui/non) ; Dénombrement : nombre de types distincts de VFF subis	0 = aucune violence ; maximum = expérience de tous les types de VFF mesurés
Indice socioéconomique/d'actifs	Possession d'actifs du ménage comme indicateur du statut économique	Somme des indicateurs de possession d'actifs (terre, bétail, outils productifs, épargne, compte financier formel) pondérée par un indicateur de valeur marchande	Répartition en tertiles : statut socioéconomique faible/moyen/élevé

B.2 Définitions des variables clés

- **Ménage déplacé** : Le répondant ou le ménage s'est relocalisé de sa résidence principale au cours des 24 mois précédents en raison d'une inondation, d'une sécheresse, d'un conflit ou d'une autre circonstance de contrainte, selon la déclaration du répondant.
- **Violence basée sur le genre, facilitée par la technologie (VBGFT)** : Tout acte de violence basée sur le genre perpétré par ou amplifié par la technologie numérique, y compris la cybertraque, le harcèlement en ligne, le partage non consenti d'images intimes, la sextorsion, la surveillance numérique, le doxxing et les menaces en ligne.
- **Accès numérique emprunté** : Utilisation d'un appareil (téléphone, tablette, ordinateur) appartenant à un autre membre du ménage (généralement un partenaire masculin ou un membre de la famille) pour accéder à internet, par opposition à la possession de l'appareil.
- **Effet de retour de bâton** : Relation statistique dans laquelle la possession d'un téléphone ou d'un appareil par une femme est positivement associée à la fréquence de la violence dans des contextes de structure ménagère patriarcale et de stress économique, telle qu'identifiée dans l'analyse de régression du Ghana (modèle 3, $B=0,362$, $p=0,005$).
- **Facteur nul** : Non-significativité statistique de la littératie numérique comme prédicteur des résultats économiques (patrimoine du ménage) en présence de facteurs de stress climatique dominants, telle qu'identifiée dans l'analyse de régression du Ghana (modèle 4, coefficient SLN $p=0,378$).

Annexe C : Profils nationaux détaillés et cartographies des parties prenantes

C.1 Cartographies institutionnelles des parties prenantes par pays

L'Annexe C présente des profils nationaux complets ainsi que des cartographies détaillées des parties prenantes pour les quatre pays de l'étude : le Ghana, le Nigeria, le Cameroun et

le Togo. S'appuyant directement sur les quatre rapports de terrain, elle documente l'ensemble des institutions ayant participé aux entretiens avec les informateurs clés (Key Informant Interviews, KII), classées par pays et par secteur.

Chaque section pays comprend : (1) un profil d'étude national résumant les sites de recherche, les caractéristiques de l'échantillon et les principaux indicateurs de référence ; (2) un inventaire complet des KII répertoriant chaque institution participante, son mandat et ses principaux constats ; et (3) une analyse des lacunes en matière de coordination institutionnelle identifiant les faiblesses structurelles et les cloisonnements observés au sein du système. Ensemble, ces profils constituent le fondement empirique de l'analyse comparative transnationale et des recommandations de politique publique présentées dans le rapport principal.

Ghana — Profil du pays

Région d'étude	Région du Haut-Est (district de Bolgatanga Est — Yarigabisi ; district de Bongo — Gowrie)
Répondants à l'enquête	60 répondants ménages (73,3 % de femmes ; âge moyen 50,3 ans)
Profil d'éducation	60 % sans instruction formelle ; 33,3 % niveau primaire
Moyens de subsistance	80 % agriculture ; insécurité alimentaire importante et migration de travail saisonnière
Principaux risques climatiques	Sécheresse, insécurité alimentaire de soudure, inondations, chaleur extrême saisonnière
Contexte numérique	Faible pénétration des smartphones ; la plupart des femmes utilisent des téléphones basiques ou n'en ont aucun ; 0 % d'adoption des outils numériques de signalement des VBG
Orientation VBG principale	Chefs et conseils traditionnels (premiers intervenants les plus fiables) ; services formels largement inaccessibles
Entretiens menés	11 organisations/institutions ; y compris ministères nationaux, agences de régulation, OSC, forces de l'ordre et autorités traditionnelles
Discussions de groupe menées	4 groupes (femmes de Yarigabisi, hommes de Yarigabisi, femmes de Gowrie, hommes de Gowrie)
Équipe de mise en œuvre	Équipe de recherche locale ; des associés d'étude communautaires (CSA) ont appuyé l'échantillonnage

Ghana — Inventaire des parties prenantes (entretiens)

SECTEUR A : MINISTÈRES GOUVERNEMENTAUX

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Ministère du Genre, de l'Enfance et de la Protection sociale (MoGCSP)	Ministère chef de file pour la réponse aux VBG, l'aide sociale, la politique de genre et la stratégie nationale de genre	A reconnu un sous-financement chronique limitant la disponibilité des abris, la formation à la gestion des cas de VBG et la sensibilisation communautaire rurale. Les agents d'aide sociale couvrent plusieurs districts, créant de graves lacunes de suivi rural. A confirmé une connaissance du lien climat-genre mais a noté des orientations opérationnelles limitées au niveau communautaire.	National

Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture (MoFA)	Vulgarisation agricole, sécurité alimentaire, moyens de subsistance ruraux et agriculture intelligente face au climat	A confirmé des pics de violence pendant la saison de soudure : « les principaux facteurs seront la sécheresse et les précipitations erratiques. » A noté que les femmes doivent « aller plus loin » pour l'eau et le bois de chauffe pendant les chocs climatiques, augmentant l'isolement et le risque d'agression. A confirmé l'intégration d'un objectif de 40 % de femmes dans les projets agricoles et des réunions trimestrielles avec le MoGCSP. Les agents de vulgarisation agricole ont été identifiés comme des nœuds potentiels d'alerte précoce climat-VBG.	National / District
Ministère de l'Environnement, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (MESTI)	Politique climatique, Contributions déterminées au niveau national (CDN), gouvernance environnementale, supervision de la technologie et de l'innovation	A fourni l'architecture politique nationale pour le lien climat-genre. Le MESTI a confirmé que le genre est un domaine thématique de la Politique nationale du changement climatique du Ghana et que des communications nationales sont soumises à la CCNUCC depuis 2005. Cependant, au niveau communautaire, « les politiques existent sur le papier » avec des orientations opérationnelles limitées et aucune composante VBG explicite dans les plans d'adaptation climatique.	National
Organisation nationale de gestion des catastrophes (NADMO)	Gestion du déplacement induit par le climat, réponse d'urgence et préparation aux catastrophes	Responsable de la gestion du déplacement induit par le climat, mais la coordination avec le ministère du Genre sur des protocoles de catastrophe sensibles au genre s'est révélée absente. Aucun protocole conjoint, espace privé pour les femmes, ou parcours d'orientation VBG intégré dans les cadres de gestion des catastrophes. Identifiée comme une opportunité de collaboration critique.	National / District
Ministère de la Communication, de la Technologie numérique et des Innovations (MoCDTI)	Supervision de la transformation numérique, politique TIC, gouvernance de la cybersécurité, signalement de la cybercriminalité	Supervise l'agenda numérique du Ghana, mais l'infrastructure numérique rurale demeure gravement inadéquate pour les communautés étudiées. Les initiatives numériques nationales présupposent une utilisation de smartphone et une familiarité avec internet, qui ne caractérisent ni les femmes de Yarigabisi ni celles de Gowrie. La politique ne tient pas compte des utilisatrices de téléphones basiques, qui constituent la majorité des femmes des communautés étudiées.	National

SECTEUR B : AGENCES DE RÉGULATION ET DE SUPERVISION

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Autorité de cybersécurité (CSA)	Régulation de la cybersécurité,	A identifié des menaces numériques spécifiques affectant de manière	National

	gestion des menaces numériques, accréditation et sensibilisation à la sécurité numérique	disproportionnée les femmes, y compris le harcèlement via les réseaux sociaux, le partage non consenti d'images et la sextorsion. La CSA structure sa réponse autour de la régulation et de l'accréditation. Cependant, un résultat critique est l'absence totale du changement climatique dans le cadre stratégique de la CSA. Aucune approche rurale et sensible au genre n'existe. La CSA utilise le Mois national de sensibilisation à la cybersécurité pour la sensibilisation, mais cela n'atteint pas les utilisatrices peu alphabétisées et équipées de téléphones basiques en zone rurale.	
Autorité nationale des communications (NCA)	Infrastructure de télécommunications, gestion du spectre, gouvernance d'internet, politique de modération de contenu	A explicitement déclaré ne pas disposer de données d'accès numérique désagrégées par genre à jour, limitant l'élaboration d'une politique TIC sensible au genre. Impose aux opérateurs de réseaux mobiles (ORM) de fournir une couverture dans toutes les régions, mais se concentre sur l'infrastructure côté offre (« construire des tours ») plutôt que sur l'accès côté demande pour les femmes. Renvoie la modération de contenu en ligne à la Commission nationale des médias (NMC). Intégration nulle du changement climatique dans la stratégie de la NCA.	National

SECTEUR C : SOCIÉTÉ CIVILE, ORGANISATIONS HUMANITAIRES ET CONFESSIONNELLES

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Femmes en droit et développement en Afrique (WiLDAF)	Aide juridique, prévention des VBG, plaidoyer pour les droits des femmes, autonomisation juridique communautaire	A documenté une forte hausse des cas de VBG facilitée par la technologie dans la région, y compris le harcèlement via des messages vocaux (reflétant une faible littératie). A observé que les femmes gèrent les risques numériques par des méthodes analogiques faute de smartphones. A souligné que le réseau d'orientation formel échoue en pratique car « l'aide n'est pas là ». A plaidé pour un engagement avec les leaders traditionnels comme points d'entrée clés pour la prévention des VBG, tout en notant leur manque de formation centrée sur les survivantes.	Régional / Communautaire
Caritas Ghana	Assistance humanitaire, moyens de subsistance liés au climat,	A introduit la dimension la plus alarmante du lien climat-conflit : un lien avec l'extrémisme et l'activité de groupes armés dans les zones nordiques frontalières du Sahel. A	Régional / Communautaire

	sensibilisation aux VBG, soutien communautaire confessionnel	confirmé que le déplacement climatique se produit de manière informelle, avec des femmes et des filles exploitées dans les bidonvilles de transit. A noté que le réseau d'orientation échoue car « l'aide n'est pas là » lorsque des cas sont identifiés. A documenté comment les groupes de moyens de subsistance des femmes assurent une cohésion sociale protectrice pendant les chocs climatiques.	
Croix-Rouge du Ghana	Réponse aux catastrophes, abris d'urgence, protection humanitaire, résilience communautaire	A confirmé que les abris d'urgence et plans de relogement actuels n'intègrent pas d'atténuation du risque de VBG : « La plupart du temps... tout le monde se retrouve ensemble dans un espace ouvert » — aucune intimité, aucun éclairage, aucun mécanisme d'orientation. A noté que les enfants et les femmes souffrent le plus pendant le déplacement. A identifié que le déplacement pendant les heures scolaires — « tout le monde est là » — crée des risques d'exposition supplémentaires. A souligné l'absence de gestion des catastrophes sensible au genre.	National / Communautaire

SECTEUR D : FORCES DE L'ORDRE ET JUSTICE

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Service de police du Ghana — Unité des violences domestiques et de soutien aux victimes (DOVVSU)	Réponse opérationnelle aux VBG, gestion des cas de violence domestique, soutien aux victimes, statistiques criminelles	Les données du DOVVSU révèlent une défaillance critique du système de données : les totaux nationaux du DOVVSU pour 2024 documentés dans le rapport représentent probablement une sous-estimation d'environ 98,9 % des cas réels, en raison de données manquantes provenant de la plupart des districts et régions. Les agents manquent d'infrastructure, de moyens de transport et de formation au traitement des preuves numériques. A confirmé que les victimes préfèrent signaler aux chefs plutôt qu'au DOVVSU car le signalement « n'apporte aucun résultat ». A proposé un modèle de service mobile intégrant la réponse aux VBG aux visites de vulgarisation agricole. A noté que lorsque les gens sont rassemblés (par exemple, les écoles pendant le déplacement), « l'intimité est un problème ».	National / District

SECTEUR E : AUTORITÉS TRADITIONNELLES

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Chef suprême — Yarigabisi (district de Bolgatanga Est)	Gouvernance traditionnelle, résolution des conflits communautaires, médiation de première ligne en matière de VBG	Identifié comme le premier intervenant le plus fiable par les membres de la communauté. A reconnu l'absence de formation formelle à la médiation centrée sur les survivantes. A noté que pendant l'immigration induite par le climat, « la maison se remplit », créant surpopulation et tensions. A qualifié la violence domestique de problème « minime » lié à « l'approvisionnement », reflétant une persistance de la minimisation. A confirmé que les hommes affirment leur contrôle sur la technologie en période de stress. A demandé un renforcement des capacités.	Communautaire
Chef — Gowrie (district de Bongo)	Gouvernance traditionnelle, résolution des conflits communautaires, médiation de première ligne en matière de VBG	A confirmé que pendant la sécheresse, « ils fuient » (déplacement), créant une vulnérabilité supplémentaire. A noté que les femmes se tournent de nouveau vers les leaders traditionnels pour obtenir justice lorsque les systèmes formels échouent (« là où se trouve la justice »). A souligné que les hommes déplacés peinent face à la perte de leur rôle économique, entraînant une violence accrue. A reconnu des normes communautaires à la fois protectrices et réduisant les femmes au silence : « Si la femme part, qui s'occupera des enfants ? »	Communautaire

SECTEUR F : INSTITUTIONS ACADÉMIQUES (ABSENCE NOTÉE)

Le rapport de terrain documente que plusieurs institutions académiques ont été invitées à participer aux entretiens mais ont décliné ou n'ont pas répondu. Il s'agit notamment du Centre d'études sur le genre et le plaidoyer (CEGENSA) de l'Université du Ghana, du Centre d'études sur le changement climatique et la durabilité (C3SS), du Centre de recherche, de plaidoyer et de documentation sur le genre de l'UCC (CEGRAD), du Centre de documentation sur les études de genre et les droits humains (The Gender Center), et du Centre pour le genre et le mentorat de carrière de l'UDS (CGCAM). Le CEGENSA a confirmé ne pas avoir actuellement d'orientation sur le changement climatique, renforçant le constat plus large de fragmentation sectorielle. Aucune donnée d'entretien direct n'a été recueillie auprès du milieu académique au Ghana.

Ghana — Analyse des lacunes de coordination institutionnelle

△ Ghana : fragmenté, sous-financé, cloisonné — principales lacunes structurelles identifiées

- ▶ **Aucun cadre intégré climat-numérique-VBG** : le MoGCSP, le MESTI, le MoCDTI et la NADMO opèrent tous dans des sphères politiques distinctes, sans programmation conjointe couvrant les trois domaines.
- ▶ **Défaillance du système de données du DOVVSU** : la base de données nationale du DOVVSU représente probablement une sous-estimation d'environ 98,9 % des cas réels, la rendant inutilisable pour une politique fondée sur des données probantes. Les données au niveau district manquent dans la plupart des régions.
- ▶ **Décalage de la politique numérique** : les initiatives numériques nationales présupposent une utilisation de smartphone. L'ensemble de la population féminine des communautés étudiées utilise des téléphones basiques ou n'en a aucun, ce qui signifie que les lignes d'assistance, applications et outils de signalement USSD sont totalement inaccessibles.
- ▶ **Aucune gestion des catastrophes sensible au genre** : la NADMO et la Croix-Rouge du Ghana ont toutes deux confirmé l'absence d'espaces privés, d'éclairage ou de parcours d'orientation VBG dans les protocoles d'abri d'urgence.
- ▶ **Angle mort climatique de la CSA et de la NCA** : aucune des deux agences de régulation n'a intégré le changement climatique dans son cadre stratégique, malgré des données probantes montrant que les chocs climatiques affectent directement la sécurité numérique et la vulnérabilité des femmes.
- ▶ **Déconnexion académique-politique** : les principaux centres de recherche sur le genre (par exemple, le CEGENSA) opèrent indépendamment des processus de politique climatique, manquant une importante opportunité de génération de données probantes.
- ▶ **Les chefs comme filet de sécurité informel sans soutien formel** : les leaders traditionnels traitent la majorité des cas de VBG mais ne reçoivent aucune formation, ne disposent d'aucun protocole centré sur les survivantes, et ne sont pas intégrés dans les parcours d'orientation formels.

Nigeria — Profil du pays

États d'étude	FCT Abuja (niveau national), Lagos, Rivers, Ebonyi, Taraba, Yobe
Répondants à l'enquête	314 répondants ménages dans six États
Discussions de groupe menées	20 discussions de groupe — 10 groupes de femmes, 10 groupes d'hommes dans l'ensemble des États
Total d'entretiens menés	36 entretiens réalisés (41 prévus ; 5 incomplets/en attente de transcription) aux niveaux national et étatique
Principaux risques climatiques	Inondations (Lagos, Rivers, Ebonyi), sécheresse et précipitations erratiques (Yobe, Taraba, zones de gouvernement local du nord), érosion des sols, chaleur extrême
Contexte numérique	Lagos la plus avancée numériquement ; Yobe/Taraba les moins connectés ; clivage générationnel dans l'usage des plateformes (personnes âgées : Facebook ; jeunes : Snapchat, WhatsApp)
Élément clé du système de lutte contre les VBG	La DSVA de Lagos dispose d'un système fonctionnel de gestion numérique des cas ; absent dans tous les autres États étudiés
Équipe de mise en œuvre	WACOL (Women's Aid Collective) — équipe de terrain nationale avec des enquêteurs au niveau des États

Nigeria — Inventaire des parties prenantes (entretiens)

NIVEAU NATIONAL — FCT ABUJA

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Ministère fédéral des Affaires féminines	Politique nationale de genre, coordination sur les VBG, collaboration multi-ministérielle sur les interventions climatiques	A évoqué le cadre INSPIRE — une salle de situation de données destinée à suivre les cas de VBG dans les États — mais a confirmé qu'il est actuellement non fonctionnel. Le ministère distribue des cuisinières propres pour éviter aux femmes de subir des violences en collectant du bois de chauffe. Collabore avec diverses agences gouvernementales sur les interventions liées au climat. Écart significatif entre les aspirations de la politique nationale et la mise en œuvre au niveau des États.	National
Réseau des femmes et filles atteintes d'albinisme	Santé inclusive, éducation et protection contre les VBG pour les personnes atteintes d'albinisme	A documenté que les personnes atteintes d'albinisme font face à une vulnérabilité composée : les services de protection sont limités et entravés par une forte stigmatisation sociale. Aucun service spécialisé pour la violence numérique affectant ce groupe. Le changement climatique ajoute un stress économique accroissant la vulnérabilité des femmes à la violence domestique, tandis que l'exposition aux rayons UV crée des risques sanitaires distincts.	National
Co-Creation Hub (CcHub) — Pratique Technologie et Société	Technologie pour le développement, innovation numérique, politique de genre et technologie	A documenté que le harcèlement numérique et la désinformation sont instrumentalisés pour décourager la participation politique des femmes. Des outils de signalement (Orange Directory, applications mobiles VBG) existent mais manquent de visibilité publique. A souligné la nécessité d'une éducation à la sécurité numérique dépassant la classe moyenne urbaine.	National
ActionAid Nigeria	Réponse humanitaire d'urgence, prévention des VBG en contexte de PDI, plaidoyer pour les droits des femmes	A confirmé un travail à la fois dans les camps de PDI et dans les espaces de développement. A noté que si de nombreuses lois existent, le manque de volonté politique et d'investissement limite leur application. Lien climat-violence spécifique documenté : les échecs de récoltes entraînent le retrait des filles de l'école ; les sécheresses contraignent les femmes à de dangereux longs trajets pour trouver des ressources.	National
Centre d'études sur le genre, Université Veritas d'Abuja	Recherche académique sur le genre, développement du leadership,	A documenté que les inondations induites par le climat affectent de manière disproportionnée les femmes assurant les soins du ménage et la sécurité alimentaire pendant les	Académique / National

	intersection climat-catastrophe-VBG	catastrophes. Le financement limité constitue l'obstacle principal à l'extension de la recherche. La technologie identifiée comme vitale pour l'alerte précoce et la communication d'urgence pendant les crises climatiques.	
--	-------------------------------------	--	--

ÉTAT DE LAGOS

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Agence des violences domestiques et sexuelles de l'État de Lagos (DSVA)	Gestion des cas de VBG, soutien aux survivantes, coordination inter-agences, préservation des preuves numériques	La DSVA de Lagos dispose d'un système fonctionnel de gestion numérique des cas (DCMS) et d'un outil d'auto-signallement pour la préservation des preuves numériques — une référence absente dans tous les autres États étudiés. Des problèmes de juridiction entravent l'application de la loi en matière de cybercriminalité transfrontalière. Aucun lien politique direct entre VBG et changement climatique documenté.	État
Ministère des Affaires féminines et de la Lutte contre la pauvreté de l'État de Lagos (WAPA)	Politique de genre de l'État, formation aux compétences numériques, coordination de la réponse aux VBG	La pandémie de COVID-19 a accéléré la transformation numérique, permettant le télétravail et un traitement plus rapide des dossiers. Les contraintes budgétaires identifiées comme obstacle principal à l'extension de la formation aux compétences numériques. Seules 6 des 25 questions de l'enquête ont été répondues — suggérant un engagement ou une disponibilité de données limités.	État
Ministère des Collectivités locales et des Affaires chefferies (Lagos)	Gouvernance locale, services communautaires, coordination administrative	A noté que les inondations perturbent la scolarité et créent une vulnérabilité en cascade au sein du ménage. A observé qu'internet est souvent utilisé pour la survie économique sans mesures de sécurité, en particulier par les jeunes femmes.	État
Police du Nigeria — Unité spéciale de protection des femmes et des filles (Lagos)	Application de la loi sur les VBG, enquête criminelle, protection des femmes et des filles	A documenté l'absence de système de gestion numérique des dossiers ; un financement inadéquat pour le crédit téléphonique nécessaire à la coordination des dossiers ; un manque d'équipement de base, y compris des dispositifs d'enregistrement et des caméras. Ces lacunes limitent sévèrement la capacité d'enquête sur la violence facilitée par la technologie.	État
Centre de recherche, de plaidoyer féministe	Aide juridique en matière de VBG, recherche,	Traite des cas impliquant un déplacement lié aux inondations et des abus facilités par la technologie.	État / National

et de documentation sur les femmes (WARDC)	documentation, plaidoyer féministe	Lacune critique dans la capacité de criminalistique pour sécuriser des preuves numériques admissibles en justice. Sous-déclaration significative des cas de VBG liés au climat. A noté que les droits des survivantes sont souvent compromis par des règlements informels sous pression sociale.	
Agenda pour le développement humain et environnemental (HEDA)	Gouvernance environnementale, redevabilité, droits humains, lien catastrophe-violence	A documenté un lien direct entre catastrophes climatiques et violence : des cas de viol et d'agression signalés dans les camps de PDI à la suite de l'effondrement du barrage d'Aro. A souligné une lacune systémique dans la gestion des catastrophes en matière de violence basée sur le genre.	État
Université de Lagos (UNILAG) — Département de communication de masse / Centre de recherche Femmes et Genre	Recherche sur le genre, systèmes de données, plaidoyer académique	A documenté que les systèmes de données du Nigeria sont faibles et incohérents. A plaidé pour une politique d'accès libre sur les données de genre. A noté que les conditions climatiques affectent l'efficacité des contraceptifs — une dimension sous-explorée de l'intersection climat-santé reproductive-violence.	Académique / État
Leader communautaire — CDA progressiste de Surulere, Ikorodu	Développement communautaire, sécurité locale, gouvernance de voisinage	A rapporté que l'installation de forages dans chaque unité communautaire réduirait la violence sexuelle associée à la corvée d'eau des femmes et des filles. A identifié l'infrastructure hydraulique comme point d'entrée principal de la prévention de la violence.	Communautaire
Chef traditionnel — Ekpete Okepopo, Lagos Island	Gouvernance traditionnelle, résolution des conflits communautaires, sécurité des femmes	A documenté que la rareté de l'eau conduit directement à des conflits et à la violence. Le palais assure la médiation des cas de violence en ligne pour les femmes mariées, mais aucune formation formelle n'est fournie aux leaders locaux. Seules 5 des 11 questions ont été répondues.	Communautaire

ÉTAT DE RIVERS

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Ministère de l'Environnement de l'État de Rivers	Gouvernance environnementale, suivi du risque climatique, préparation aux catastrophes	Les inondations identifiées comme le principal risque climatique dans l'État de Rivers. Autres ensembles de données climatiques incluant les précipitations, le ruissellement, la température, la chaleur extrême et les incidents liés au feu. A documenté des obstacles institutionnels et politiques à l'intégration des préoccupations de	État

		genre et de protection dans les cadres de gestion des catastrophes.	
Police du Nigeria — Bureau du genre, État de Rivers	Application de la loi sur les VBG, police sensible au genre	Un bureau du genre existe mais les ressources et la capacité de gestion des cas restent sévèrement limitées, conformément aux contraintes policières nationales documentées à Lagos.	État
Centre d'études sur le genre, les crises et le développement (CGCDS), Université de Port Harcourt (Uniport)	Recherche académique sur le genre, la crise climatique, la numérisation et la traduction politique	Le centre est spécialisé dans la traduction de la recherche sur le genre, la crise climatique et la numérisation en connaissances pertinentes pour les politiques publiques. Partenaire avec les ministères gouvernementaux, les OSC et les agences internationales. Entretien mené par Zoom.	Académique / État

ÉTAT D'EBONYI

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
CIRDOC Nigeria (Centre de développement des ressources civiques et de documentation)	Soutien aux OSC, documentation sur les VBG, programmes de droits des femmes	Travaille sur la documentation des droits et les programmes de soutien aux VBG des femmes au niveau de l'État.	État / OSC
NAPTIP (Agence nationale pour l'interdiction de la traite des personnes) — État d'Ebonyi	Application de la lutte contre la traite, soutien aux survivantes, coordination de l'orientation	Traite des cas de traite avec une intersection de vulnérabilité climatique : la pauvreté et la migration induites par le climat créent des filières de traite. Le commandant de l'État a documenté des cas liés au stress économique consécutif aux chocs climatiques.	État
Ministère des Affaires féminines de l'État d'Ebonyi	Politique de genre de l'État, coordination de la réponse aux VBG	Ressources limitées documentées dans l'ensemble du dispositif de genre de l'État.	État
Ministère de l'Environnement de l'État d'Ebonyi	Suivi environnemental, réponse au risque climatique	Documentation au niveau de l'État des impacts du changement climatique, notamment les inondations, la sécheresse et l'échec des récoltes. Intégration limitée avec les réponses de genre ou de protection.	État
Ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles de l'État d'Ebonyi	Vulgarisation agricole, sécurité alimentaire, moyens de subsistance ruraux	Données agricoles au niveau de l'État sur les impacts climatiques sur les communautés agricoles. Intégration du genre limitée dans la programmation agricole.	État
Ministère du Développement du capital humain et du Suivi de l'État d'Ebonyi	Développement humain, suivi de l'aide sociale	Suit les investissements en capital humain, y compris l'éducation et le développement des compétences.	État
Police du Nigeria — Unité des mineurs,	Application de la loi sur les VBG,	A documenté des contraintes de ressources systémiques conformes	État

des femmes et des enfants (Ebonyi)	protection des femmes et des enfants	aux résultats policiers nationaux : équipement limité, capacité de criminalistique numérique inadéquate.	
Fondation de vigilance environnementale de quartier	Suivi environnemental communautaire, redevabilité, lien environnement-VBG	A documenté les liens environnement-VBG au niveau communautaire, y compris comment la dégradation environnementale crée des conditions propices à une violence accrue.	État / Communautaire
Chef traditionnel — Royaume d'Okposi (Ebonyi)	Gouvernance traditionnelle, résolution des conflits communautaires	A fourni une perspective communautaire sur la résolution des conflits et la gouvernance traditionnelle à Ebonyi. A confirmé le rôle des institutions traditionnelles dans la gestion des cas de VBG.	Communautaire

ÉTAT DE YOBE

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Agence de gestion des urgences de l'État de Yobe (SEMA)	Gestion des catastrophes de l'État, réponse d'urgence, coordination du déplacement	Autorité de gestion des urgences au niveau de l'État. Inondations documentées dans plusieurs zones de gouvernement local (Gudjuba, Fika, Gulani, Potiskum). Aucun protocole VBG spécifique intégré dans le cadre de gestion des urgences.	État
Centre d'études sur le genre et l'éducation des filles — Collège d'études juridiques, Nguru	Recherche sur le genre, éducation, protection de la fille	Nouvelle institution établie en août 2025 à l'initiative du recteur du collège. Collabore avec des ministères clés et des organisations internationales. Des difficultés de financement limitent l'ampleur. Travaille dans le domaine du genre mais avec des ressources contraintes.	État / Académique
Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire de l'État de Yobe	Vulgarisation agricole, sécurité alimentaire, moyens de subsistance ruraux	A documenté des inondations dans plusieurs zones de gouvernement local et une sécheresse/faible rendement dans d'autres, confirmant le double profil de risque climatique de l'État. Intégration du genre limitée dans les programmes agricoles.	État
Ministère de l'Environnement de l'État de Yobe	Suivi environnemental, gestion du risque climatique	Gouvernance environnementale au niveau de l'État. Risques climatiques documentés mais intégration transsectorielle limitée avec les systèmes de genre ou de protection.	État
Police du Nigeria — État de Yobe	Application de la loi, réponse aux VBG	Les cas de violence chez les jeunes de moins de 17 ans sont codifiés. Les défis comprennent le manque de fonds et le manque de coopération communautaire avec le signalement à la police. Capacité de criminalistique numérique absente.	État
Fédération internationale des femmes juristes	Aide juridique, représentation juridique en matière	Partenaire avec le ministère des Affaires féminines, la Commission nationale des droits de l'homme, le	État / OSC

(FIDA) — Chapitre de l'État de Yobe	de VBG, droits des femmes	ministère de la Justice et des ONG. Point d'entrée clé de la société civile pour l'aide juridique dans un contexte de faible accès à la justice formelle.	
-------------------------------------	---------------------------	---	--

ÉTAT DE TARABA

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Société de la Croix-Rouge du Nigeria — État de Taraba	Réponse humanitaire, abri d'urgence, déplacement, assistance aux survivantes	A documenté que six zones de gouvernement local du Taraba sont annuellement touchées par les inondations, avec un besoin intense d'abris temporaires et d'assistance aux survivantes. A confirmé l'absence de protocoles de catastrophe sensibles au genre.	État
Ministère des Affaires féminines de l'État de Taraba	Politique de genre de l'État, coordination sur les VBG	Entretien partiellement complété : seules 15 des 25 questions ont reçu une réponse, suggérant des contraintes d'engagement. Ressources limitées documentées.	État
Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire de l'État de Taraba	Vulgarisation agricole, sécurité alimentaire	A documenté des précipitations irrégulières, l'érosion des sols, l'infestation de nuisibles et une humidité élevée. A noté que les communautés du nord du Nigéria sont les plus touchées. Intégration du genre limitée.	État
Ministère de l'Environnement de l'État de Taraba	Gouvernance environnementale, suivi climatique	A rapporté une chaleur et une sécheresse régionales. Intégration transsectorielle limitée avec la réponse de genre ou de VBG.	État
Police du Nigeria — Unité du genre, État de Taraba	Police sensible au genre, réponse aux VBG	Une unité du genre existe mais la capacité est sévèrement contrainte, conformément aux résultats policiers nationaux.	État
Fédération internationale des femmes juristes (FIDA) — Chapitre de l'État de Taraba	Aide juridique, plaidoyer pour les droits des femmes, représentation juridique en matière de VBG	Fournit des services juridiques dans un contexte de faible accès à la justice formelle. Partenaire avec le ministère des Affaires féminines de l'État et d'autres agences.	État / OSC

Nigeria — Analyse des lacunes de coordination institutionnelle

⚠ Nigeria : mandats contradictoires, sous-financement chronique et angles morts climat-numérique

- Forte inégalité au niveau des États dans les systèmes de VBG : la DSVa de Lagos dispose d'un système fonctionnel de gestion numérique des cas et d'un outil d'auto-signallement ; cette capacité de référence est totalement absente dans tous les autres États étudiés (Rivers, Ebonyi, Taraba, Yobe).
- La salle de données INSPIRE du ministère fédéral non fonctionnelle : le système national de suivi des VBG destiné à agréger les données de cas entre les États n'a pas été opérationnalisé, créant une lacune complète de données probantes au niveau national.

- ▶ La police manque de capacité de criminalistique numérique de base : dans tous les États, la police du Nigéria a documenté l'absence d'équipement d'enregistrement, de gestion numérique des dossiers, et d'outils de criminalistique pour enquêter sur la violence facilitée par la technologie.
- ▶ Aucun cadre transsectoriel climat-VBG : malgré la confirmation par plusieurs ministères de l'environnement et de l'agriculture d'une documentation significative du risque climatique, aucun n'a intégré de protocoles de réponse aux VBG dans les politiques climatiques ou de gestion des catastrophes.
- ▶ Gels du budget d'investissement : les contraintes budgétaires ont été citées par plusieurs agences étatiques (WAPA, DSVA, police) comme empêchant l'extension des services essentiels de VBG et de la formation numérique.
- ▶ Lien traite-climat sous-documenté : la documentation de NAPTIP à Ebonyi confirme des filières de traite induites par le climat, mais aucun cadre national ne relie l'évaluation du risque climatique à la stratégie de lutte contre la traite.
- ▶ De nouvelles institutions académiques émergent sans coordination : de nouveaux centres (Université Veritas, Collège de Nguru) établis en 2025 manquent de ressources et de coordination interinstitutionnelle pour contribuer des données probantes à grande échelle.

Cameroun — Profil du pays

Sites d'étude	Région du Sud-Ouest : Buea Town, Mile 16, Tole, Molyko ; Région du Littoral : Motowo-Limbe, Bonaberi-Douala
Discussions de groupe menées	12 discussions de groupe dans l'ensemble des communautés (104 participants : 8 hommes + 8 femmes par groupe)
Entretiens ménages	Plus de 70 entretiens ménages dans 6 communautés (au moins 10 par communauté)
Entretiens menés	11 entretiens avec 14 participants nommés (certaines institutions ont eu deux représentants)
Principaux risques climatiques	Inondations (barrage de Lagdo, bassin du Logone-Chari, Limbe, zones côtières de Booyah), précipitations erratiques, glissements de terrain, déplacement
Contexte numérique	Possession de téléphone quasi universelle (98,5 %) ; WhatsApp dominant ; VBG facilitée par la technologie en croissance, notamment sur Facebook, Instagram, TikTok ; faible littératie numérique
Élément clé du système de lutte contre les VBG	La plateforme ALERT GBV du MINPROFF est une innovation renforçant la confidentialité pour les survivantes urbaines ; la police reste principalement basée sur le papier et centrée sur les commissariats
Contexte de crise	La crise anglophone en cours affecte la région du Sud-Ouest ; la période électorale présidentielle pendant la collecte de données a affecté la participation

Cameroun — Inventaire des parties prenantes (entretiens)

SECTEUR A : MINISTÈRES GOUVERNEMENTAUX

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Ministère de la Promotion de la femme et de la famille (MINPROFF)	Chef de file national pour la prévention des VBG, orientation des survivantes, sensibilisation, suivi et stratégie de genre	Le MINPROFF gère la plateforme numérique de signalement et d'orientation ALERT GBV, largement considérée comme une innovation importante pour la confidentialité et l'accès, en particulier pour les jeunes survivantes urbaines. Cependant, le Cameroun ne dispose d'aucune politique nationale dédiée traitant spécifiquement de la violence facilitée par la technologie contre les femmes — les préjudices numériques sont traités indirectement à travers des stratégies VBG plus larges. La cybersécurité et la gouvernance des données ne relèvent pas de la juridiction du MINPROFF, nécessitant une coordination interministérielle forte qui demeure actuellement incohérente.	National / Régional
Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement	Gouvernance environnementale, suivi du risque climatique, intégration du genre dans la	A souligné les inondations comme un aléa aigu récurrent dans la zone du barrage de Lagdo, le bassin du Logone-Chari et les zones côtières. Outils de suivi numérique limités et lignes budgétaires floues pour intégrer les	National

durable (MINEPDED)	programmation environnementale	préoccupations de genre et de protection dans la programmation environnementale. La collaboration intersectorielle « dépend des projets, des ateliers ou des réponses d'urgence » plutôt que de mécanismes permanents.	
Ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MINADER) / SOWEDA	Vulgarisation agricole, développement rural, intégration du genre dans l'agriculture, multiplication des semences	A documenté des précipitations erratiques, des sécheresses prolongées, des températures en hausse et des vents plus forts, avec les impacts les plus sévères dans l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême-Nord. A noté des incompréhensions persistantes des concepts de genre au sein des institutions (« genre » encore interprété comme « femmes uniquement »). L'intégration du genre dans la programmation agricole demeure limitée.	National / Régional
Ministère des Postes et Télécommunications (MINPOSTEL)	Régulation des télécommunications, politique d'accès numérique, données de connectivité désagrégées par genre	A confirmé les défis liés à l'accessibilité financière du numérique, aux écarts de connectivité urbain-rural, et à l'absence de données désagrégées par genre au niveau régional. La collaboration avec le MINPROFF sur la violence facilitée par la technologie dépend des projets plutôt que d'être systématique. Aucun mécanisme interministériel permanent sur le lien numérique-genre.	National / Régional

SECTEUR B : AGENCES DE RÉGULATION ET DE GOUVERNANCE TECHNOLOGIQUE

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Agence nationale des technologies de l'information et de la communication (ANTIC)	Cybersécurité, enquête sur la cybercriminalité, gouvernance numérique, protection des données	L'ANTIC a confirmé que le Cameroun ne dispose pas d'un système de gestion des cas pleinement intégré au niveau national. Les responsabilités de cybersécurité et de cybercriminalité relèvent de l'ANTIC plutôt que du MINPROFF, créant une division structurelle nécessitant une coordination interministérielle forte mais incohérente. Pénurie de personnel formé aux enquêtes cyber, à la criminalistique numérique et au traitement des preuves numériques centré sur les survivantes — particulièrement en dehors des grands centres urbains.	National

SECTEUR C : SOCIÉTÉ CIVILE ET ORGANISATIONS DE DROITS HUMAINS

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
REACH OUT Cameroun	Droits humains, réponse aux VBG, gouvernance, protection communautaire	OSC décrivant la trajectoire de vulnérabilité allant des inondations au déplacement, à la perte d'abri, à la surpopulation et au risque accru de violence sexuelle et d'exploitation. A	Régional / Communautaire

		confirmé que les incidents liés au climat agissent comme des multiplicateurs de risque submergeant des systèmes de protection déjà fragiles.	
Her Innovations Cameroun	Sécurité numérique, accès des femmes à la technologie, plaidoyer pour les droits numériques et VBG	A identifié les adolescentes et jeunes femmes âgées de 14 à 25 ans comme particulièrement exposées aux abus numériques dans les relations intimes, les conflits entre pairs et l'humiliation publique. A noté que pendant les périodes de choc climatique ou de difficulté économique, les espaces numériques sont utilisés pour amplifier la désinformation et la stigmatisation, décourageant le signalement.	National / OSC
REDHAC (Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale)	Documentation des droits humains, plaidoyer sur les VBG, plaidoyer pour les défenseurs des droits	Le REDHAC a documenté des schémas de surveillance numérique, de chantage et de harcèlement ciblant des femmes déjà victimes de violence conjugale. A souligné l'absence de parcours de signalement sûrs pour les défenseurs des droits humains et les survivantes de violence numérique.	Régional / National

SECTEUR D : FORCES DE L'ORDRE

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Police camerounaise (Police de Police)	Application de la loi sur les VBG, enquête criminelle, réponse à la violence physique	A confirmé un processus de signalement largement basé sur le papier et centré sur les commissariats, nécessitant une présence physique et reposant sur des archives pour les rapports statistiques. Cela limite le suivi national en temps réel et contribue à une forte attrition des dossiers. Les survivantes retirent fréquemment leurs plaintes en raison de menaces, de stigmatisation, de règlements informels et de dépendance économique. Capacité de criminalistique numérique absente.	National / Régional

SECTEUR E : MILIEU ACADÉMIQUE ET RECHERCHE

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Université de Buea — Département des études sur les femmes et le genre	Recherche sur le genre, formation académique, production de données probantes pour les politiques publiques	A confirmé la violence facilitée par la technologie comme une préoccupation croissante, en particulier chez les adolescentes et jeunes femmes. A noté que l'incompréhension des concepts de genre au sein des institutions (« genre » = « femmes uniquement ») affecte l'intégration efficace dans tous les secteurs. A documenté comment les	Académique

		espaces numériques sont utilisés pour amplifier la stigmatisation pendant les périodes de choc climatique, décourageant le signalement des survivantes.	
--	--	---	--

SECTEUR F : SERVICES D'HÉBERGEMENT ET HUMANITAIRE

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Camp de déplacés de Wututu (services d'hébergement / gestionnaire de camp)	Gestion des personnes déplacées internes, abri d'urgence, protection humanitaire	A confirmé que le déplacement induit par les inondations submerge les structures de protection, la surpopulation augmentant l'exposition à la violence sexuelle et à l'exploitation. Les protocoles de VBG au niveau du camp sont limités. Absence de gestion de cas intégrée pour les résidents du camp.	Communautaire / Humanitaire

SECTEUR G : AUTORITÉS TRADITIONNELLES ET COMMUNAUTAIRES

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Conseil traditionnel — Buea Town	Gouvernance traditionnelle, résolution des conflits communautaires, structures de protection communautaire	Les autorités traditionnelles ont reconnu que les survivantes retirent fréquemment leurs plaintes formelles sous la pression de familles ou de leaders traditionnels souhaitant régler les affaires en privé. Les conseils traditionnels demeurent des structures communautaires essentielles, mais sans intégration formelle dans les parcours d'orientation VBG ni formation centrée sur les survivantes.	Communautaire

SECTEUR H : SECTEUR PRIVÉ / INCUBATEURS TIC

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Incubateur TIC NERVTEK	Entrepreneuriat numérique, formation TIC, autonomisation économique par la technologie	A identifié la violence facilitée par la technologie comme une préoccupation croissante chez les jeunes femmes utilisant des plateformes numériques pour une activité économique. Les lacunes de littératie numérique créent une vulnérabilité ; les femmes utilisent des outils numériques pour leurs moyens de subsistance mais manquent de connaissances sur la sécurité numérique ou les mécanismes de signalement.	Secteur privé / Régional

Cameroun — Analyse des lacunes de coordination institutionnelle

⚠ Cameroun : actif mais structurellement fragmenté — principales lacunes de coordination

- Aucune politique dédiée à la violence numérique faite aux femmes : le Cameroun ne dispose pas de cadre juridique national traitant spécifiquement de la violence numérique contre les femmes. Cette lacune se situe à l'intersection des mandats du MINPROFF, de l'ANTIC et du MINPOSTEL, sans chef de file clair.
- Le système policier est basé sur le papier et centré sur les commissariats : l'absence de suivi national en temps réel crée une forte attrition des dossiers. Les survivantes ne pouvant se présenter en personne — souvent les plus vulnérables — font face à une exclusion systémique.
- La plateforme ALERT GBV est centrée sur les zones urbaines : l'outil de signalement numérique du MINPROFF atteint les jeunes survivantes urbaines mais reste inaccessible pour les femmes rurales, celles ayant une littératie plus faible, et celles des zones touchées par la crise.
- La coordination interministérielle dépend des projets : le MINEPDED, le MINPOSTEL et le MINADER ont tous noté que la collaboration « dépend des projets ou des ateliers » plutôt que de protocoles partagés permanents.
- Paradoxe de la vulnérabilité urbaine : contrairement aux attentes, l'étude a révélé que les ménages urbains subissent un stress climatique plus élevé que les ménages ruraux — un résultat expliqué par la défaillance des infrastructures urbaines (inondations, effondrement du drainage) — pourtant les services urbains de VBG sont conçus pour des conditions plus stables.
- La crise anglophone crée des angles morts : l'insécurité en cours dans la région du Sud-Ouest — principal site d'étude — freine la collecte de données, limite la participation, et crée des risques de VBG supplémentaires liés au déplacement que les statistiques nationales ne saisissent pas.
- Le genre « mal compris » au sein des institutions : plusieurs répondants d'entretien ont noté que le « genre » est encore étroitement interprété comme « femmes uniquement » au sein des ministères gouvernementaux, limitant l'intégration intersectorielle efficace.

Togo — Profil du pays

Régions d'étude	Grand Lomé, Maritime, Plateaux, Centrale, Kara, Savanes (les six régions administratives couvertes)
Répondants à l'enquête	303 répondants ménages (54,8 % de femmes ; 45,2 % d'hommes)
Statut matrimonial	75,6 % mariés ou en concubinage — renforçant la centralité des dynamiques intrafamiliales dans l'analyse des VBG
Discussions de groupe menées	6 discussions de groupe (une par région ; 8 participants chacune ; mixte urbain et rural)
Entretiens menés	16 entretiens couvrant les ministères nationaux, organes de régulation, société civile, autorités traditionnelles, organisations de personnes handicapées et incubateurs numériques
Principaux risques climatiques	Sécheresse et échec des récoltes (régions du nord), inondations (zones côtières et urbaines), rareté de l'eau (zones rurales)
Contexte numérique	Un numéro de signalement gratuit (1011) existe mais a une faible visibilité ; aucun mécanisme spécifique de signalement du harcèlement en ligne dans les régions du nord ; WhatsApp émergent pour les orientations informelles
Principale lacune structurelle	40,9 % des répondants ne savent pas où chercher de l'aide — le taux de « ne sait pas » le plus élevé des quatre pays étudiés

Togo — Inventaire des parties prenantes (entretiens)

SECTEUR A : MINISTÈRES GOUVERNEMENTAUX ET INSTITUTIONS ÉTATIQUES

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Ministère de l'Agriculture (KII-TG01)	Politique agricole, sécurité alimentaire, agriculture intelligente face au climat, intégration du genre dans les programmes agricoles	A reconnu que les plans d'action nationaux commencent à intégrer les impacts du changement climatique sur les femmes « mais ce n'est encore pas suffisant ». Les aspects sociaux et de genre ne sont pas encore pleinement intégrés dans les politiques agricoles et climatiques. A cité le manque de financement dédié à l'intégration du genre dans la programmation climatique et agricole comme contrainte principale.	National
Agence nationale de la protection civile (ANPC) (KII-TG03)	Gestion du risque de catastrophe, réponse d'urgence, coordination nationale de la protection civile	L'ANPC coordonne la Plateforme nationale de réduction des risques de catastrophe (PNRRC), réunissant plusieurs ministères et acteurs de sécurité. Cependant, « dans la politique nationale de gestion des catastrophes, il n'existe pas de disposition spécifique sur les VBG ». Elle n'est que partiellement traitée dans la stratégie nationale de réduction des risques. Confirmé : « nous n'avons pas encore de procédures spécifiques « femmes » pour les cas liés au déplacement climatique. »	National
Ministère de l'Action sociale (KII-TG011)	Protection sociale, gestion des cas de VBG, coordination des Centres d'écoute uniques, mise en œuvre de la politique de genre	Responsable de la mise en place des Centres d'écoute uniques pour les victimes de VBG à Kara et à Lomé — décrits comme des « centres de prise en charge holistique pour les victimes de VBG ». A reconnu que la violence économique et numérique est « presque jamais signalée, non pas parce qu'elle n'existe pas, mais parce que les femmes ne savent pas qu'elles peuvent demander de l'aide ». A confirmé la portée limitée de l'intégration transsectorielle : « il reste encore beaucoup à faire pour intégrer les questions numériques et climatiques. »	National
Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) (KII-TG02)	Régulation des médias audiovisuels, gouvernance de contenu, supervision de la communication numérique	La HAAC régule les contenus mais manque de capacité pour surveiller ou répondre au cyberharcèlement et au harcèlement en ligne : « Nous n'avons pas les moyens nécessaires pour réaliser des enquêtes sur la connectivité. » Lorsqu'un contenu illégal est identifié, la HAAC peut notifier l'éditeur, mais « pour tout le harcèlement sur les plateformes numériques, cela dépasse nos	National

		moyens ». Aucun outil spécialisé pour la VBGFT. Aucun mécanisme de collaboration avec les institutions de genre ou de VBG.	
Structure étatique — Signalement numérique des VBG / Coordination (KII-TG016)	Mécanismes de signalement numérique des VBG, coordination au niveau étatique	A reconnu que « les signalements de harcèlement nous sont souvent cachés. C'est lors des évaluations post-catastrophe que l'on découvre des informations révélant des cas de harcèlement. Ce sont des cas traités au niveau communautaire. » A confirmé une lacune structurelle dans la détection proactive des VBG en contexte de catastrophe.	National / Communautaire

SECTEUR B : ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET ONG

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Réseau GF2D / Centres d'écoute (KII-TG12)	Droits des femmes, soutien aux survivantes de VBG, centres d'écoute, orientation communautaire	Le GF2D figure parmi les points d'orientation les plus fiables pour les femmes survivantes. A décrit une crise de ressources : « Nous recevons beaucoup de femmes, notamment maltraitées par leurs maris. Mais nous manquons de ressources humaines et matérielles. Parfois, nous savons que la femme ne doit pas rentrer chez elle, mais nous n'avons pas de solution pour la nuit. » A confirmé l'absence de partage d'informations police-secteur social : « Si la police ne transmet pas les cas au secteur social, si le secteur social ne fait pas le lien avec la santé, alors la femme se perd dans le système. » A documenté l'insuffisance des ressources : « des organisations comme la nôtre n'ont pas les moyens de pression nécessaires. »	National / OSC
Association des personnes handicapées / Organisation pour les personnes handicapées (KII-TG14)	Droits des personnes handicapées, protection inclusive, réponse aux VBG inclusive du handicap	A documenté une vulnérabilité composée : les femmes en situation de handicap font face à une exposition accrue au harcèlement en ligne et à la surveillance numérique en raison de réseaux de dépendance. « Les femmes en situation de handicap sont prises au piège dans des réseaux de dépendance. C'est une forme de violence silencieuse, mais bien présente. » A remis en question l'accessibilité des services de VBG : « Un centre d'écoute sans interprète en langue des signes ? Ou sans rampes ? » A confirmé que les plans climatiques et les politiques numériques ne tiennent pas suffisamment compte des besoins spécifiques au handicap. A appelé à une protection renforcée contre le cyberharcèlement et à des plateformes numériques accessibles.	National / OSC

SECTEUR C : AUTORITÉS TRADITIONNELLES ET COMMUNAUTAIRES

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Chef de village — Communauté rurale (KII-TG05)	Gouvernance traditionnelle, médiation communautaire, première intervention en matière de VBG	A confirmé que la rareté de l'eau crée une violence directe contre les femmes : « Quand il n'y a pas d'eau, il y a des disputes. Le mari accuse la femme, et cela crée des disputes, parfois de la violence. » Les chefs de village servent de médiateurs de première ligne pour les VBG dans les zones rurales où les services formels sont absents. Formation limitée et aucune intégration dans les parcours d'orientation formels.	Communautaire
Chef de canton — Communauté rurale (KII-TG15)	Gouvernance traditionnelle, administration cantonale, protection communautaire	A décrit être submergé par les cas de VBG en l'absence de services formels : « Quand une femme vient se plaindre auprès de moi, je fais ce que je peux. Mais je ne suis pas formé pour cela. Nous devrions avoir des points focaux ou des relais communautaires, car les cas de violence contre les femmes augmentent. » A confirmé que les normes communautaires sont à la fois protectrices et réductrices au silence. A noté que presque aucune ressource de sécurité numérique n'atteint les zones rurales : « Pour le numérique, il n'y a presque rien. » A reconnu une violence croissante liée au climat : « quand l'homme ne peut pas subvenir aux besoins, il se défoule sur sa femme. »	Communautaire

SECTEUR D : ACTEURS NUMÉRIQUES / TECHNOLOGIQUES ET INCUBATEURS

Institution / Organisation	Mandat / Domaine d'action	Principaux résultats de l'entretien	Niveau
Incubateur numérique féminin — Dapaong / Région des Savanes (KII-TG010 / KII-TG10)	Entrepreneuriat numérique pour les femmes, compétences TIC, autonomisation économique par la technologie	A documenté une lacune critique : « Il existe des numéros gratuits, mais il n'y a pas encore de mécanisme pour signaler le harcèlement ou un contenu en ligne destiné à harceler dans notre localité. Les femmes ne savent pas vers qui se tourner en matière d'abus numérique. » A souligné l'absence complète de mécanismes de signalement numérique des VBG dans le nord du Togo. A également noté que « les filles se sentent abandonnées » lorsqu'elles recherchent un soutien lié aux abus numériques. A identifié l'inclusion numérique sans sécurité numérique comme une vulnérabilité structurelle.	Régional / Secteur privé

Opérateur de télécommunications / signalement de cybersécurité (KII-TG8 / KII-TG9)	Prestation de services télécoms, opérations de cybersécurité, infrastructure de signalement numérique	A documenté qu'aucun mécanisme efficace n'existe actuellement pour combler l'écart entre les opérateurs télécoms et les services de genre ou de protection sociale : « Il n'y a pas de signalement du côté des services numériques ou télécoms entre l'État et la société civile. » La Gendarmerie nationale signale les cas de cyberharcèlement. Des numéros gratuits existent mais ne sont pas largement connus ni utilisés pour les cas de violence numérique.	National / Secteur privé
--	---	---	--------------------------

Togo — Analyse des lacunes de coordination institutionnelle

⚠ Togo : architecture juridique riche, lacunes de mise en œuvre profondes, cloisonnement total

- ▶ Taux le plus élevé de « ne sait pas où chercher de l'aide » : 40,9 % des répondants à l'enquête togolaise ne savent pas vers qui se tourner pour obtenir de l'aide — le taux le plus élevé des quatre pays étudiés — malgré la présence nominale de plusieurs institutions et d'un numéro gratuit (1011).
- ▶ L'ANPC gère les catastrophes sans dispositions VBG : l'agence nationale de protection civile coordonne la réduction des risques de catastrophe à travers plusieurs ministères, mais la politique nationale de gestion des catastrophes ne contient aucune disposition spécifique sur les VBG. La protection des femmes pendant le déplacement climatique n'est pas traitée au niveau politique.
- ▶ La HAAC ne peut pas surveiller le harcèlement numérique : le régulateur des médias et de la communication manque des outils spécialisés, de la capacité et du mandat pour traiter la violence facilitée par la technologie contre les femmes, y compris le cyberharcèlement et la sextorsion.
- ▶ Les Centres d'écoute uniques n'existent qu'à Kara et à Lomé : les centres de prise en charge holistique des VBG sont limités à deux emplacements urbains, laissant toutes les régions rurales — où le risque climatique et l'absence de services sont les plus élevés — sans accès à un soutien intégré aux survivantes.
- ▶ Cloisonnement sectoriel complet : les institutions de VBG (ministère de l'Action sociale, GF2D), les organes de gouvernance numérique (HAAC, ARCEP, ministère de l'Économie numérique) et les institutions climatiques (ANPC, ministère de l'Agriculture) opèrent de manière entièrement indépendante, sans protocoles conjoints ni systèmes de données partagés.
- ▶ Angle mort numérique du nord du Togo : aucun mécanisme n'existe pour signaler le harcèlement numérique dans la région des Savanes. L'incubateur numérique de Dapaong a confirmé que les femmes « ne savent pas vers qui se tourner ».
- ▶ Crise de ressources des OSC : le GF2D et les organisations de personnes handicapées documentent des pénuries de ressources aiguës : les abris ne peuvent pas accueillir les survivantes pour la nuit, les services manquent d'interprètes et de rampes, et le financement de l'intégration du genre est rare dans toutes les institutions.
- ▶ Les leaders traditionnels portent un fardeau non reconnu : les chefs de canton et de village traitent la majorité des cas de VBG ruraux sans formation, sans protocoles formels, et sans intégration dans les systèmes d'orientation nationaux.

Annexe D : Approbations éthiques et modèles de consentement

D.1 Cadre de gouvernance éthique

Le cadre de gouvernance éthique de Her Voice a été élaboré conformément aux Recommandations éthiques et de sécurité de l'OMS pour la recherche sur la violence domestique contre les femmes (OMS, 2001, mise à jour 2016) et au Cadre éthique d'ONU Femmes pour la recherche sur la violence faite aux femmes (ONU Femmes, 2012). Le cadre a été examiné et approuvé par le comité d'éthique institutionnel de WACOL.

Le cadre comprend quatre principes fondamentaux appliqués tout au long de la recherche : (1) Sécurité des participants — la sécurité des participants prime en tout temps sur la collecte de données ; (2) Confidentialité — toutes les données sont anonymisées et aucune information permettant l'identification n'est partagée ; (3) Non-malfaisance — aucune donnée n'est collectée lorsque cette collecte pourrait plausiblement causer un préjudice dépassant le bénéfice de la recherche ; (4) Autonomie éclairée — la participation est volontaire et peut être retirée à tout moment sans pénalité.

D.2 Résumé du protocole de consentement

Le consentement éclairé a été obtenu de tous les participants à l'aide d'un protocole de consentement standardisé, adapté aux niveaux d'alphabétisation, aux langues et aux modalités de recherche :

- **Pour les répondants aux enquêtes auprès des ménages** : consentement oral en langue locale, lu à voix haute par l'enquêteur lorsque le niveau d'alphabétisation était limité, avec confirmation verbale permettant de décider de poursuivre ou non. Les répondants ont été informés de l'objectif de la recherche, de l'anonymisation, de la participation volontaire, du droit de ne pas répondre à certaines questions, du droit de se retirer, et des ressources d'orientation locales.
- **Pour les participants aux discussions de groupe** : processus de consentement verbal de groupe facilité par l'animateur principal. Accord de confidentialité de groupe par lequel tous les participants s'engagent à ne pas partager les propos des autres membres en dehors de la séance.
- **Pour les répondants aux entretiens** : consentement oral de l'organisation/de l'individu. Les répondants ont été informés de leur droit de vérifier les citations qui leur sont attribuées avant publication et de demander le retrait de déclarations spécifiques.
- **Pour les participants de moins de 18 ans (aucun n'a été recruté sans consentement parental)** : le consentement oral parental ou du tuteur a été obtenu en complément de l'assentiment du jeune, conformément aux cadres nationaux de protection de la recherche impliquant des enfants.

D.3 Protocoles d'orientation et de protection

Avant chaque activité de collecte de données, l'équipe de recherche a établi des parcours d'orientation vers les services locaux de VBG, en partenariat avec l'agent de liaison communautaire. Une carte d'orientation a été fournie à tous les participants, contenant les contacts des services locaux (ligne d'assistance VBG, adresse du partenaire ONG, contact du bureau du genre de la police) en langue locale. Les facilitateurs et enquêteurs ont reçu une formation à l'entretien tenant compte des traumatismes. Un contact de sauvegarde désigné au sein de l'équipe WACOL était disponible tout au long du travail de terrain pour soutenir tout participant ou enquêteur nécessitant une aide ou une orientation immédiate.

RÉFÉRENCES CONSOLIDÉES

Annexe E : Renforcement des coalitions et des mouvements féministes

Cette annexe synthétise une analyse complémentaire de Her Voice sur la manière dont les résultats de la recherche se rattachent au paysage plus large de la coalition féministe et de la construction du mouvement au Nigéria, au Ghana, au Cameroun et au Togo, et peuvent le renforcer — s'appuyant sur une enquête dédiée WACOL-ACT auprès des parties prenantes, menée auprès de sept organisations et réseaux de défense des droits des femmes opérant dans 17 pays.

E.1 État actuel des coalitions : atouts et fragmentation

Le travail de terrain et la revue documentaire dans les quatre pays documentent un écosystème de société civile dynamique mais fragmenté : des organisations bénéficiant d'une confiance communautaire profonde et portant des innovations locales pionnières, assumant une charge disproportionnée de prestation de services, mais opérant largement isolément les unes des autres. Her Voice a directement engagé un large éventail de ces acteurs — notamment FIDA Ghana, Ark Foundation et WILDAF Ghana ; WACOL, WARDC, WARIF et le Mirabel Centre au Nigéria ; REACH OUT, REDHAC et ALVF au Cameroun ; et GF2D, WILDAF-Togo et AFAD-Togo au Togo — en tant que nœuds clés d'un réseau féministe régional qui bénéficierait d'une plus grande cohésion.

E.2 Données probantes sur ce que des coalitions renforcées peuvent accomplir

La recherche documente des résultats concrets et mesurés du plaidoyer mené par des coalitions. Au Togo, une coalition d'OSC et de leaders traditionnels à l'origine du processus de la Déclaration de Notsè a réduit les mariages précoces de 335 cas en 2020 à 261 en 2021 — une baisse de 22 % en une seule année. Au Nigéria, des leaders traditionnels travaillant avec des OSC à Okposi, dans l'État d'Ebonyi, ont promulgué des règlements communautaires imposant des amendes aux auteurs, rapportés comme un mécanisme de dissuasion locale hautement efficace. Au Togo et au Nigeria, les groupes d'épargne communautaires (tontines, *ajo*, *akawo*, *esusu*) sont également apparus comme un atout pour les coalitions : il s'agit de réseaux préexistants de femmes économiquement actives qui mobilisent des ressources pour venir en aide à leurs membres en situation de crise.

« Avec notre tontine, nous pouvons épargner un peu. Quand une femme a un problème, elle peut utiliser l'argent pour quitter la maison quelque temps ou pour payer les frais de scolarité. L'argent donne du courage. »

— Participante à une discussion de groupe, rapport de terrain du Togo, 2025

QUATRE PRIORITÉS DE RENFORCEMENT DES COALITIONS MISES EN ÉVIDENCE PAR LA RECHERCHE

- Une concertation thématique et transsectorielle entre les secteurs du climat, du numérique et des VBG, qui opèrent actuellement en silos institutionnels dans les quatre pays.
- L'engagement des leaders traditionnels et religieux — les premiers intervenants les plus fiables dans les quatre pays, comme l'indiquent les résultats de Notsè et d'Okposi.
- Un leadership féministe intergénérationnel maîtrisant les technologies — mettant en relation de jeunes militantes numériques (Her Innovations au Cameroun, NanaTech au Togo) avec des organisations de défense des droits des femmes (ODF) établies.

- La résilience financière — un financement pluriannuel et flexible d'ONU Femmes et des bailleurs, associé à des mécanismes de partage de ressources détenus par les coalitions elles-mêmes.

E.3 L'enquête WACOL-ACT auprès des parties prenantes : ce que nous dit le réseau féministe

Une enquête dédiée auprès de sept organisations et réseaux de défense des droits des femmes, couvrant collectivement 17 pays, a fait émerger quatre résultats cohérents qui valident et prolongent le travail de terrain mené dans les quatre pays.

1. La VBGFT constitue la demande unificatrice des coalitions : citée par 86 % (6/7) des répondants comme thème prioritaire — l'enjeu le mieux classé de l'enquête — et le domaine présentant la plus grande lacune documentée en capacité de données.
2. Le plaidoyer en coalition est déjà la norme, mais l'infrastructure fait défaut : les sept répondants s'engagent dans un plaidoyer en réseau, mais demandent systématiquement des modèles de protocoles d'accord formalisés, des secrétariats de coordination et des outils numériques partagés, plutôt qu'une activité de plaidoyer supplémentaire.
3. Le transfert de connaissances intergénérationnel est explicitement demandé, les organisations établies priorisant le mentorat des jeunes féministes et les organisations plus récentes priorisant le partage d'expérience horizontal.
4. Les contraintes financières et techniques sont universelles mais structurellement différentes : une expertise technique limitée (5/7) et des contraintes financières (4/7) affectent des organisations de toute taille et maturité, montrant que la longévité seule ne comble pas l'écart de capacité.

E.4 Un cadre en cinq composantes pour renforcer les capacités des ODF en matière de données et de connaissances

S'appuyant à la fois sur le travail de terrain et l'enquête auprès des parties prenantes, cinq composantes de renforcement des capacités sont validées comme prioritaires pour renforcer les systèmes de données et de connaissances des organisations de défense des droits des femmes :

1. Des outils standardisés de collecte de données sur la VFF, harmonisés à partir de l'instrument d'enquête ménage de Her Voice, avec des champs obligatoires de désagrégation par contexte climatique, modalité numérique, et statut de handicap/déplacement.
2. Une formation à la préservation des preuves numériques — authentification de captures d'écran, documentation des métadonnées et protocoles de chaîne de conservation — répondant directement à une lacune documentée de redevabilité en matière de VBGFT.
3. Une documentation de l'apprentissage fondée sur la pratique, capturant des innovations telles que le processus de la Déclaration de Notsè, les règlements communautaires d'Okposi, et les groupes de vigilance WhatsApp comme études de cas structurées et reproductibles.
4. Des compétences de plaidoyer fondé sur les données, y compris les demandes d'accès à l'information, l'audit de la qualité des données et l'analyse budgétaire, étant donné que les systèmes de données nationaux des quatre pays demeurent non fonctionnels ou inaccessibles.

5. Un échange de connaissances Sud-Sud, structuré autour de modèles éprouvés tels que le DSVCMS de Lagos, la Déclaration de Notsè, et la plateforme ALERT GBV.

E.5 Ce que Her Voice a déjà apporté à la base de données probantes

Le programme de recherche Her Voice a lui-même renforcé de manière mesurable la base de données probantes pour le plaidoyer dans chaque pays : la première quantification au niveau ménage de la co-occurrence climat-VFF dans la région ; la première documentation au niveau communautaire de la prévalence de la VBGFT en contexte rural ; la première quantification désagrégée du lien déplacement-violence (66,7 % contre 41,5 % au Cameroun) ; et l'identification de la littératie numérique — et non la possession d'appareil — comme le facteur médiateur clé d'une inclusion numérique sûre.

E.6 Quatre obstacles structurels documentés à la création de coalitions

Une analyse complémentaire axée sur la consolidation des coalitions et l'influence des politiques publiques met en évidence quatre obstacles structurels communs aux quatre pays, dont la levée est essentielle pour transformer les données probantes de Her Voice en une influence politique durable :

1. Des mandats institutionnels cloisonnés : les agences du genre, du climat et du numérique travaillent séparément, et les OGF manquent du pouvoir de convocation et des données probantes pour imposer une coordination transsectorielle.
2. Une intentionnalité insuffisante de construction de coalitions : les OGF/OSC/coalitions des quatre pays fonctionnent sur des subventions de projet à court terme sans financement pluriannuel et flexible, limitant leur capacité à construire des coalitions durables ou à investir dans des systèmes de données.
3. L'invisibilité des données : la VFF est sous-comptabilisée (le DOVVSU du Ghana enregistre une sous-estimation estimée à 98,9 % des cas réels), les données désagrégées sur la violence climatique et numérique sont absentes des systèmes nationaux, et les OGF manquent de la capacité technique et des outils pour produire ou exploiter des données probantes crédibles à grande échelle.
4. Le changement de normes exige une présence soutenue : les données quantitatives seules ne modifient pas les comportements ; le changement de normes au niveau communautaire exige des organisations persistantes, dignes de confiance et ancrées localement — exactement ce que les OGF et les coalitions féministes apportent grâce à leur ancrage communautaire et leurs structures de redevabilité.

E.7 Renforcer le pouvoir des coalitions : collaboration, leadership, résilience

Le pouvoir des coalitions dans les quatre pays repose sur les trois mêmes piliers — collaboration, leadership et résilience financière — mais chacun est développé de manière inégale.

Construire le pouvoir des coalitions dans les organisations et réseaux de défense des droits des femmes

POUVOIR DE COALITION = COLLABORATION + LEADERSHIP + RÉSILIENCE



Synthèse des données probantes : le pouvoir des coalitions, ancré dans la collaboration, le leadership et la résilience financière, permet de surmonter la fragmentation et le sous-financement dans les mouvements de défense des droits des femmes.

Figure E.1 : Construire le pouvoir des coalitions au sein des organisations et réseaux de défense des droits des femmes.

Seuls 28,6 % des OGF/réseaux étudiés rapportent des sessions de stratégie intermouvements régulières à fréquence mesurée, malgré le fait que les leaders traditionnels soient systématiquement identifiés comme les premiers intervenants les plus fiables dans les quatre pays. Le leadership intergénérationnel et l'allié masculin — à travers des structures telles que les clubs universitaires He-for-She au Nigéria — sont fortement liés à la pérennité des coalitions à long terme. Plus critique encore, 100 % des OGF/coalitions/réseaux étudiés rapportent des difficultés liées à la fragmentation financière, soulignant la nécessité d'un financement institutionnel pluriannuel et flexible plutôt que de subventions liées à des cycles de projet.

Annexe F : Objectifs et cadre de la numérisation à double voie

Cette annexe présente les cinq objectifs de recherche qui ont encadré la conception de l'étude Her Voice, ainsi que le cadre du double parcours utilisé tout au long de ce rapport pour expliquer quand la numérisation autonomise les femmes et quand elle les expose à un préjudice.

F.1 Les cinq objectifs de recherche de Her Voice

1. Identifier les principaux impacts climatiques et numériques sur la VFF dans les quatre pays étudiés.
2. Désagréger les données selon les sous-groupes vulnérables (âge, géographie, handicap, statut de déplacement).
3. Combiner l'analyse quantitative et qualitative, en lien avec les structures de construction de coalitions féministes.
4. Fournir des recommandations politiques adaptées, spécifiques aux pays et régionales.
5. Créer des supports de plaidoyer visuellement engageants pour les décideurs politiques, les bailleurs et les communautés.

F.2 Le cadre du double voie

Dans les quatre pays, la numérisation est caractérisée comme une force ambivalente — un « double parcours » qui peut autonomiser ou mettre en danger les femmes selon six facteurs

médiateurs structurels et individuels en interaction, plutôt que selon la seule connectivité ou possession d'appareil.

Le cadre du double parcours : la numérisation comme autonomisation contre mise en danger

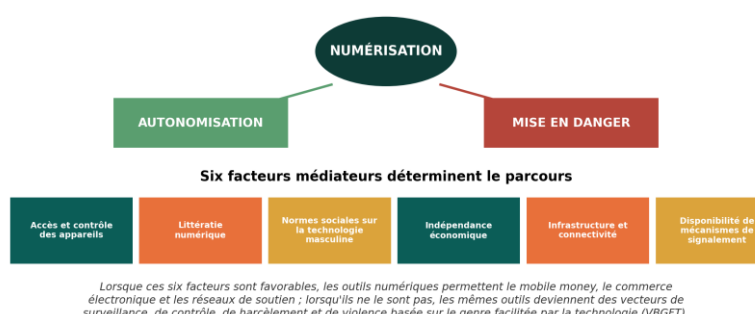


Figure E.2 : Le cadre du double parcours — la numérisation comme autonomisation contre mise en danger.

« Les femmes ont plus de téléphones que les hommes. C'est ça le problème... à moins que je ne saisisse ton téléphone avant que tu ne m'en achètes un. »

— Participant à une discussion de groupe d'hommes, rapport de terrain du Ghana, 2025

Lorsque ces six facteurs sont favorables — littératie numérique, normes sociales favorables, indépendance économique, infrastructure fonctionnelle et mécanismes de signalement fiables — les outils numériques permettent l'utilisation du mobile money, la participation au commerce électronique et l'accès à des réseaux de soutien. Lorsqu'ils ne le sont pas, les mêmes outils deviennent des vecteurs de surveillance, de contrôle, de harcèlement et de violence basée sur le genre et facilitée par la technologie. Ce cadre sous-tend l'analyse de la section 7 (Numérisation et VFF) et les résultats désagrégés de la section 8.

Références

- Adelphi. (2023). Africa climate security risk assessment: Central Africa. Weathering Risk. https://weatheringrisk.org/sites/default/files/document/ACRA_Central_Africa.pdf
- Agwuegbo, C. (2024). Securing the future of African women and girls online. GenderIT. <https://genderit.org/feminist-talk/securing-future-african-women-and-girls-online>
- Amnesty International. (2018). Toxic Twitter: A toxic place for women. <https://www.amnesty.org/en/latest/research/2018/03/online-violence-against-women-chapter-1/>
- Amnesty International. (2023). Technology-facilitated gender-based violence. Amnesty International.
- APC. (2023). Online violence against women and girls: APC oral statement at the Human Rights Council 38th session. <https://www.apc.org/en/pubs/online-violence-against-women-and-girls-apc-oral-statement-human-rights-council-38th-session>
- Baekgaard, K. (2024). Technology-Facilitated Gender-Based Violence: An Emerging Issue in Women, Peace and Security. Georgetown Institute for Women, Peace and Security. <https://giwps.georgetown.edu/wp-content/uploads/2024/06/Technology-Facilitated-Gender-Based-Violence.pdf>
- Blessing, J. (2023). Women are key for the future of climate action in Africa. UNDP Climate Promise. <https://climatepromise.undp.org/news-and-stories/women-are-key-future-climate-action-africa>
- Castañeda Camey, I., Sabater, L., Owren, C., & Boyer, A. E. (2020). Gender-based violence and environment linkages: The violence of inequality. IUCN. <https://doi.org/10.2305/IUCN.CH.2020.03.en>
- Comité de la CEDEF. (1992). Recommandation générale n° 19 : Violence à l'égard des femmes. Nations Unies. <https://www.legal-tools.org/doc/f8d998/pdf/>
- Comité de la CEDEF. (2018). Recommandation générale n° 37 sur les dimensions de genre de la réduction des risques de catastrophe dans le contexte des changements climatiques. https://academy.ishr.ch/upload/resources_and_tools/CEDAW%20general%20recommandation%2037_en.pdf
- Secrétariat du Commonwealth. (s.d.). Ending violence against women and girls can add trillions to the economy. <https://thecommonwealth.org/news/blog-ending-violence-against-women-and-girls-can-add-trillions-economy>
- Secrétariat du Commonwealth. (2022). Facilitator's Guide to Measuring the Economic Costs of Violence Against Women and Girls.
- Delavallade, C., Gittard, M., & Vaillant, J. (2025). Women and climate adaptation in rural Sub-Saharan Africa (Policy Research Working Paper n° 11095). Banque mondiale. <http://hdl.handle.net/10986/43013>
- Díaz, J. J., & Saldarriaga, V. (2023). A drop of love? Rainfall shocks and spousal abuse. Journal of Health Economics, 89. <https://doi.org/10.1016/j.jhealeco.2023.102739>
- Direction générale des partenariats internationaux. (2023). EU and UN Women to boost women's rights coalitions on ending violence against women. https://international-partnerships.ec.europa.eu/news-and-events/news/eu-and-un-women-boost-womens-rights-coalitions-ending-violence-against-women-2023-09-18_en

- CEDEAO. (2015). Acte additionnel relatif à l'égalité de droits entre les hommes et les femmes pour un développement durable dans l'espace CEDEAO. <https://ccdg.ecowas.int/wp-content/uploads/Supplementary-Act-on-Gender-Equality.pdf>
- CEDEAO. (2020). Gender-Responsive Social Protection and Disaster Risk Reduction Strategy for West Africa (2020-2030). GFDRR. https://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/ECOWAS%20GSAP_EN_Final.pdf
- EIGE. (2024). Tackling cyber violence against women and girls: The role of digital platforms. <https://eige.europa.eu/publications-resources/publications/tackling-cyber-violence-against-women-and-girls-role-digital-platforms>
- Commission européenne et ONU Femmes. (s.d.). ACT to End Violence against Women. <https://unwomen.org/sites/default/files/2024-04/ACT%20to%20End%20Violence%20against%20Women.pdf>
- Eziakonwa, A. (2025). Empowering Africa's digital future: Why women must lead the charge. UNDP Africa. <https://www.undp.org/africa/speeches/empowering-africas-digital-future-why-women-must-lead-charge>
- Farmer, P. (2004). An anthropology of structural violence. *Current Anthropology*, 45(3), 305-325. <https://doi.org/10.1086/382250>
- République fédérale du Nigéria. (2015). Cybercrimes (Prohibition, Prevention, etc.) Act.
- Fruttero, A., et al. (2023). Gendered impacts of climate change: Evidence from weather shocks (Policy Research Working Paper n° 10442). Banque mondiale. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-10442>
- Galtung, J. (1969). Violence, peace, and peace research. *Journal of Peace Research*, 6(3), 167-191. <https://doi.org/10.1177/002234336900600301>
- Gevers, A., Musuya, T., & Bukuluki, P. (2019, 2020). Why climate change fuels violence against women. PNUD. <https://www.undp.org/blog/why-climate-change-fuels-violence-against-women>
- GSMA. (2025). The Mobile Gender Gap Report 2025. <https://www.gsma.com/r/wp-content/uploads/2025/06/The-Mobile-Gender-Gap-Report-2025.pdf>
- Im, J., et al. (2023). Women's Perspectives on Harm and Justice after Online Harassment. arXiv. <https://arxiv.org/abs/2301.11733>
- Internet Sans Frontières. (2019). Online gender-based violence affects 45% of women on social media in West and Central Africa. <https://internetwithoutborders.org/iwd2019-online-gender-based-violence-affects-45-of-women-on-social-media-in-west-and-central-africa/>
- GIEC. (2022). *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability*. Cambridge University Press. <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/>
- SIPC. (2008). *Climate Change and Disaster Risk Reduction*. Note d'information 01. Nations Unies.
- UIT. (2024). Datahub. Union internationale des télécommunications. <https://datahub.itu.int/data/?i=11624&e=1>
- UICN. (2020). Gender-based violence and the environment (Note d'information). <https://www.iucn.org/resources/issues-brief/gender-based-violence-and-environment>
- Iyer, N., Nyamwire, B., & Nabulega, S. (2020). Alternate realities, alternate internets: African feminist research for a feminist internet. Pollicy. <https://ogbv.pollicy.org/report.pdf>

- Malanga, D. F. (2021). Survey of Cyber Violence Against Women in Malawi. arXiv. <https://arxiv.org/abs/2108.09806>
- Ministère de l'Environnement, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (MESTI) & Ministère du Genre, de l'Enfance et de la Protection sociale. (2021). Climate Change and Gender Action Plan (ccGAP). https://files.acquia.undp.org/public/migration/gh/UNDP_Gh-Ghana_-Gender_-Action_Plan.pdf
- Mulambo, C. H., & Thakur, R. (2025). Hot Weather and Violence Against Women: A Global Scoping Review. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 22(7), 1069. <https://doi.org/10.3390/ijerph22071069>
- Munala, L., et al. (2023). Climate change, extreme weather, and intimate partner violence in East African agrarian-based economies. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 20(23), 7124. <https://doi.org/10.3390/ijerph20237124>
- Nagarajan, C., et al. (2024). Peace in an extreme climate: How climate-related security risks affect prospects for stability in Lake Chad. *PLOS Climate*, 3(1), e0000314. <https://doi.org/10.1371/journal.pclm.0000314>
- NASA. (s.d.). What is climate change? <https://science.nasa.gov/climate-change/what-is-climate-change/>
- NRI (Natural Resources Institute). (2022). Gender-based violence driven by climate and environmental change. <https://www.nri.org/latest/news/2022/gender-based-violence-driven-by-climate-and-environmental-change-and-related-conflict-must-be-addressed>
- OCDE. (2019). Going Digital: Shaping Policies, Improving Lives. https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2019/03/going-digital-shaping-policies-improving-lives_g1g9f091/9789264312012-en.pdf
- Paradigm Initiative. (2021). Londa: Digital rights and inclusion in Africa report.
- Plan International. (2023). The state of the world's girls 2020: Free to be online? (édition 2023). <https://plan-international.org/uploads/2023/06/SOTWGR2020-CommsReport-edition2023-EN.pdf>
- République du Cameroun. (2021). Contribution déterminée au niveau national actualisée. <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/CDN%20révisée%20CMR%20finale%20sept%202021.pdf>
- Simba, S., Ndayisaba, A., & Kapucu, N. (2023). Climate change, natural disasters, and child marriage. *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 96, 103933. <https://doi.org/10.1016/j.ijdr.2023.103933>
- SOAWR. (s.d.). The Maputo Protocol is turning 20 on 11th July 2023. <https://soawr.org/maputo-at-20/maputo-protocol-at-20/>
- Stevens, F., et al. (2024). Women are less comfortable expressing opinions online than men. arXiv. <https://arxiv.org/abs/2403.19037>
- Thurston, A. M., Stöckl, H., & Ranganathan, M. (2021). Natural hazards, disasters and violence against women and girls. *BMJ Global Health*, 6(4), e004377. <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC8112410/>
- PNUD. (2021). UNDP Strategic Plan 2022-2025. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-07/UNDP%20Strategic%20Plan%202022-2025.pdf>

- PNUD. (2023). Gender-Responsive Climate Change Actions in Africa. https://climatepromise.undp.org/sites/default/files/research_report_document/57405%20-%20Technical%20paper%20-%20EN%20Final%20-%20web.pdf
- UNESCO. (2023). Enhancing TVET through digital transformation in developing countries. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000385988>
- UNESCO. (2021, mise à jour 2024). Ghana's coastline swallowed by the sea. <https://www.unesco.org/en/articles/ghanas-coastline-swallowed-sea>
- UNFPA. (2021). Making all spaces safe: Technology-facilitated gender-based violence.
- UNFPA, Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. (2024). Acceleration paper #4: Zero GBV harmful practices. https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/2024-08/%234_Acceleration%20Paper_Zero%20GBV%20harmful%20practices_v5%20%281%29.pdf
- UNFPA, IIASA, & Université de Vienne. (2024). Domestic violence in sub-Saharan Africa will triple by 2060. <https://www.unfpa.org/press/domestic-violence-sub-saharan-africa-will-triple-2060-due-extreme-heat-epidemic-and-stalling>
- Nations Unies. (1993). Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (A/RES/48/104). https://www.un.org/en/genocideprevention/documents/atrocity-crimes/Doc.21_declaration%20elimination%20vaw.pdf
- University of Notre Dame Global Adaptation Initiative. (2024). ND-GAIN Country Index. <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/>
- ONU Femmes. (2022). Explainer: Online and technology-facilitated violence against women and girls. <https://www.unwomen.org/en/news-stories/explainer/2022/07/explainer-online-and-technology-facilitated-violence-against-women-and-girls>
- ONU Femmes. (2023). UN Women and its partners call for long-term, sustainable investments to prevent VAWG. <https://africa.unwomen.org/en/stories/communiqu%C3%A9-de-presse/2023/11/campagne-des-16-jours-dactivisme-2023-en-afrique-investir-pour-prevenir-la-violence-a-legard-des-femmes-et-des-filles-en-afrique>
- ONU Femmes. (2024). FAQs: Types of violence against women and girls. <https://www.unwomen.org/en/articles/faqs/faqs-types-of-violence-against-women-and-girls>
- van Daalen, K. R., et al. (2022). Extreme events and gender-based violence. *Lancet Planet Health*, 6(6), e504-e523. <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC10073035/>
- Welsh Women's Aid. (s.d.). What is violence against women and girls? <https://welshwomensaid.org.uk/information-support/what-is-violence-against-women-and-girls/>
- Banque mondiale. (s.d.). INITIATE — Violence Against Women and Girls program. <https://www.worldbank.org/en/programs/violence-against-women-and-girls/initiate>
- Banque mondiale. (s.d.). Climate Change Knowledge Portal. <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/overview>
- World Wide Web Foundation. (2020). Women's rights online: Closing the digital gender gap for a more equal world.
- OMS. (2001, mise à jour 2016). Ethical and safety recommendations for research on domestic violence against women. <https://www.who.int/reproductivehealth/publications/violence/9241546646/en/>

À PROPOS DE CE RAPPORT DE RECHERCHE INTÉGRÉ [« Her Voice Research »]

Ce document est synthétisé comme un rapport intégré à partir de la série de recherche « Her Voice » : étude sur le lien entre le changement climatique, la numérisation et la violence faite aux femmes et aux filles en Afrique de l'Ouest et du Centre — une initiative de recherche menée par le Women Aid Collective (WACOL), ses partenaires, et en tant qu'organisation chef de file de la Coalition des droits des femmes d'Afrique de l'Ouest et du Centre (WAWORC). Ceci est réalisé avec le soutien financier du Programme ACT (Advocacy, Coalition Building and Transformative Feminist Action) d'ONU Femmes et de l'Union européenne pour mettre fin à la violence faite aux femmes.

Les évaluations des parties prenantes OGF/OSC, les revues documentaires par pays et le travail de terrain, combinant des enquêtes ménages/panafricaines, des discussions de groupe et des entretiens avec des informateurs clés, ont couvert le Nigeria, le Ghana, le Cameroun et le Togo entre 2025 et 2026.

Contact

Women Aid Collective (WACOL), organisation chef de file de la Coalition des droits des femmes d'Afrique de l'Ouest et du Centre (WAWORC)

Avertissement

Ce document a été produit par WACOL afin de partager les données probantes et les recommandations issues de notre « Her Voice Research ». WACOL certifie que les points de vue exprimés dans ce rapport sont fondés sur des faits et reflètent notre analyse et nos points de vue, et non ceux de nos partenaires.

Bien que tous les efforts raisonnables aient été déployés pour garantir l'exactitude et l'actualité des informations, données et études de cas contenues dans ce rapport au moment de sa publication, WACOL (et en tant qu'organisation chef de file de WAWORC) reconnaît que des éléments tels que les contextes locaux et les mandats institutionnels évoluent avec le temps, et ne garantit donc pas, explicitement ou implicitement, l'exactitude continue du rapport, et ne saurait être tenue responsable de toute perte, dommage ou conséquence négative découlant directement ou indirectement de la confiance accordée à son contenu.

Tous droits réservés. Toute reproduction doit comporter la mention de la source suivante : Women Aid Collective. (2026). HER VOICE RESEARCH : An ACT Programme Regional Initiative and strategic evidence-base to eradicate VAWG

© Women Aid Collective (WACOL), Nigéria

© Coalition des droits des femmes d'Afrique de l'Ouest et du Centre (WAWORC), Afrique de l'Ouest et du Centre

Nous contacter pour un partenariat :



+234 909 133 3000, +234 909 277 7000, +234 906 000 2128, +234 908 080 8080



email: info@wacolnigeria.org



www.wacolnigeria.org

follow us on Wacol Tamar Sarc

